

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

apprivoiser le temps

Joël Van Cauter
Nicolas de Rauglaudre
pour la Fondation
pour les Générations Futures (Namur)
et l'aimable collaboration de
Isabelle Stengers, François Ost,
Pierre Calame, Jean Chesneaux

Apprivoiser le temps

Approche plurielle
sur le temps et
le développement durable

L'association Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer a pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coproduits.

L'auteur

*Créée en 1998, la **Fondation pour les Générations Futures** est une fondation reconnue d'utilité publique par le Gouvernement belge, au service d'un développement soutenable.*

Elle veut accompagner la transition vers une société qui offrira une place centrale à la justice sociale, la solidarité, l'égalité des chances entre tous les êtres humains. Elle œuvre aussi au respect des grands équilibres écologiques et à la maîtrise démocratique par les individus et les groupes – actuels et futurs – de leur développement.

Face à quatre déséquilibres majeurs qui caractérisent notre monde (les rapports Nord-Sud, riches-pauvres, Homme-nature, générations actuelles et futures), la Fondation désire stimuler la conception d'autres voies, l'exploration d'autres possibilités, porteuses d'espoir pour les générations futures.

Elle s'est fixé pour objectif de faire émerger, de soutenir et de rendre visibles des actions et des réflexions innovantes et alternatives qui s'inscrivent dans une optique de développement soutenable.

Dans ce but, elle développe divers axes de travail: un appel à initiatives de terrain, un Prix de thèse de doctorat, une plateforme d'échange d'expériences, un soutien à l'innovation dans le champ de la participation citoyenne, des coéditions, l'organisation de séminaires-débats sur diverses problématiques liées au développement soutenable, une gestion éthique et engagée de son capital financier.

Par son statut d'établissement d'utilité publique, la Fondation est habilitée à recevoir tout don ou legs de particuliers ou d'entreprises.

Fondation pour les Générations Futures

182, rue des brasseurs

5000 Namur – Belgique

Tél: 32 (0) 81 22 60 62

Fax: 32 (0) 81 22 44 46

Mél: fgf@fgf.be

Internet: www.fgf.be

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2003

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2003

Dossier FPH n° DD 127 ★ ISBN: 2-84377-076-9

Diffusion: Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris

Graphisme et mise en page: Madeleine Racimor

Maquette de couverture: Vincent Collin

Sommaire

Avant propos (FGF)	7
Préface (Nicolas Van Rauglaudre)	9
Introduction (Joël Van Cauter)	17
Première partie: Approcher le temps	19
Isabelle Stengers: vers l'interrogation	21
François Ost: le temps, construction sociale	31
Pierre Calame: articuler le temps	39
Jean Chesneaux: habiter le temps	43
Débat	49
Deuxième partie: Pratiquer le temps	59
Le temps : sens et changement	61
Temps retrouvé, temps partagé	67
Le temps et le travail des hommes	73
Nature et décision politique	77
Troisième partie: Rencontrer le temps	83
Conclusion des débats (Joël Van Cauter)	91
Postface en vue d'une méthodologie et de propositions d'actions (Nicolas de Rauglaudre)	93
Notes	113
Annexes	115
Premier séminaire: Le temps: sens et changement	117
Deuxième séminaire: Temps retrouvé, temps partagé	127
Troisième séminaire: Le temps et le travail des hommes	137
Quatrième séminaire: Nature et décision politique	145
Bibliographie	157

Avant-propos

Le présent ouvrage est le résultat de trois années de réflexion, de partage et de débats, menés entre 1999 et 2002. Rien n'aurait été possible sans l'apport de chacun et cet apport a été multiple : acteurs associatifs et citoyens engagés à tous niveaux (infirmières, professeurs d'université, philosophes...) ; tous l'ont façonné. Nous désirons les remercier pour ce travail collectif qui est le leur. Ces acteurs ont pris le temps de le penser, de le discuter, de le laisser barboter et bouillonner, de l'oublier, puis de le reprendre avec recul...

Il n'est pas lissé comme un exposé didactique ou une thèse scientifique : les contradictions, rugosités et redondances ont volontairement été conservées, afin que la complexité reste présente. L'attention du lecteur pourra se porter, s'il le souhaite, vers les annexes où sont développés les témoignages, débats et controverses.

L'idée de reprendre la substance du travail réalisé depuis trois ans et de la publier sous la forme d'un livre, a été encouragée par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (Paris). L'ensemble a également été soutenu par le service Éducation permanente de la Communauté française Wallonie-Bruxelles et le Secrétariat d'État belge au développement durable.

Par ailleurs, le matériau produit ici et la réflexion antérieure de la Fondation pour les Générations Futures, outre l'enrichissement personnel des différents participants et promoteurs, ont pu se cristalliser en une deuxième publication sous la forme d'un « cahier de propositions », également diffusé par la Fondation Charles Léopold Mayer dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

Ce cahier est en cours de traduction en six langues et est déjà disponible en français.

Fondation pour les Générations Futures ¹,
Namur (Belgique) Juillet 2002

NDLR : Les notes sont présentées à la fin de la troisième partie, page 111.

Préface ²

Nicolas de Rauglaudre ³

Associer le temps et la durée est une difficulté. L'écoulement du temps lie la prise de conscience de notre finitude et l'illusion des constructions intellectuelles. La durée évoque un temps qui se continue et se structure. Comment donc est-il possible de penser le temps, c'est-à-dire de lui donner une consistance qui permette de le saisir ? Comment le décomposer en opérations qui densifient et rendent notre activité plus durable et moins fluide ? Les tentatives magiques, religieuses, rationnelles, politiques et techniques pour apprivoiser le temps ont abondé et engendré des modèles parfois prometteurs, souvent tautologiques. Le temps qui passe, quelles que soient les médiations pour le penser, nous ramène impitoyablement aux limites, à la vieillesse et à la mort, aux processus de dégénérescence. Les mythes du progrès ne peuvent longtemps camoufler ce fait, sinon en l'occultant derrière des utopies statistiques.

Le temps, vécu localement ou subjectivement comme lieu de fuite incessante, et la durée comme cristallisation des structures mouvantes, apparaissent contradictoires. La durée est un étalement du temps dans l'espace, un temps étendu pour utiliser une terminologie cartésienne. L'histoire des êtres vivants peut être perçue comme celle des tentatives de la nature pour maintenir des organismes complexes et singuliers contre l'usure du temps, dans un environnement hostile. La durée apparemment éternelle des pierres et des métaux est une fausse durée. Celle des êtres vivants, apparemment plus brève, est une durée performante et susceptible d'évolution, même si le prix à payer

est la mort des individus et des espèces intermédiaires. Les théories de l'évolution la représentent par des arbres, rameaux, branches. L'horizon pour penser la durée doit être dégagé du côté de l'évolution des vivants et des sujets créateurs, non du côté de la matière, des minéraux et des fausses éternités. Le document présent invite à s'orienter dans cette direction.

Le travail réalisé ici est centré sur le développement durable, et a habilement posé les interrogations autour du temps sous la forme de discussions, d'exposés relativement courts et de débats. La relation du temps et de la durée descend dans l'arène, accepte l'épreuve des contradictions et n'est pas restée enfermée dans des discours savants, abstraits, même si la pensée y a sa part. Vue de l'extérieur, cette tentative est une réussite et rappelle à chacun que les interrogations les plus vitales doivent être posées en termes de dialectique permanente et de complexité. La rencontre de philosophes, de sociologues, d'hommes et de femmes d'action, de scientifiques, met la relation entre temps et durée à l'épreuve et le pose dans sa vérité. Le temps s'interroge à l'intérieur du temps : on ne peut en sortir. En d'autres termes, personne ne peut posséder un discours définitif sur le temps. C'est le débat qui permet d'avancer, et qui représente peut-être la meilleure « solution ». La forme du débat démontre également que, pour penser le développement durable, contrairement aux méthodes traditionnelles qui voudraient le « prédire » dans une logique prédéterminée, il faut faire appel à l'imagination et à la créativité permanente des acteurs. Pour cette raison, l'attribut « soutenable » a souvent été discuté et préféré à « durable » pour qualifier le développement que défend ce document.

L'approche par exposés, dialogues et débats contradictoires engendre un foisonnement d'idées et un buissonnement de perspectives et de propositions. Elle peut évoquer par exemple la multiple activité d'un écosystème riche et bien informé. L'analyste critique du dossier, auteur de cette préface, s'est dans un premier temps étonné de cette richesse qui a excité sa curiosité. Il s'est imaginé comment les échanges de vue se sont déroulés, comment les idées ont explosé de tous côtés. Mais il a fallu, dans un second temps, trouver quelques fils conducteurs. La préface propose d'en suivre plusieurs, extraits de discussions entre acteurs du document et l'observateur extérieur. Ces fils ne prétendent pas, loin de là, épuiser le sujet, ni lisser les rugosités des antagonismes, et le lecteur, en relisant le dossier, pourra lui-même en poursuivre d'autres, plus adaptés à sa propre recherche. Il est toutefois recommandé de s'imprégner des lignes conductrices proposées, afin de comprendre ce qui a déterminé les axes de sensibilisation et de formation qui apparaissent en conclusion, et qui ont ensuite été repris dans le cahier de propositions.

Quatre fils conducteurs

Quatre fils nous guideront dans la lecture du dossier.

Parce que toute pensée doit passer avant toute chose par l'expérience d'appropriation subjective, le premier fil conducteur est celui qui montre la nécessité d'éveiller le désir, chez les futurs bâtisseurs de la société de demain, du développement soutenable. Le second fil est le renversement de l'axe spontané et fuyant « passé-présent-futur » vers une articulation beaucoup plus responsable et vivante, où le présent est situé en première place, avant le passé et le futur. Le troisième fil est l'invitation à déconnecter artificiellement temps et espace, concepts que la tradition mécaniste et technocratique a trop souvent mélangés sans médiation, pour mieux les réarticuler dans une perspective concrète. Le dernier fil est ce que les principaux acteurs de ce document ont appelé la « concordance des temps » qui apparaît comme une reconnaissance des multiples temporalités d'une part, et le moyen de penser ces temps de manière à les rendre plus effectifs pour demain.

Désirer l'avenir

La pression médiatique, le succès de certaines thèses catastrophistes, relayées par la science-fiction, et les mirages de moins en moins convaincants des promoteurs du progrès technologique, sans oublier les légitimes inquiétudes devant les violences occultes de ces derniers mois, font entrevoir un avenir humain sombre. Le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement, le triomphe de l'égoïsme marchand étalé à la surface de la Planète, l'incompréhension apparente entre cultures, entretenues par des médias peu scrupuleux, stérilisent de nombreuses bonnes volontés. Beaucoup se découragent. Certains penseurs et acteurs prennent le parti selon lequel seule la peur peut être un mobile suffisant pour penser le futur.

Si la peur peut être un bon aiguillon, elle n'est pas une bonne pédagogie. Le vrai moteur du développement est le « désir du développement ». Avoir envie de développer la Planète, d'offrir à nos enfants des raisons d'espérer, travailler pour faire comprendre que rien n'est inéluctable (sous prétexte que certaines puissances semblent inaccessibles), appelle une métamorphose des mentalités pour soutenir l'idée réaliste d'un avenir durable. Ce travail de métamorphose doit être décomposé à tous les niveaux, du chercheur à l'enseignant, du responsable politique à l'éducateur des rues, afin que le désir de collaborer l'emporte sur les invectives ou les désertions énoncées a priori. Le fait déjà de vouloir l'avenir à travers des débats, des discussions, de l'écoute, est déjà un premier pas prometteur.

Le désir et la passion sont sources d'imagination et de créativité, non seulement pour fournir des propositions pour le futur, mais aussi des arguments pour fonder ce désir. Il est clair que l'appétit du développement va offrir aux acteurs les idées et les méthodes pour le réaliser du mieux possible. La réforme des mentalités ne peut que retentir, après la médiation des dialogues et des nécessaires contradictions, vers une action réfléchie et construite. Le dossier présent met en scène les passions, parfois déçues, souvent effectives, de nombreux participants, même les plus savants. C'est l'avantage d'un réseau d'échanges qui ne se sont pas confinés dans l'espace universitaire. Le lecteur est invité à saisir au vol l'expression de ces passions pour les laisser vibrer, et s'approprier à son tour l'attrait du développement soutenable.

Présent, passé, futur

La vision du temps qui marque les présupposés de la culture occidentale suit la ligne passé-présent-futur. Le présent apparaît comme un simple point, instantané, actualisé et fuyant, coincé, voire écrasé, entre les deux demi-droites, entre le passé qui n'est plus, et le futur qui n'est pas encore. Héritier des paradigmes mécanistes, ce schéma est en fait une pure abstraction, loin du réel.

Les pages suivantes sont traversées par l'idée selon laquelle le présent n'est pas l'instant. Bien au contraire, il conjugue les deux significations de « présence » (par opposition à « absence ») et d'indicatif présent, au sens grammatical. Placé au premier plan, il survient comme réalisation (actuelle ou potentielle) des choix du passé qui permettent de le comprendre. La médiation du passé n'est pas le mémorial des anciens combattants, mais le discernement critique des événements et des responsabilités qui ont aidé, et parfois nui, à la structure actuelle des sociétés, des valeurs, des cultures et des échanges. Le réveil du passé passe par le récit, par la relecture de la mémoire... et le récit demande de la durée, de l'écoute soutenue, du temps étendu, a contrario de l'exigence d'efficacité et de rapidité dictée par les lois du marché et de la technique.

Quant au futur, dans une telle perspective, il ne va pas occulter la réalité par des images utopiques d'une part, ou par des peurs irrationnelles d'autre part. *Le futur sera l'actualisation des potentialités qu'ici, dans le présent, nous construirons.* La boucle qu'il faut donc suivre, toujours en veillant à ne pas s'y enfermer, est la boucle interactive présent-passé-futur. Ainsi conçus, ni l'imaginaire utopique, ni l'impression de vide fuyant, ni la nostalgie d'un passé qui n'a jamais existé, ne recouvriront la simple présence du présent.

Le temps perturbateur

Représenter le temps dans des schémas, schémas cycliques, schémas linéaires, schémas en spirale ou schémas discontinus, ne résout nullement la relation du temps à la durée. À la limite, réduire le déroulement du temps à des graphiques dans l'espace et à des constructions abstraites ne fait que conforter l'idéal mécaniste qui sous-tend l'aveuglement irresponsable de nombreux acteurs politiques et économiques actuels : celui de croire que l'on maîtrise le temps par des algorithmes mathématiques et par une simple distribution spatiale des activités obéissant à des cycles, au service de la vitesse. Le présupposé principal et dominateur devient celui de l'efficacité à court terme, et du principe d'économie désincarné, sans respect de ce temps qui structure nos corps, notre espace naturel et vital, nos institutions et nos activités concrètes.

Les conséquences sur le développement durable peuvent être catastrophiques. On pense construire les infrastructures et la validité des logiques de demain à partir de modèles intellectuels et opératoires clos, et donc de préjugés, dès que commence la mise en œuvre concrète. Le rêve du positivisme était de tout rendre clair et distinct, temps et avenir compris. Malheureusement, la réalité est complexe et singulièrement imprévisible dans bien des domaines. Les prévisions s'écroulent et la mise en route des projets se heurtent souvent à des événements aléatoires ou à la revendication libre de sujets qui ne se sont pas appropriés le projet. Ceci explique aussi le désenchantement contemporain.

Le rôle du temps dans le cadre du développement dans la durée doit être perçu comme facteur perturbant, réel, de nos projections spatiales. Dans les systèmes proches de l'équilibre, cycliques, ou en évolution linéaire, il peut être assimilé à la mesure du mouvement. Ce schéma s'applique à de nombreuses activités scientifiques et techniques qui reposent sur des assises solides et éprouvées. Il concerne aussi les process simples dans des chaînes de montage industriels ou dans des programmes informatiques. Dans le cas des évolutions complexes, fortement perturbées, ce qui est le cas de la quasi totalité des expériences humaines et vivantes, le temps agit aussi comme un opérateur de second ordre : une opportunité, un événement, l'émergence d'une personnalité ou d'une occasion imprévue peuvent parfois faire bifurquer la logique initiale de l'évolution, vers une approche enrichie, plus réelle. Ainsi perçue, la fonction temps ne perturbe pas a priori les nécessaires projections vers l'avenir – premier ordre –, mais intervient également comme source d'événements opportuns pour corriger et réorienter les processus – second ordre. Ici la durée devient soutien actif et permanent et plus simple déroulement des prévisions initiales.

Si nous appliquons ce schéma à la réflexion sur l'avenir, il est possible d'aller plus loin en connectant la fonction temps avec celles des sujets internes et externes des projets, et en faire ainsi des acteurs intéressés. Le développement soutenable n'est plus une simple affaire de désintéressement éthique, ni de technocratie rompue à la gestion, aussi généreux les acteurs soient-ils. Il doit résulter, comme cela a déjà été exprimé, d'une interaction entre différents sujets, et pourquoi pas, de réciprocité intéressée et de reconnaissance. Comment faire ? Exactement comme l'ont proposé les organisateurs des séminaires et colloques : par le dialogue et le débat permanent, par la confrontation, même irréductibles, des représentations singulières, locales, spatiales et universelles à la réalité temporelle de chacun.

Concordance des temps

La remarque précédente rebondit sur la dernière ligne conductrice : celle de la « concordance des temps ». Il n'existe pas un temps, mais de nombreux temps qui se déclinent, par récurrence à l'infini, du temps cosmique et historique au temps singulier des sujets individuels et des communautés locales, en passant par l'organisation des temps de travail et de loisirs, des processus économiques locaux découplés du développement mondial. Mais il faut ajouter à ces temps effectifs les conceptions que chacun se fait du temps, de l'ingénieur à l'aide-soignante, du politique à l'agriculteur, de la femme ou de l'homme au foyer à l'artiste.

Un travail de différenciation des temps, des conceptions du temps, en fonction des objectifs de développement, est nécessaire pour éviter que seul le temps de nos horloges l'emporte. Ensuite, ces temps doivent être articulés organiquement afin qu'aucun ne soit impérialement dominateur, tandis que les autres seraient broyés. Puisque le temps est lié intrinsèquement à la nature, aux corps, aux personnalités de chacun, aux activités et aux souffrances, la mise en valeur des différentes expériences et conceptions du temps apparaît comme un respect des personnes et des singularités locales (communautaires ou culturelles).

La clé de la concordance des temps est la relation des sujets aux événements. De nombreux penseurs contemporains savent que le monde n'est pas composé de faits, de choses et de lois, mais d'événements qui cristallisent de multiples potentialités. Cette relation aux événements est un appel au sens et au discernement : comment les comprendre, les caractériser, les intégrer dans un processus plus global autour d'objectifs définis du mieux possible. Le développement soutenable n'est concevable que par intégration de la concordance des temps, qui est avant toute chose, une intégration de l'humain.

Les lignes suivies par les fils conducteurs proposées ici sont le fruit d'une relecture. Elles se ramènent finalement à une seule interrogation : comment humaniser la durée pour que le développement et les luttes à mener pour l'avenir ne se réduisent pas à quelques constructions artificielles ? Elles ne prétendent pas nier la complexité, les contradictions et les paradoxes de l'ensemble de ces problèmes, comme le lecteur pourra les ressentir, par exemple, dans les annexes. Une réflexion sur le temps est la médiation indispensable, puisque le temps est le lieu d'exercice et d'expérience concrète de l'humain. La lecture des documents qui suivent devraient permettre à chacun de trouver les mots, les idées et les propositions qui les rendront opératoires et créatives.

La postface propose un certain nombre d'actions concrètes pour sensibiliser et soutenir les différents acteurs au désir, à la présence, à l'exigence concrète, et à la signification du développement soutenable.

Introduction

par Joël Van Cauter ⁴

*« Chaque civilisation est une vision du temps.
Institutions, œuvres d'art, techniques, philosophies :
tout ce que nous faisons ou rêvons est un tissu de temps.
Idée et sentiment du passage, le temps n'est pas une pure succession ;
pour tous les peuples, c'est un processus qui suit une direction
ou désigne une fin.
Le temps a un sens.
Ou plutôt : le temps est le sens de l'existence,
quand bien même nous affirmons que celle-ci est dépourvue de sens »*

Partant, comme le poète Octavio Paz, du constat de la dimension fondamentale et politique du temps, la Fondation pour les Générations Futures a décidé, dès 1999, de consacrer une large réflexion à une question tout à la fois vaste et précise : « quel est le rapport entre temps et développement durable ? »

Question vaste, donc à approfondir.

Pour ce faire, des philosophes et acteurs informés du terrain ont été invités à débattre, entre eux et avec des citoyens. Question précise, donc à mettre à l'épreuve des faits. Quatre séminaires ont permis d'échanger des expériences, puis d'avancer sur le chantier des propositions.

Le présent dossier a pour objectif de faire partager le travail accompli.

Divisé en trois parties, il suit la logique de notre démarche.

La première partie reprend des interventions d'Isabelle Stengers, François Ost, Pierre Calame et Jean Chesnaux. Ensemble, puis avec les participants à deux soirées, ils mettent l'interrogation en perspective.

La deuxième partie décline la question relativement à cinq thèmes : le changement, le travail, la démographie, la nature et la décision politique. Ces sujets ont été traités au cours de plusieurs rencontres. Chacune est résumée en quelques pages. Toutefois, par souci de la nuance et du dynamisme de ces débats, leur intégralité est reprise en annexe, dans leur forme interactive originelle.

Enfin, la troisième partie reprend un dernier séminaire animé par Serge-Antoine Claeys et Joël Van Cauter qui cherchait à dégager des interpellations concrètes pour le monde politique. Les idées pratiques égrenées auparavant y sont incorporées.

Afin de faciliter l'usage du document, les chapitres les plus conséquents sont synthétisés en quelques pages. Le lecteur pressé pourrait donc y trouver le principal.

Mais serait-il raisonnable de vouloir réfléchir au temps en étant pressé ?

Première partie

Approcher le temps

Trois philosophes,

*Isabelle Stengers (philosophe des sciences –
Université libre de Bruxelles),*

Jean Chesneaux (philosophe du temps – Université de Paris VII),

*François Ost (philosophe du droit –
Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles),
et un ingénieur engagé sur le terrain, Pierre Calame
(directeur général de la FPH)*

s'interpellent et se répondent :

*« Comment inscrire le développement soutenable – projet à très long
terme – dans une société qui vit dans l'immédiateté ? »*

Un échange avec la salle suit l'intervention des philosophes.

Vers l'interrogation

Isabelle Stengers ⁵

Quel peut être l'apport des philosophes dans le débat sur le développement durable? Complexifier la question. Car elle mérite de l'être. En effet, il n'est plus temps de considérer que les sciences peuvent décrire ce qui est, et les philosophes ou les politiques dire ce qui doit être. Il y a trop de paramètres, trop d'éléments intervenant en même temps pour encore réfléchir en ces termes. Dans bien des cas, l'analyse de la situation contribue elle-même à la situation.

Une façon de compliquer la question est de la mettre en perspective: que nous est-il arrivé pour que nous en arrivions là? Le problème du développement durable n'est pas récent, pas plus que celui du surendettement: si on s'endette, il est évident depuis toujours qu'il faudra rembourser. Mais c'est depuis peu qu'on prend conscience du risque de dérapage de nombreux ménages dans une spirale de crédits, comme d'un développement qui hypothèque l'avenir. Le problème est ancien, sa formulation récente.

On peut répondre à la question de l'origine par la bande. D'où vient le développement non durable. Pas d'un choix. Plutôt du libre jeu des rapports de force, de la domination de la logique capitaliste et de son exigence de rentabilité à court terme. Cela ne fait que repousser la question: pourquoi d'autres critères, comme l'environnement ou le bien-être social, n'ont-ils pas été assez pris en compte? Peut-être parce que l'on n'a pas posé les bonnes questions. Que l'on s'est laissé enfermer dans les questions trop générales, ou au contraire trop opérationnelles. Il importe de poser aujourd'hui les questions de sorte qu'elles permettent de sortir de la myopie intellectuelle, d'une idée

réductrice et anesthésiante du progrès. Il faut donc donner envie de les poser...

«Le développement durable dans une société qui vit dans l'immédiateté: quel apport des philosophes?».

Incontestablement, le pluriel glissé dans cette question qui nous réunit est judicieux. Car si nombreux sont les philosophes, nombreuses surtout sont les manières de faire de la philosophie. Je crois même qu'il n'y a guère d'identité commune à tous ceux qui se disent philosophes. Sinon, peut-être, la responsabilité qu'ils doivent prendre quant à la manière dont ils poseront le problème.

Dépasser la distinction entre « être » et « devoir être »

La méthode philosophique contraste avec les disciplines scientifiques. En effet, la manière dont le scientifique pose des problèmes est partie prenante de sa définition en tant que membre de telle ou telle discipline. C'est la force des disciplines scientifiques que de définir un socle commun. La méthode commune aux scientifiques tient à la façon de poser les problèmes et au système de contraintes dans lesquelles les problèmes devront être résolus. Par conséquent, s'il y a évidemment responsabilité individuelle dans ces disciplines, elle a pour condition que collègues et disciplines s'y reconnaissent.

Ce n'est pas le cas en philosophie. À aucun moment, les philosophes n'ont l'espoir de tomber d'accord puis de se tourner vers de nouveaux problèmes rendus possibles par cet accord.

Un prolongement concret de cette différence entre la méthode scientifique et la méthode philosophique réside dans une distinction très importante, et à mes yeux aussi contestable que dangereuse: la distinction classique entre d'une part «ce qui est», qui serait de l'ordre de la Science, et d'autre part «ce qui devrait être», de l'ordre de la pensée et de la décision politique. Cette distinction suppose que la décision se formule à partir de ce qui est, c'est-à-dire à partir de ce que les sciences proposent, sciences définies comme «neutres» par rapport aux valeurs. Mais la philosophie ne se retrouve pas bien dans cette division, entre fins et moyens. Pourquoi? Parce que, dans ma pratique philosophique, l'intervention du philosophe vise à compliquer le problème, et non pas à décider de la solution. La situation où le philosophe pense «voilà ce qui est, décidons de ce qui doit être» n'est ni le cas de figure habituel, ni le cas général. Et nous voilà au cœur du sujet: c'est dans la mesure où le développement durable va devoir, je crois, remettre en cause aussi bien les définitions de ce qui est que de ce qui doit être que je peux proposer l'apport d'une philosophie.

Complexité contemporanéité

Partons d'un exemple où la distinction peut, en première approximation, avoir une plausibilité. Cela fait maintenant beaucoup de temps qu'on a appris à construire des ponts. On sait, scientifiquement et techniquement, comment faire pour qu'un pont ne s'effondre pas compte tenu du type de trafic, de climat, de sol. Les techniciens peuvent donc dire : si vous voulez un pont, il faudra payer autant, il faudra tel type de fondements, etc. Il est alors du ressort de la décision politique, quel qu'en soit le niveau, de savoir s'il est désirable qu'un pont soit construit sur telle rivière.

La situation répondrait bien à l'image classique. Une des raisons : nous avons là le croisement de deux temps. Il y a le temps long, celui où on a appris à construire des ponts, et le temps circonstanciel, où on se demande s'il faut un pont.

Mais la question devient beaucoup plus compliquée si, par exemple, la décision porte sur la construction d'un barrage. Le pont a ceci de simple que le problème posé techniquement est qu'il ne s'écroule pas ; il n'interfère pas trop avec le lieu où il s'inscrit. Le barrage, lui, interrompt le cours d'eau au lieu de passer dessus. Et donc, entre ce qui est et ce qui doit être, la situation est déjà beaucoup plus embrouillée. «Ce qui est», ce sur quoi doit porter la décision, est éminemment multiple et caractérisé par des temporalités multiples. Se poseront ici des problèmes qui enchevêtrent les risques et les incertitudes quant à l'évolution climatique, les effets sur l'environnement biologique, les répercussions économiques, sociales etc.

Dans des situations complexes, aucune description ne peut plus désigner ce qui «est» sans en même temps poser des problèmes de valeur. Qu'est ce qui est le plus important ? Telle espèce rare dans telle région qui va peut-être être menacée, ou tel bénéfice économique ? Ceux qui profiteront du bénéfice ou ceux dont les modes de vie vont être bouleversés ? L'être et le devoir être s'imbriquent, et le savoir quant à la situation ne permet plus la décision : elle la complique en montrant que selon la manière dont le problème est posé, ce qui est ou serait peut être décrit de mille et une manières.

Lorsqu'il s'agit de décisions qui portent sur les humains, leurs corps, leurs sociétés, il y a également des choses qui sont et des décisions quant à ce qui doit être. Mais le problème est qu'il n'y a plus de séparabilité du tout.

Prenons par exemple les politiques des drogues définies aujourd'hui comme illégales. Les discours, influencés par la manière dont la société décide de gérer ce problème, contribuent à définir les pratiques et les consommateurs. C'est donc en posant le problème

qu'on le fabrique, dans une certaine mesure. Il y a interaction entre la description de la situation et la situation elle-même. Donc la séparation entre ce qui est et ce qui doit être n'est plus possible puisque dès que nous utilisons des mots que les consommateurs, les policiers, les juges, les enseignants, les politiques écoutent, nous contribuons à fabriquer le problème par rapport auquel il devra y avoir décision. Le savoir est « performatif » : il produit les effets qu'il décrit. Du point de vue du temps, nous constatons là le problème d'une stricte contemporanéité entre ce qui est et les décisions qui fabriquent le monde où nous désirons vivre.

Bref: d'un côté, avec l'exemple du pont, un passé stabilisé permet une décision claire; de l'autre, avec celui des politiques de drogue, un enchevêtrement des temps brouille les cartes. D'un côté, efficacité des savoirs disciplinaires; de l'autre, caractère néfaste d'une décision politique qui se légitimerait à partir d'un discours de savoir. Entre les deux, toute la gamme des situations où les savoirs compliquent la décision plutôt qu'ils ne l'instruisent.

Formuler la question

L'autre point important sur lequel une philosophe peut intervenir est sur ce qui nous réunit, soit la question de l'immédiateté dans la société.

On pourrait dire qu'il s'agit d'une constatation, de ce qui est de l'ordre de l'observable, dont peuvent nous entretenir une foule de sociologues et d'intervenants scientifiques qui étudient le zapping, l'individualisme, les effets de la publicité...

En tant que philosophe je dirais d'abord: « mais qui est ce sujet: la société? ». Je voudrais donc illustrer ici la responsabilité quant à la manière de poser le problème, qui a également des conséquences en rapport avec le développement durable. Quand on dit « la société », on désigne un « nous ». Mais la question est de savoir comment on le désigne.

Je suggérerais que, lorsqu'il s'agit de développement durable, cette désignation se fasse sur le mode perplexe du « que nous est-il arrivé? Que s'est-il passé? » En l'occurrence, qu'est-ce qui nous est arrivé pour que le développement durable puisse apparaître comme quelque chose qui serait de l'ordre d'une nouveauté?

Prenons d'abord le contre-pied: le développement non durable. Que signifie un développement non durable? Est-ce un développement qui désigne une société de l'immédiateté au sens où on aurait fait le choix actif, délibéré du non durable, comme on a fait par exemple le choix délibéré de la division des pouvoirs?

Ce qui est nouveau, n'est-ce pas l'adjectif lui-même ? Et en ce cas, qu'est ce qui a permis de « penser » un développement sans poser une question qui, pourtant, va de soi dans toute décision rationnelle ? Par exemple, si un ménage est victime de surendettement, on ne dira pas : tiens, il y a un nouveau problème, il faut penser une situation financière durable. On dira : tiens, comment cela se fait, certains ménages ne prennent pas en compte leurs possibilités futures de rembourser ? Comment va-t-on s'y prendre pour obliger à ce que ces possibilités entrent dans la situation ?

On ne dit pas que la prise en compte de la possibilité de surendettement est un nouveau problème, car chacun était censé penser à l'avenir et à la possibilité que le présent compromette l'avenir. La nouveauté, ce qui est arrivé, ce qui peut susciter la perplexité, est que certains aient pu construire la proposition de prêt en occultant ce problème. Dès lors la question, un peu abstraite, d'une société de l'immédiateté fait place à une situation plus concrète : et on va s'adresser à tous ceux qui proposent des prêts comme si la question du remboursement ne se posait pas.

Qu'est-ce qui nous est arrivé pour que le développement durable semble quelque chose qui nous oblige maintenant à penser ? La réponse met en scène cette figure du temps qu'on appelle le progrès, sous le signe de « la foi dans le progrès ».

Le retrait du progrès

Par le passé, dans les débats où il s'agissait de développement, ceux qui mettaient en question les risques pour l'avenir s'entendaient reprocher leur irrationalité. Qu'arrivait-il ? Cela n'aurait-il pas dû être le contraire : envisager les risques ne fait-il pas partie de ce que nous appelons normalement rationalité ? On reprochait aux esprits critiques de ne pas avoir foi dans la possibilité que les techniques résolvent dans l'avenir ce qui nous semblait une difficulté insurmontable alors. La « foi dans le progrès » s'affirmait dans un « cela s'arrangera étant donné le progrès ». Bref, mettre en cause le développement comme « non durable », soit comme compromettant l'avenir, c'était douter du progrès capable d'apporter ensuite les réponses aux problèmes que nous nous fabriquions.

Je crois que le thème du développement durable signale le retrait de cette figure du progrès. Je parle de la figure du progrès non pas au sens fort, où il oblige à penser : qu'entendons-nous par progrès ? ; mais de la figure du progrès en tant qu'anesthésiant, nous autorisant à n'envisager que les avantages à court terme.

Quand je dis « nous », ce n'est plus de la société de l'immédiateté dont je parle, mais de véritables rapports de force, qui autorisent certaines questions et en disqualifient d'autres. Il faut se souvenir de l'existence parmi nous d'un protagoniste abstrait mais très important : la profitabilité et la rentabilité au sens capitaliste. Celles-ci ne peuvent fonctionner en tant que critères que dans le court terme, où le profit est calculable.

La réponse à notre question se dessine : nous n'avons pas posé la question du développement comme entraînant évidemment la question de la durabilité, parce que nous avons confié le développement à la logique capitaliste.

Revenons au « nous » : qu'est-ce qui nous a rendus si vulnérables ? Comment la liaison entre un développement au sens consensuel et le mode de calcul, le mode de position du problème qu'on peut immédiatement associer au capitalisme s'est-elle faite si facilement ? Comment avons-nous pu être si vulnérables à ce qu'on pourrait appeler « le sommeil dogmatique du progrès » ?

Sortir de la question posée

Le développement durable est très souvent associé à une notion : « il faut prendre en compte. Dans une décision de développement, il faut prendre en compte l'intérêt économique, mais aussi l'environnement, la cohésion sociale, les aspirations sociales des habitants... »

À nouveau on pourrait dire que prendre en compte c'est l'abc de la rationalité : rien de nouveau sous le soleil. Comment se fait-il que cela puisse susciter de nouveaux problèmes de savoir, impliquer l'ouverture de nouveaux types de recherches scientifiques, nécessiter de nouvelles offres de recherches subventionnées ? Je vais me concentrer sur cette question puisque, en général, nous nous adressons aux sciences comme à des instances productrices et garantes de rationalités. Comment se fait-il que pour les scientifiques la nécessité de « prendre en compte » puisse apparaître comme un problème nouveau ? Qu'est-ce qui a rendu la recherche scientifique vulnérable à la possibilité de ne pas prendre en compte ?

Je me tourne vers une division aussi traditionnelle que la division entre faits et valeurs : celle entre recherche fondamentale et appliquée. Je crois qu'il faut oser mettre en cause cette division, même si on est porté à défendre la recherche fondamentale contre son asservissement.

La recherche fondamentale est une recherche dite libre. Mais il faut ajouter que c'est aussi une recherche qui ne gêne personne, justement parce que le scientifique est libre de poser de « grands problèmes »

sans avoir à travailler sur des situations concrètes. En revanche, la recherche appliquée est censée n'avoir de valeur que par rapport à des situations concrètes : elle doit utiliser la connaissance technique et scientifique dans un but d'application et d'opérationalité.

Et donc, ce qui manque, ce qui tombe entre les deux chaises, c'est la question très pratique, très concrète, de la manière dont nous posons les problèmes. La recherche fondamentale est en général au-dessus de ça. La recherche appliquée doit le plus souvent accepter le problème tel qu'il est posé. Le chercheur appliqué qui dirait « mais vous posez mal le problème » s'entendra dire qu'il sort de son rôle, puisqu'il n'a pas les moyens opérationnels de transformer la position des problèmes.

Prenons par exemple le chômage : on peut trouver des recherches fondamentales sur la société postindustrielle, et on trouvera des recherches appliquées sur la motivation et les possibilités d'activation des chômeurs. Fondamentalement, nous savons que la crise du travail est structurelle, globalement indépendante de la motivation ou de l'activation des chômeurs. Un chômeur motivé, formé, activé peut trouver du travail. Mais la question fondamentale est « qui sera perdant ? » puisqu'il s'agit d'une compétition, pas d'une création.

Cela rejoint le point de vue de la durabilité : est-ce que la « guerre économique » produit la possibilité d'un mode d'existence durable dans nos sociétés ? La recherche appliquée n'a pas le droit de mettre en question les politiques actuelles de l'emploi, parce que ce qu'elle proposerait alors ne serait pas « opérationnel ». Ce qui est opérationnel, c'est s'adresser aux chômeurs comme si la solution passait par là, puisque de toutes façons on ne peut rien contre l'état de guerre permanent qui crée le problème.

De la même manière, la recherche fondamentale peut bien poser la question : nous n'avons pas de politique de l'immigration, mais lorsqu'on demande à des experts de se pencher sur la question des expulsions, ils s'en tiendront au problème posé par la situation de non-politique. Ils ne sont pas habilités à gêner, c'est-à-dire à conclure que le problème qui leur est posé est un mauvais problème. Ils pensent là où on leur dit de penser, comme cela a été le cas pour la « Commission Vermeersch ».

Une politique de l'immigration impliquerait des savoirs qui ne sont ni fondamentaux, au sens des grands problèmes planétaires, ni opérationnels, pour répondre à la question du renvoi des immigrés clandestins sans les étouffer avec un coussin. Ce pourrait être : comment comprendre avec les différents types d'immigrés selon les circonstances qui les amènent ici et selon ce qui les pousse à y venir ? Ce serait un type de recherche difficile, qui prend le risque de s'opposer à

la manière dont les problèmes sont politiquement posés, mais ce ne serait pas une recherche fondamentale dont on peut faire un article dans une revue internationale.

La division entre fondamental et appliqué laisse donc un vide, un écart entre la généralité des problèmes et la soumission à la manière dont ils sont posés usuellement. La question de la durabilité rend ce vide visible.

Si je pense à partir du problème de la recherche scientifique, ce n'est pas parce que j'attendrais de cette recherche la solution à tous les problèmes ; c'est parce que son manque de pertinence contribue à notre vulnérabilité, mais aussi parce que la question est à l'ordre du jour : il faut que les chercheurs soient encouragés à contribuer à la possibilité de penser le développement durable.

Donner envie

Bref, des recherches doivent sortir de la division fondamental/appliqué : la question « comment prendre en compte » n'est ni fondamentale (elle se pose pour chaque situation) ni appliquée (elle implique la manière de poser un problème, pas de contribuer à la solution d'un problème déjà posé).

Mais pour que la recherche scientifique contribue de manière pertinente aux questions du développement durable, il ne suffit pas de dire « il faut sortir de la division », il faut donner envie aux chercheurs de le faire. On peut parler de « changement de mentalité » du chercheur, et c'est ce problème qui peut avoir des implications intéressantes dans d'autres horizons.

Participer au changement de mentalité, cela veut dire contribuer à modifier ce qui constitue une réussite pour un chercheur, ce qui lui donne de l'appétit. Ce n'est pas une question psychologique : c'est un problème pratique urgent. En effet, si l'appétit ne se développe pas, les nouvelles possibilités de subvention associées au développement durable risquent d'avoir pour réponse ce qu'on appelle une politique de « ré-étiquetage » : des chercheurs qui réussissent à montrer que leur recherche en cours est justement tout à fait intéressante pour le développement durable...

Je rejoins donc la question du temps, celle de la transformation de mentalité grâce à laquelle des chercheurs collaborent effectivement à produire un type de connaissance pertinente, ne se bornant pas à détourner les nouvelles subventions au profit de leur propre champ de recherche. Malheureusement, aujourd'hui, le chercheur qui s'aventure vers des domaines qui ne sont pas immédiatement du type de ce que

sa discipline définit comme « bon problème » subit les rires et des remarques délicieuses : « tout ça, c'est pas scientifique ! »

Pour aller plus loin, je crois que si nous voulons inventer de nouveaux appétits, nous devons inventer de nouvelles contraintes ; des contraintes qui imposent une ouverture de l'imagination. On pourrait penser à des contraintes portant sur l'enseignement secondaire. Aujourd'hui, ce niveau est un préparateur de mentalités absolument catastrophique en matière de productions scientifiques et de rapport au progrès. On y donne des récits de réussite toute faite, où la solution passe par une réponse scientifique ou technique. Cela suscite un profond « désappétit » à poser des questions : il faut seulement se tourner vers ceux qui donnent les réponses.

Où sont les récits parlant de ce qui a posé problème et fait débat dans les innovations et le développement ? Où sont les récits qui traitent du barrage et de la manière dont la décision de construction a été prise ? Qui a eu voix au chapitre ? Comment s'est déterminée la hiérarchie entre les aspects de la question ? Quelles leçons ont été tirées, ou non tirées ? Ce seraient là les récits de ce qui tisse notre histoire. Mais ils ne sont ni racontés, ni même véritablement produits.

Notre imagination n'est pas peuplée, notre appétit n'est pas suscité. Nous acceptons des histoires « rationalisées » où tout le risque, tous les conflits, toutes les irresponsabilités et tous les abus ont été gommés au profit d'une espèce de prise de conscience progressive et impersonnelle des problèmes qui nous autorise à dormir sur nos deux oreilles.

Si j'étais décideur politique

Si j'étais décideur en matière de politique scientifique, je subventionnerais donc les recherches permettant la production de ces récits. C'est une condition pratique à la possibilité de discuter avec appétit, et non sur un mode abstrait, de ce que nous demandons à l'enseignement secondaire.

Je m'intéresserais aussi à des contraintes susceptibles de forcer à penser, d'obliger à penser. Par exemple, demander aux chercheurs qui veulent de l'argent pour le développement durable d'expliquer comment la question du développement durable transforme leurs perspectives de recherche. Quelle est la différence entre la recherche qui aurait été proposée sans cette question et celle que le développement durable oblige à proposer ? Afin de continuer à ré-étiqueter, ils tricheraient peut-être mais, pour pouvoir tricher, seraient forcés de s'intéresser. La contrainte pourrait alors susciter, au moins chez certains, un nouveau type d'appétit.

Ce n'est qu'un exemple, mais il montre pourquoi l'idée que « notre société vit dans l'immédiateté » est un peu courte. Cela laisse supposer qu'il s'agit d'un choix positif. Il vaudrait mieux dire que notre société n'est pas nourrie par ce qui crée l'appétit pour penser la manière dont son avenir se construit. C'est donc par défaut, plutôt que par choix, qu'on se retrouve dans l'immédiateté.

Je ne crois pas que nos sociétés désirent l'immédiateté. Je crois qu'elles sont livrées à l'immédiateté par tout ce qui contribue à rendre inintéressante, impensable ou à penser par d'autres la question de la manière dont l'avenir se fabrique.

La question n'est donc pas de renoncer à l'immédiateté comme s'il s'agissait d'un choix de vie. La question est de lever l'anesthésie qui nous amoindrit tous. Ce n'est pas par devoir que l'on devient plus vivant, c'est par appétit. On sort de l'anesthésie par la joie du problème et non pas par la douleur des renoncements.

Le temps, construction sociale

François Ost ⁶

Le temps est un enjeu social. Car, comme l'espace est irréductible à un seul ensemble de points, il est plus que des heures et des secondes. Le temps, la manière dont nous le vivons, est porteur de sens.

Il importe donc de réfléchir à la manière de construire ce temps de la façon la plus propice au développement humain, et durable. Quatre éléments peuvent nourrir cette réflexion.

Le premier est la notion de synchronie et l'exigence de concordance des temps. Il y a des temps différents, vécus différemment selon les situations et points de vue. Il importe de respecter cela, mais aussi de tenter de permettre une coexistence harmonieuse des rythmes divers. Un temps durable est un temps partagé. Le principe de précaution, et la considération que le temps ne se mesure pas seulement en termes financiers peut contribuer à ce partage.

Le deuxième est la texture du temps : ni durée pleine, ni pure succession d'instant, mais les deux. Une des questions actuelles : comment créer des ruptures dans la continuité, notamment de la pensée dominante et du poids de l'urgence ? Il y a, là, place pour une révolution de la lenteur.

Troisièmement, il importe de nourrir un dialogue entre passé et projets. C'est une des conditions, essentielle, pour que l'avenir ait un sens choisi et non subi.

Enfin, l'éternité et l'immortalité doivent être pris en considération. Si l'éternité est peut-être un rêve dangereux, l'immortalité, comme le

savaient les Grecs, constitue un des ressorts de l'action politique et de la volonté de transmettre un héritage, telle la démocratie.

Au point de départ, un fait : le temps est une construction sociale, un construit culturel, une élaboration idéologique.

Bien entendu, il y a autour de nous le temps physique : celui de la course des étoiles dans le ciel, du rythme des saisons et de nos horloges biologiques internes. Il y a aussi le temps psychique individuel, celui qui fait qu'une soirée peut paraître à certains interminable parce qu'on s'y ennuie ou au contraire trop courte parce qu'on s'y est impliqué. Mais ce temps physique et ce temps psychologique demandent à être mis en mots, à être interprétés, construits. C'est ce temps-là, ce temps culturel qui m'intéresse.

Construire un temps public

Cette mise en mots est le travail de la temporalisation. C'est lui qui donne un sens social et politique au temps. Là apparaissent de très grandes différences d'une période ou d'une culture à l'autre : temps cyclique de certaines sociétés asiatiques, temps finalisé des civilisations judéo-chrétiennes, temps finalement violent et mortifère que nous ont laissé les Grecs dont la figure de Kronos dévore ses enfants, temps optimiste du grand soir eschatologique que nous promettaient les marxistes.

Compris comme travail culturel de temporalisation, le temps est un enjeu de pouvoir et de société. Il nous faut instituer le temps pour qu'il soit porteur de sens, pour qu'il contribue à nouer le lien social et à conférer aux gens des repères individuels.

On le sait : l'espace ne se réduit pas à une surface géométrique, à des coordonnées seulement physiques. Il s'entend aussi comme lieu où on communique, où on s'échange une parole politique ; Habermas, depuis quarante ans, étudie les conditions de construction de l'espace comme espace public, lieu de délibération démocratique.

Je pense qu'il en va de même pour le temps. Le temps ne se réduit pas à un décompte d'heures et de minutes ou aux pages de nos agendas qui se remplissent. Le temps demande à être construit. Il faut réfléchir aux conditions d'élaboration d'un temps public qui soit aussi un enjeu de démocratie et un enjeu de durabilité.

On comprend bien que ce n'est pas la même société qui dit « le Temps, c'est de l'argent » et une autre qui dit « le Temps, c'est de la convivialité ». Ce n'est pas la même société qui cultive l'impératif du « just in time », comme il semble que ce soit le cas de plus en plus dans les milieux économiques, que celle qui se préoccupe de « développement durable ».

À la recherche de la durée : synchronie...

Ce n'est pas par hasard que la seule pensée politique originale que nous léguera le ^{XX}^e siècle, comme bagage pour rentrer dans le troisième millénaire, soit précisément une pensée du temps porteuse d'une forte exigence de durabilité.

Nous y voilà : «durabilité». La notion est ambiguë. Car pour nous, les nantis, la durabilité pourrait bien signifier un «pourvu que ça dure»; pour d'autres, elle est au contraire porteuse d'une exigence de changement et de solidarité. Quant à moi, je voudrais ici l'envisager sous l'angle de la durabilité des institutions, des valeurs, des productions culturelles. La question que je me pose est : comment construire, comment transmettre un monde culturel et institutionnel qui soit au moins aussi ouvert, au moins aussi riche de possibles que celui dont nous avons nous-mêmes hérité ?

Pour traiter cette question, je voudrais procéder en quatre étapes qui seront comme quatre interrogations allant de la plus simple à la plus compliquée : la question de la synchronie, puis de l'instantané, de la flèche du temps et enfin de l'éternité.

D'abord la *synchronie* : le temps, ce n'est pas seulement une chose après l'autre, ce sont aussi des choses qui se passent en même temps. Cela pose des problèmes sociaux de toute première importance parce que nous sommes confrontés à des temps au pluriel. Dans une société comme la nôtre coexistent des durées, des rythmes, des cadences extrêmement diverses, et il faut que tout cela marche ensemble. Pour reprendre un exemple de Gérard Jadoul, la forêt n'est pas la même pour tout le monde : la commune qui en est propriétaire ou gestionnaire réfléchit en fonction des six années du pouvoir communal, le chasseur réfléchit dans les neuf ans de son permis de chasse, le propriétaire privé à trente ou quarante ans, et nous, promeneurs du dimanche, réfléchissons à notre prochaine cueillette de champignons. Cela veut dire qu'il y a là différentes temporalités qui demandent à être harmonisées.

Qu'est ce que cette demande implique du point de vue politique ? D'abord, la reconnaissance du droit à son rythme. Chacun doit pouvoir avancer à sa cadence. On doit pouvoir reconnaître la capacité pour chacun de marcher à sa vitesse. L'exemple de la réinsertion des chômeurs dans les lieux du travail, qui ne devrait pas se faire à marche forcée, au rythme accéléré de la pensée unique et de la rentabilité immédiate, est éloquent.

Toutefois, on ne peut pas aller trop loin non plus dans cette reconnaissance des rythmes de chacun. Je crois en effet qu'une société durable implique un minimum de concordance des temps : un mini-

mun de solidarité temporelle, de synchronisation. C'est important. Sans cela, nous alimentons un type de société à plusieurs vitesses, avec des laissés pour compte, et qui posera problème par ses décalages. Plusieurs éléments permettent de le comprendre.

Le premier est celui de la nécessaire solidarité entre les rythmes lents de la nature et les rythmes rapides de la consommation et de la production. À cet égard, un principe comme le principe de précaution me paraît être un bon instrument temporel de freinage, de moratoire, de prudence, de réorientation des choix pour réaliser cette articulation.

La concordance des temps s'impose aussi entre le temps de l'emploi des salariés, toujours plus pressés, et le temps du geste social. L'infirmière à domicile, au-delà de la piqûre qu'elle administre, consacre quelques minutes à parler avec les personnes qui sont des gens et pas seulement des patients. Ce temps-là n'est pas suffisamment pris en compte, comptabilisé, mesuré.

Concordance des temps encore, cela a été évoqué par Isabelle Stengers, entre le temps de la recherche fondamentale, à laquelle il faut laisser le loisir de poser des questions prospectives à long terme, et le temps des commanditaires de la recherche appliquée, plus immédiate.

Concordance des temps entre une politique de développement par rapport à nos partenaires du Sud et une politique humanitaire qui réagit à l'émotion, aux images, à l'immédiat, tout en sachant que le véritable travail est un travail de santé public ou de développement à long terme.

Concordance des temps, partage du temps de travail entre ceux qui en ont et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui en ont tant qu'ils deviennent indisponibles au monde et ceux qui en ont si peu qu'ils se sentent inutiles au monde. Il s'agit là d'une problématique de solidarité des temps, qui pourrait notamment passer par un « contrat de pluri-activité ».

On pourrait encore évoquer bien d'autres questions : la gestion de la dette publique, puisqu'il n'est pas normal que nous vivions à crédit sur le compte de nos enfants et de nos petits-enfants ; le réaménagement des systèmes de la sécurité sociale, notamment du secteur des pensions où se pose la question de la solidarité inter-générationnelle ; l'articulation entre l'économie financière, de plus en plus spéculative et rapide, et l'économie réelle de ceux qui travaillent, produisent et consomment.

Pour résumer cette première analyse relative à la synchronisation, je dirais qu'un temps durable, soutenable, c'est d'abord un temps partagé. Car le temps, ce ne sont pas seulement des heures et des minutes et de l'argent en proportion. C'est aussi une part de nous-

mêmes : c'est nous, c'est notre « être au monde », c'est notre disponibilité. Et rejeter ou disqualifier ce temps là, c'est rejeter, exclure une partie de nous-mêmes, une partie des membres de la société.

... texture...

J'en viens alors et plus rapidement à mon second niveau d'interrogation. Cette fois, je voudrais envisager le temps sous la forme de sa *texture*, de sa consistance. Le temps doit-il être considéré comme une durée, quelque chose de lisse, d'homogène, de permanent ou, au contraire, le temps est-il l'instant, la rupture, l'initiative, l'alternative, le discontinu ?

Dans l'Antiquité, cette question opposait déjà Héraclite à Parménide ; au ^{xx}^e siècle, elle a engendré de belles controverses entre Bachelard et Bergson. En fait, ce problème me paraît indécidable pour la bonne raison que le temps est à la fois l'un et l'autre. C'est une durée, mais une durée parcourue d'instant. Et ces derniers ne sont pas seulement des purs instants de raison, des temps forts, des moments où quelque chose se passe qui introduit une véritable alternative et qui est susceptible de durer.

Qu'est-ce que cette controverse philosophique a à voir avec notre thème ? Quel est l'enjeu politique ? Je crois qu'il est essentiel. Si on conçoit le temps uniquement comme durée, on risque de verser dans une forme de déterminisme où tout est écrit, dans la pensée unique. Il n'y a plus d'initiative possible, il n'y a plus de marge pour une alternative. À l'inverse, si le temps n'est qu'ensemble d'instant pointillistes, on est dans l'incapacité d'instituer, de durer, de faire souche, de prendre racine durablement. L'enjeu, c'est de tenir l'un et l'autre.

Aujourd'hui, cette dialectique entre la durée et l'instant prend, me semble-t-il, une tournure originale que je formulerais comme ceci : comment, pour donner ses chances à un développement durable, créer les conditions d'une rupture par rapport au modèle social dominant ? Comment concevoir une alternative temporelle par rapport à la pensée unique ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord savoir quelle est la pensée unique concernant le temps. Quelle est la conception dominante du temps aujourd'hui ? L'immédiat. L'urgence. Nous vivons sous la dictature de l'urgence. Hier, il s'agissait d'un temps exceptionnel comme les urgences des cliniques. Aujourd'hui, c'est devenu le temps normal, qui amène à forcer les légumes, qui presse et stresse les personnes, qui rend l'ordinateur que nous achetons dépassé le jour même où nous l'achetons. Nous sommes engagés dans une course contre la montre.

Pourtant l'urgence génère toutes sortes d'effets pervers. Par exemple, l'urgence disqualifie aussi bien le passé que l'avenir: si c'est urgent, le passé, dépassé, n'a plus grand chose à nous apprendre; quant à l'avenir, il est trop lointain. D'autre part l'urgence se nourrit d'elle-même. Conduisant à des interventions de plus en plus improvisées, elle empêche de prendre les problèmes à bras le corps. Les copies doivent donc être revues, et on est pris dans un cycle de bricolage.

Face à cette tyrannie de l'urgence, je pense que l'alternative, la rupture, l'instant créateur demandent quelque chose comme une révolution de la lenteur. Nous devons réapprendre la lenteur créatrice. Saisir l'instant prend aujourd'hui cette forme paradoxale: saisir l'instant, c'est prendre son temps. Contre la tyrannie de l'urgence et la culture de l'impatience, il faut rappeler que la démocratie prend du temps: pour l'information, la discussion, la délibération.

... succession...

Je crois que nous devons aussi envisager le temps sous l'angle qui est finalement le plus naturel: *la succession qui relie le passé à l'avenir en passant par le présent.*

La question éthique qui me paraît se poser ici est de savoir si le temps, le temps social qui m'intéresse, s'écoule, comme le temps physique, de façon irréversible de l'amont vers l'aval.

La thèse que je voudrais défendre sur le plan éthique et politique, c'est que le temps humain, au contraire du temps physique, est capable de réversibilité. Certes on ne peut pas remonter le temps pour faire que le futur n'advienne pas. Mais on peut donner un sens, une épaisseur vraiment humaine à ce temps qui s'écoule.

Comment y a-t-il réversibilité? Par le dialogue entre le passé et le futur. Par le dialogue entre ce que Ricœur appelle «l'espace d'expérience», soit un ensemble de savoirs et de promesses qui n'ont pas dit leur dernier mot, parce que ce passé là n'est pas entièrement dépassé, et de l'autre côté l'«horizon d'attente», soit une capacité de projet, enracinée. Or, ce dialogue, si naturel et à mon avis indispensable à la construction d'une société durable, est aujourd'hui compromis. Il importe donc de le reconstruire.

Je voudrais citer Hannah Arendt qui parle à cet égard de « crise de la culture ». La crise de la culture, c'est le drame du présent. C'est ce présent, le nôtre, qui est orphelin de la durée, qui ne parvient plus à nouer les deux bouts, à relier l'espace d'expérience et l'horizon d'attente. D'où cet instantané dans lequel nous avons le sentiment de nous enfermer.

On comprend alors l'intérêt du thème si cher à notre Fondation, celui de l'inter-générationnel, lien entre les générations, circulation des récits entre ceux des aînés et des plus jeunes.

Bref : une société durable est une société capable de promesses, d'appétit, de projets, parce qu'elle n'est pas complètement amnésique.

... & l'éternité

Enfin j'en viens pour terminer à mon quatrième niveau d'interrogation, peut-être le plus fondamental. En effet, il nous amène à envisager la question de l'éternité.

Pour les êtres mortels que nous sommes, le temps est marqué parce que les philosophes appellent la finitude, la conscience de la limite. Nous savons que l'inachèvement ou la précarité est inscrite dans notre condition. Les Grecs appelaient les hommes, précisément, « les mortels ». Et dans toutes les civilisations, me semble-t-il, on trouve cette nostalgie de l'éternité, des paradis perdus ou des âges d'or, d'un temps plein, d'un temps de la présence à soi, d'un temps de l'harmonie et de la réconciliation qui ne serait plus soumis à cette altération du temps qui passe.

Je pense que la nostalgie de l'éternité est à la fois quelque chose de très réel et de très dangereux. Je me demande si elle ne nourrit pas les fantasmes de sortie hors du temps, quelque chose comme la régression au sein maternel, un fantasme qu'on trouve à la base de beaucoup de fondamentalismes religieux ou totalitarismes politiques. Des discours qui se mettent à l'abri de l'altérité, du commerce d'autrui, de l'altération, de l'acceptation du temps qui passe. Donc, une question politique se pose : comment échapper à cette nostalgie de l'éternité sans pour autant s'abîmer dans l'instant, l'immédiateté, l'urgence ?

Pour terminer, je ferai encore appel à Hannah Arendt qui a posé ce problème de l'éternité. Selon elle, l'éternité n'est pas pour nous : c'est un rêve dangereux. En revanche, l'immortalité n'est peut-être pas si impertinente du point de vue des politiques : elle est comme une espèce de capacité à se projeter dans un temps long.

Pour Arendt, trois types d'activités humaines peuvent contribuer à l'immortalité dans le langage, à une durabilité de l'héritage que nous transmettons. Il y a d'abord le travail : produire pour consommer, consommer pour continuer à vivre. Avec le travail, on est pris dans un cycle de type biologique qui est sans reste, sans surplus en quelque sorte. Le deuxième type d'activité, plus durable, est ce qu'elle appelle « l'œuvre », l'œuvre d'art qui telle la main posée sur la paroi de Lascault fait encore signe des siècles plus tard.

C'est dans le troisième type d'activité que se crée réellement la durabilité: l'«action politique», le débat sur l'agora, la discussion en commun des lois de la cité, substance des récits, ciment de notre identité.

Ainsi s'achève mon enquête: je pense qu'une société durable est une société qui nourrit ses récits parce qu'elle est démocratique, parce qu'elle est capable de discuter en commun sur les valeurs qui sont les siennes.

Pour résumer, une société durable me paraît être une société du temps partagé, qui sait faire l'épreuve de la lenteur, qui passe par l'inter-générationnel, fait dialoguer l'expérience et le projet et, finalement c'est une société qui échappe à la nostalgie de l'éternité par la discussion en commun.

Telles sont, selon moi, quelques-unes des conditions nécessaires pour baliser les chemins vers une société durable, parce que tout simplement vivable.

Articuler les temps

Pierre Calame ⁷

Pourquoi parler du temps ?

Parce que, aujourd'hui, force est de constater un problème d'articulation de l'action politique entre le court et le long terme. Des questions éternelles se posent à nous, mais dans une configuration particulière ; nous devons, comme on peut le faire en développant un plan d'aménagement de l'espace, prendre des décisions qui vont, dans une dynamique, se compléter et se renforcer.

La réflexion sur le temps, avec le temps, nous mène donc au cœur de l'éthique où il s'agit de se positionner par rapport à des valeurs éternelles, en jeu dans une situation à un moment donné. En particulier, une des questions éthiques qui se posent à nous est celle de la définition de critères communs pour la gestion du monde, village global.

Enfin, il importe de parler du temps car nous avons besoin d'Histoire. L'urgence et la technique ne suffisent pas. Il nous faut un sens de l'avenir qui puisse déclencher notre passion de l'engagement.

Une telle réflexion pourra nous aider à changer notre regard des situations, et à envisager les situations comme partie prenante de systèmes complexes, avec des rythmes différents. On pourra comprendre qu'il est urgent de ralentir certaines dynamiques, et d'en accélérer d'autres.

Une véritable écologie de l'action pourra alors se mettre en place.

À l'inverse de François Ost, philosophe qui ouvre sur l'action politique, je serai plutôt l'homme d'action qui tente de réfléchir. Je partirai en effet d'une triple expérience : celle de l'action publique,

notamment en matière d'aménagement du territoire ; celle d'une aventure personnelle vécue dans le cadre d'institutions ; celle de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, où nous nous efforçons de faire la place à un temps long et un espace large, dans une société qui est plutôt celle de la réduction.

Je me poserai ici deux questions : pourquoi parler du temps ? Quelles pistes pour avancer dans l'action ?

Retrouver l'Histoire

Pourquoi parler du temps aujourd'hui ?

Pour comprendre la première raison, on peut revenir au parallèle entre la gestion du temps et de l'espace en politique. Ce parallèle est fondamental. Que fait-on lorsque, par exemple pour aménager un espace, on met en place une planification ? On ne sépare pas le temps et l'espace. Mais, au contraire, on combine les deux paramètres : on articule un travail à grande échelle à long terme, avec un travail à petite échelle à court terme.

Le terme d'articulation est décisif. En effet, il ne s'agit pas d'emboîter, mais d'articuler, de permettre à des actions ayant chacune leur logique et leur niveau, de se compléter et se renforcer. Je crois qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à des problèmes d'articulation de l'action politique.

Des questions éternelles se posent, en cet instant, avec une configuration particulière. Sans doute cela a-t-il toujours été le cas. Mais nous devons parvenir à sortir de la rationalité abstraite, qui a parfois guidé l'action politique, pour agir en articulant nos décisions. La réflexion sur le temps, comme sur l'espace, permet de le comprendre.

Ensuite, et le lien est évident, nous devons parler du temps car nous sommes confrontés à des problèmes d'éthique. Or, qu'est-ce que l'éthique, sinon une articulation entre des principes et une situation ? Entre des valeurs intemporelles et un cas ponctuel ? Le rapport entre le global et le local, l'éternel et l'instant est au cœur de la réflexion éthique.

De manière plus concrète, le temps est aussi un élément des problèmes éthiques que nous avons à traiter. Car une des questions d'aujourd'hui est : quel socle commun va-t-on pouvoir définir pour gérer ensemble la planète ? La planète nous est commune ; comment faire pour trouver des principes communs permettant de la gérer ?

À l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, nous pensons qu'élaborer une éthique pour notre temps ne signifie pas réinventer des principes éternels. Mais il s'agit plutôt de reconstruire, dans l'instant, la configuration particulière de cinq relations fondamentales : le

rapport entre unité et diversité, soi et l'autre, liberté et responsabilité, être et avoir, permanence et changement.

Enfin, je crois que nous devons parler du temps car nous avons besoin d'Histoire. Une raison de certaines de nos difficultés actuelles se trouve probablement dans la fascination de l'innovation : il faut, dit-on, innover à tout prix. Le changement n'est plus évalué au progrès qu'il permet, mais considéré comme un bien en soi.

Il me paraît donc urgent de réinsérer nos actions, nos démarches, nos aventures dans un temps historique. C'est-à-dire dans une histoire qui ait du sens. Oublie-t-on que l'histoire est l'ennemie des tyrans ? L'oubli de l'Histoire, de la construction volontaire d'un enchaînement d'événements, serait-il une preuve de la tyrannie de l'économie ? Alors, contre cette tyrannie et cette fascination du changement, je prônerais moi aussi la lenteur.

Urgent, dès lors, de réintroduire un rapport à l'avenir, au temps long de l'avenir. Ce rapport, je crois, ne peut être que tout à la fois passionné et désintéressé. Désintéressé, parce que je ne verrai pas tous les fruits de mon action.

L'urgence de prendre le temps

Pour aller plus loin, comment la réflexion peut-elle nous aider à orienter nos actions ? Peut-être en prenant en compte trois éléments dans la préparation des décisions.

D'abord, si nous voulons articuler des actions à court et long terme, il importe de se situer intellectuellement dans des systèmes complexes. J'aime assez la métaphore de la pellicule qui défile. Quand on regarde une pellicule de film, il y a des images différentes. Sur l'une de ses images, on verra par exemple des personnes dans une rue, qui auront tout l'air de faire partie d'une même histoire. Mais si l'on met le film en route, si l'on regarde la suite des images en mouvement, c'est-à-dire un temps long qui est plus qu'une succession de temps courts, on verra des personnages se croiser, partir dans des directions différentes. On comprendra alors qu'ils ne font pas partie de la même histoire. Agir dans un système complexe, c'est travailler sur des histoires différentes, accepter que tout n'évolue pas dans le même jeu, à la même vitesse.

Il est donc urgent de relativiser l'urgence. Bien sûr il y a des choses qui doivent aller vite, mais d'autres qui peuvent prendre le temps. Attention cependant à ne pas se tromper de définition : je crois que nous devrions donner un coup d'accélérateur à une série d'actions dites lentes, comme la construction européenne, et au contraire ralentir des changements rapides, comme les mutations technologiques.

Partant de là, on comprend alors aisément que l'action politique doit aujourd'hui reconnaître les rythmes divers, et notamment ceux des cultures différentes qui, toujours davantage, se rencontrent et se métissent.

C'est ainsi qu'une véritable écologie de l'action pourra émerger.

Habiter le temps

Jean Chesneaux ⁸

Qui dit interrogation sur le temps dit interrogation sur le présent. Et la présence. Car « présent » ne s'oppose pas seulement à « passé » ; il se distingue aussi de « absent ». La question du développement durable a donc aussi à voir avec celle de la présence au monde. Plus précisément, elle concerne la présence à un monde en mouvement.

Si le temps est en effet à la fois durée et succession d'instant, il faut aussi pointer la particularité de certains instants : ce sont des événements, des moments décisifs, charnières.

Se demander « ce qui nous est arrivé » pour que nous oublions le développement durable implique donc de se demander quels événements ont contribué à cet oubli.

Les événements sont également importants dans l'articulation entre présent, passé et futur. C'est par rapport à eux que l'on peut organiser le déroulement de la vie, et son sens. Que les Esquimaux se repèrent à l'arrivée des allocations du gouvernement canadien ou au rythme séculaire des saisons de pêche n'est pas indifférent.

En effet, ce n'est qu'à condition de pouvoir penser l'avenir et le futur que le présent peut être satisfaisant.

Pouvoir enraciner les projets dans ce qui a été vécu.

Pouvoir habiter le temps.

Sans cela, n'est-on pas condamné à succomber au règne de la technologie, ce présent continu, avatar pervers d'un rêve d'éternité ?

Après avoir pendant des années étudié l'histoire contemporaine de l'Asie orientale et des pays du Pacifique, j'ai été amené à réfléchir sur

la crise de la société mondiale et de la modernité. C'est là que j'ai rencontré la question du temps.

Car s'il y a un domaine où nous vivons dans des conditions complètement extérieures, étrangères, éloignées de ce qu'était la société occidentale au début du vingtième siècle, c'est bien la relation au temps et à la temporalité.

La présence au devenir

C'est vrai que nous vivons dans une société de temporalité éclatée, de temporalité conflictuelle. Pourtant je ne me résigne pas à cet état de fait qui nous condamnerait à une sorte de chacun pour soi, chacun son temps, chacun sa temporalité bricolée. Et je citerais Jean-Paul Sartre qui, dans *L'Être et le Néant*, disait: «Une analyse rigoureuse qui prétendrait débarrasser le présent de tout ce qui n'est pas lui, c'est-à-dire le passé et l'avenir immédiat, ne trouverait plus en fait qu'un instant infinitésimal, le terme idéal d'une division poussée à l'infini, bref un néant. Il est clair que tout ce qui existe au présent se distingue de toute autre existence par son caractère de présence. Présent s'oppose à absent autant qu'à passé. Le sens du présent c'est la présence -à. La présence -à, c'est un rapport interne de l'être qui est présent avec les êtres auxquels il est présent».

En parlant de façon plus ordinaire, la clé de cette concordance des temps à laquelle François Ost a appelé et qu'Isabelle Stengers constatait, bien que nous ne l'appelions pas ainsi, est pour moi dans le rapport-au-monde: un rapport actif et lucide, un rapport à un monde qui évolue.

Pour commencer, je donnerai la parole à Vaclav Havel. Ce grand démocrate tchèque raconte que, quand il est entré dans le palais présidentiel de Prague, il n'y avait pas une seule horloge dans tout le bâtiment. «Je n'ai trouvé aucune pendule dans mes bureaux présidentiels et je vois là quelque chose de symbolique. Pendant de longues années on n'a pas eu besoin d'y regarder l'heure parce que le temps n'existait pas. L'histoire, disait-on, s'était arrêtée, et pas seulement au château de Prague mais dans tout notre pays. Aujourd'hui l'histoire se précipite vers l'avant, elle semble vouloir rattraper le temps perdu et nous devons vous et moi essayer de lui emboîter le pas». Cette présence-au-monde qu'appelle Jean-Paul Sartre n'est pas une présence à un monde statique, c'est une présence dans un monde en devenir.

Je m'interroge donc sur la base des premières interventions: dans quelle mesure les temps pluriels disséqués par l'un et l'autre, les temps opposés, constatés, fractionnés, se retrouvent quand même

dans le temps et le devenir ? En fait nous avons tous un passé, un présent et un futur.

Les moments du temps

Je m'interroge aussi comme François Ost sur ce qu'il a appelé la consistance du temps, la texture du temps. Bien évidemment le temps n'est pas lisse, plat, inerte. Mais là, je serai peut-être un tout petit peu plus exigeant.

Je pense qu'il ne suffit pas d'opposer une durée lisse, une durée et des instants difficiles à saisir. Il y a un troisième terme : les *temps forts*, les moments au sens latin de ce terme. Notre mot français « moment » vient à la fois de *momentum* et de *movimentum* : c'est à la fois un point dans le temps, un repère dans le temps, et aussi un ensemble de forces en mouvement ; tous les physiciens savent ce qu'est un moment au sens de conflit des forces.

Ces moments sont très importants. Il y a des périodes où les moments jaillissent. J'en ai vécu certains : le Front Populaire en France et la montée du nazisme, le grand espoir de 45, Dien Bien Phu, mai 68, Berlin 89, des moments qui nous permettent de jalonner notre parcours de vie, notre expérience de vie. Il faut, pour réfléchir sur cette mixture du temps, préciser l'importance de ces moments.

Walter Benjamin disait : « l'image familière du cours du fleuve, le temps qui coule doit s'effacer devant celle du tourbillon, ce qui représente un temps d'une facture chaotique, conflictuelle, tourbillonnante ».

Mais on retrouve alors le problème majeur de la *régression* : qu'est-ce qui nous est arrivé pour que nous soyons à ce point là obsédés par le développement durable ?

J'ai connu l'époque où les habitants d'une maison sans ascenseur descendaient leur chaise au rez-de-chaussée sur le trottoir pour passer la soirée ensemble. On remontait sa chaise sans faire d'histoires jusqu'au cinquième étage ; on avait passé dans la rue une bonne soirée entre voisins. Il semble que cela soit une planète engloutie à jamais.

Ce détail nous permet de donner toute sa force aiguë, angoissante à la question de ce qui nous est arrivé. Ce qui nous est arrivé, ce n'est pas toujours pour le meilleur, et je m'associe entièrement aux formules sur la nécessaire critique du progrès. Nous vivons une époque où progrès et régression se livrent une lutte acharnée. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur le Rwanda, le Timor ou le Kosovo, je n'ai pas besoin de m'étendre sur les maladies émergentes dont nous connaissons le désastre.

Nous ne sommes plus du tout dans l'utopisme eugénique et hygiéniste du XIX^e siècle : le dernier microbe allait disparaître, on aurait éradiqué toutes les maladies. La notion de maladie émergente est très grave au point de vue de la philosophie de l'histoire, et pas simplement de la technique médicale. Et à nouveau je cite Walter Benjamin : « Rien ne fut plus corrupteur dans le mouvement ouvrier allemand [*mais il n'y a pas que le mouvement ouvrier allemand; il parle notamment de la Social-Démocratie d'avant 14*] que la conviction de nager dans le sens du courant ». Ce mouvement ne voulait envisager que les progrès de la maîtrise sur la Nature, de la technique et non les régressions de la société. Benjamin écrivait ça il y a plus de soixante ans !

Présent, passé & avenir

J'en viens à la question de la relation entre présent, passé et futur. Un de mes livres s'appelle « Habiter le temps ». J'ai emprunté la formule à Jean-Marie Tjibaou, un grand leader kanak pour qui nous devons habiter le temps, c'est-à-dire gérer notre avenir. Mais le livre a un sous-titre : « un dialogue politique entre présent, passé et avenir. » Et dans cet ordre là ! Non pas « le passé, le présent et l'avenir », ce qui serait positiviste : on accroche les wagons l'un après l'autre et puis ça tourne et puis ça suit.

Le présent est d'abord le nôtre, il nous amène à la fois à penser en direction du passé et à penser en direction de l'avenir. Permettez-moi à ce propos de vous dire que Paul Ricœur a pris l'opposition entre le « champ d'expérience » et « l'horizon d'attente » à Koselleck ; soit en allemand, *Erfahrungsraum*, le champ d'expérience, *Erwartungshorizont*, l'horizon d'attente. C'est la question de notre positionnement, de notre posture – terme à la mode aujourd'hui, mais qui est bien pratique. Quelle est notre posture entre les différents horizons du temps ?

Le temps humain est bidirectionnel. Certes, nous n'allons jamais revenir au passé... Naturellement la flèche du temps, selon la formule de Prigogine, se chemine dans le même sens pour tout le monde. Elle est acérée, impitoyable. Elle nous traverse tous tel Saint Sébastien sur son chevalet. Mais notre capacité mentale, ce que le philosophe américain du temps Fraser appelle la nootemporalité – d'un mot grec *noos* qui signifie le mental –, notre capacité de penser le temps nous permet de maîtriser un temps bidirectionnel, de nous reporter en esprit vers le passé et vers l'avenir.

Je me rappelle une discussion à Genève avec des amis à l'Institut du développement. À l'un d'entre eux, qui est un adepte acharné de la Deep Ecology, j'expliquais que notre capacité mentale était justement

de penser à la fois le passé et l'avenir. Il me répondait : « oh, c'est une particularité de l'espèce humaine comme la girafe a la particularité d'avoir un long cou ». Non : je me sépare complètement des fondamentalistes pour qui l'espèce humaine c'est « une espèce comme les autres ».

Notre temps est bidirectionnel et donc nous avons à la fois à nous préoccuper du présent, du passé et de l'avenir. Cela joue aussi fortement pour les individus que pour les sociétés. Toute société a un présent, un passé et un avenir. Au Kosovo, ils ont un passé qui n'est pas le passé mythique des Serbes, la bataille de 1396, mais ils ont un avenir aussi. Chacun a un passé et un avenir. Naturellement l'équilibre entre mon passé et mon avenir, à mon âge, n'est pas le même que celui des plus jeunes.

Rien n'est plus pernicieux que la tendance des post-modernes à la « déconstruction » du temps qui les amène à un véritable négationnisme de la durée complexe, à suggérer que le passé est loin derrière nous et que nous n'en saurons jamais rien ; que l'avenir est opaque et inabordable, et que nous nous enfermons dans un présentisme.

Bertrand Poirot-Delpech a remarquablement épinglé cette tendance dans son article nécrologique sur la mort du comique Coluche : « ce qui fait la force tragique de la mort de Coluche, écrivait-il, c'est qu'elle l'a frappé dans l'instant absolu de la non-durée, elle n'a eu qu'à le cueillir en plein songe tordant à fond la poignée de gaz de sa moto sans se soucier qu'un camion risque de surgir au prochain virage coupé de l'avenir comme du passé, *en dehors du temps*, sans rien savoir ni de son âge ni de sa famille ni du bleu du ciel ».

Je pense aussi à une émission d'Arte sur les Inuits, les Esquimaux du Nord du Canada. L'un d'entre eux racontait à ce journaliste : « Notre passé ancestral s'est décomposé en quarante ans. L'avenir est devenu vide et nous nous enfermons dans un présent identifié seulement au bar où nous allons boire à la base militaire américaine voisine autour de laquelle nous rôdons. Nous nous repérons sur les saisons de pêche pour nous maintenir en vie, et maintenant nous n'avons comme repère temporel que l'arrivée des allocations du gouvernement canadien que nous amène le facteur, les traites à payer pour notre électroménager ».

C'est le mouvement profond de notre société, à travers deux exemples aussi étrangers l'un à l'autre que celui des Esquimaux et celui de Coluche, qui nous entraîne dans cette forme pernicieuse de pensée unique qu'est le négationnisme de la relation entre présent, passé et avenir. Je ne développe pas ce point, sauf à citer le grand nom du philosophe allemand Hans Jonas et de son *Principe Responsabilité* qui est la forme la plus éminente, la plus exigeante de cette insertion

de notre pensée, de notre projet, de notre Être dans le devenir du temps. Nous n'existons que parce que nous avons un avenir et, bien sûr, que parce que nous avons un passé. Sans ce passé, nous ne pourrions pas nous demander ce qui nous est arrivé.

Quoi, l'éternité.

Quant à l'éternité...

Pour moi, la forme la plus haute de la philosophie éternitaire est celle du philosophe du Moyen-âge Guillaume d'Auvergne, qui décrivait le temps comme le mouvement de deux cercles tournant sur eux-mêmes. Le grand cercle de l'éternité divine tourne sur lui-même et le petit cercle de la société humaine décrit une courbe à l'intérieur du grand cercle, en étant tangent avec le grand cercle sur un seul point. C'est-à-dire que le présent est en perpétuel mouvement mais à l'intérieur de cette immutabilité. C'est ça l'éternité. Personne n'a pensé en termes aussi fabuleux que Guillaume d'Auvergne.

Je me hasarderais à dire, et je m'arrêterai là, que dans notre monde aujourd'hui très éloigné des rêves théologiques de Saint Augustin, de Guillaume d'Auvergne et de beaucoup d'autres, la forme la plus élaborée, la forme en apparence la plus moderniste et la plus futuriste du fondamentalisme éternitaire, toujours vivace, est ce que j'appellerais le temps *techno*.

Le temps techno est par exemple décrit par Paul Virilio à la façon d'une bande de Moëbius. Cette bande du temps technologique nous propose une sorte de présent permanent, idée aussi reprise par Jean-François Lyotard. L'espèce humaine serait « tirée en avant » par le développement systémique du bloc technico-scientifique « sans la moindre capacité de le maîtriser » dit Lyotard.

Gilbert Hottois, dans ses travaux sur la futurologie, a mis en cause ce qu'il appelle le « futur absolu » de manipulabilité technico-scientifique totale. Ce futur est numérisé, programmable, saisi et traité comme un matériau informatique modélisé. C'est une projection indéfinie du présent. Le temps de la technologie représente une sorte de métaphore pseudo-moderniste, pseudo-futuriste du vieux rêve archaïque d'éternité.

Pour terminer, je ne résiste pas à l'envie de citer Charles Péguy chantant la Meuse : « Adieu Meuse endormeuse et douce à mon enfance ». Ces très beaux vers relatifs à la jeunesse de Jeanne d'Arc me sont revenus à l'esprit en visitant Namur et en voyant cette Meuse magnifique qui coule dans votre ville. Cette éternité là, nous sommes capables de la maîtriser.

Débat

L'identité repose pour partie sur la mémoire. Dès lors, il importe pour toute collectivité de se constituer des récits, mais aussi d'accepter d'affronter son passé, si dur soit-il. Ainsi peut-on par exemple se demander comment le Rwanda dépassera le traumatisme de sa guerre civile sans un procès dans la ligne de celui de Nuremberg. Un passé assumé est le terreau nécessaire au projet.

La prudence des philosophes est interrogée par certains. D'abord parce que la technologie, contrairement aux apparences, force peut-être à prendre le temps. Il faut en effet des années pour élaborer et construire, par exemple, une autoroute. Ensuite parce que la question du développement durable ne préoccupe qu'une minorité des habitants de la planète : la plupart des hommes vivent sans angoisse dans une certaine immédiateté. Enfin car il y a un paradoxe : dans bien des pays du monde, on travaille beaucoup plus et pourtant on a davantage le sentiment d'avoir le temps. Un vieux dicton familial aurait-il donc raison : « il n'y a pas de situation d'urgence, il n'y a que des gens pressés » ?

Les philosophes répondent que ce qui prend du temps n'est pas forcément lent. Que l'urgence peut avoir sa raison d'être, mais pas le vertige de l'innovation. Qu'en effet bien des grands chantiers technologiques sont décisifs pour des années ; mais, lorsqu'ils ont un impact collectif, sont-ils pour autant débattus démocratiquement ? Et si, certes, le développement durable ne préoccupe qu'une minorité, il s'agit d'une minorité décisive, influente sur l'ensemble du monde via des institutions comme le FMI.

Le temps est un enjeu de pouvoir, politique et économique. Sa construction sociale est donc bien une question politique.

– *François Ost*

On a beaucoup parlé d'urgence et d'accélération. Dans mon domaine, le droit, on en vit aujourd'hui un exemple avec le projet de justice accéléré. Là aussi je crois que c'est un bel enjeu de savoir résister à des pressions sociales d'image, d'immédiateté, d'émotion, et de rappeler que la lenteur, le délai raisonnable a parfois ce mérite.

Je pense qu'il y a un accord entre nous pour dire qu'une identité repose sur des récits, sur une expérience, sur un certain capital de passé qui n'est pas complètement dépassé. J'emploierais maintenant le terme de « mémoire » et dirais qu'il est très important pour une société de faire acte de mémoire. Comme en psychanalyse, si certains éléments traumatiques sont refoulés et occultés, il y a beaucoup de chance d'assister un jour ou l'autre à un retour du refoulé. Prenons le cas du Rwanda : on peut craindre que si un procès dans l'esprit de celui de Nuremberg n'est pas organisé, le traumatisme passé ne passera pas. Il restera un germe permanent de vengeance et de violence.

L'exemple de l'Afrique du Sud, avec la Commission « Vérité et Réconciliation », est également intéressant. Le pays réussit en effet le tour de force de faire à la fois acte de mémoire, avec des personnes qui témoignent de leur comportement, et de dépassement du traumatisme : on a considéré que, d'un point de vue démocratique, la réconciliation était plus importante que le châtement ; on a prononcé une sorte de pardon collectif.

– *Jean Chesneaux*

Pour enchaîner sur cette question de la mémoire, je citerai Virilio et son style fleuri : « chaque événement en temps réel – ce que j'appelle temps techno, – est incapable d'opérer le retour sur soi de la conscience et d'engendrer la profondeur de champs qu'on appelle mémoire. C'est un événement qui se refuse le temps nécessaire pour que l'information se transforme en signification et en sens. Le temps réel défile devant nous comme une bande de Moëbius, sans commencement ni fin. Faute de place à occuper et de rôle à jouer, nous ne faisons plus que de l'aquaplaning sur l'invisible tranchant des ondes électromagnétiques ».

La mémoire figure ici comme une des victimes de la technicité croissante.

Or, la mémoire n'est pas dissociable du projet. Un projet sans mémoire n'est pas un projet ; une mémoire qui ne débouche pas sur un projet n'est qu'une mémoire qui s'enferme sur elle-même. Donc, la mémoire des ordinateurs n'est pas une mémoire. Ce sont des

boutons qui restituent, crachent des données, des éléments parcelaires d'information. La mémoire humaine, collective ou individuelle, est en revanche constitutive : elle fait partie de notre être. Je veux protester contre cette manipulation pernicieuse qui amène à employer le même mot « mémoire » pour une opération mécaniciste.

– *Isabelle Stengers*

Mémoire et temps fort : comment, dans notre mémoire, fabrique-t-on des temps forts ratés ? « Ratés », au sens important du terme. Je vais en donner deux exemples.

Lors de l'assassinat de Semira Adamou, comme lors de la marche blanche, il y a eu un temps fort : à un moment, quelque chose a hésité entre deux possibles. L'événement aurait pu se produire. Mais ce qui nous portait à nous mêler de ce qui ne nous regarde pas s'est retiré, et nous sommes rentrés chacun dans la case de nos pensées. Donc je crois que ce qui est intéressant, ce qui est important, c'est comment travailler la mémoire au sens où très régulièrement la mémoire fait de nous des vaincus, la mémoire fait de nous des héritiers de ce qui aurait pu avoir lieu et qui n'a pas eu lieu. Comment célébrer notre passé de telle sorte qu'on puisse apprendre à partir du fait qu'on a été vaincu ? Comment se construire une expérience dans la défaite, et non pas un ressentiment ? Comment construire un espoir ?

– *Un intervenant de la salle*

Je vis dans le monde de la technologie. Je suis ingénieur et voudrais soulever quelque chose qui m'apparaît comme un paradoxe. S'il y a bien un monde qui est fait de projets, qui sait prendre patience pour développer son projet, c'est le monde de la technologie. Créer une autoroute ou une ligne TGV, ça ne prend pas un an, mais des dizaines d'années. Si je prends la fusion nucléaire, c'est un projet sur lequel on travaille depuis des dizaines d'années et qui prendra probablement encore des dizaines d'années avant d'arriver, peut-être, à un résultat. La culture technologique est donc une culture de la lenteur.

Pour pousser plus loin, nous ne sommes en gros qu'un cinquième de la population mondiale à nous poser des questions sur le développement durable. Je ne suis pas sûr que dans certaines régions africaines par exemple, on ne vive pas beaucoup plus l'immédiateté et le moment présent, sans trop faire des grands projets.

– *Isabelle Stengers*

Je suis d'accord avec vous sur un point : quand on parle de technologie, il faut dissocier le monde que cela fabrique du point de vue des utilisateurs et la construction du projet technologique. En effet, la réalisation est laborieuse, risquée et passionnante. Ceci dit, est-ce la lenteur au sens où on en parlait ou bien est-ce que c'est quelque chose qui prend du temps parce que ça doit prendre du temps ?

Mais ce n'est pas simplement parce que quelque chose prend du temps que c'est lent. Je pense plutôt que c'est une grande rapidité qui prend du temps, que c'est une longue urgence. Je ne crois pas que l'on puisse récupérer trop vite le mot lenteur tel qu'il a été proposé.

L'autre point : nous sommes une minorité à nous poser le problème. Certes. Mais quand deux jeunes enfants guinéens risquent et perdent leur vie pour venir dire « ça ne va pas », on ne peut pas se permettre de produire simplement une image romantique d'une Afrique qui sait prendre le temps. Il y a un enchevêtrement des temps, notamment par les institutions qui les incarnent, genre FMI ! Faisons attention quand nous parlons des autres, parce que justement nous leur imposons, au nom de notre propre histoire, des épreuves sans nom.

– *François Ost*

C'est vrai qu'il faut des années pour construire le Thalys ou mettre en place les centrales nucléaires. Mais ça ne me rassure pas. Car certains grands choix technologiques en Belgique, comme le nucléaire, n'ont jamais vraiment fait l'objet de débats explicites au Parlement. En revanche, l'irréversibilité, elle est là, on est embarqué pour de très longues années. On cumule alors l'extrême urgence de la prise de décision et la grande irréversibilité des conséquences. Ce n'est pas exactement le type de temporalité pour lequel on plaide ici.

– *Jean Chesneaux*

Personnellement, je n'ai pas dénoncé l'urgence. Parce que je distingue le vertige de l'auto-accélération, le « il faut faire tout de suite, tout de suite », et l'urgence proprement dite : la conscience du risque que l'irréversible va se créer si on n'agit pas. On sait qu'il y a des situations humanitaires qui exigent qu'on ne perde pas de temps, et il en va de même de certaines situations écologiques.

– *Un intervenant de la salle*

Un petit commentaire sur ce qu'a dit François Ost en parlant du temps situé dans la perspective judéo-chrétienne : dans le monde musulman, le problème du temps est central. Le temps scande en effet la vie du musulman, gouvernée par cinq prières définies de façon astronomique. Or, qu'est-ce qu'on constate aujourd'hui ? Que le temps a été pris en otage par les politiques dans le monde islamique. Par exemple, la définition du début du mois lunaire qui marque le ramadan devrait être faite par l'observation astronomique. Mais, pour des raisons politiques, l'Arabie Saoudite tente de l'imposer au reste du monde musulman. Aujourd'hui, le temps du musulman est donc extrêmement totalitaire. Je crois qu'il y a là une explication du malaise politique et social que vit le monde arabe, et musulman en particulier.

Par ailleurs, il me semble qu'on arrive aujourd'hui à une marchandisation du temps : les vacances et les loisirs sont surtout devenus des objets de commerce. Comment faire avec ça ?

– *François Ost*

Je crois que le temps a toujours été un enjeu politique. Il y a toutes sortes d'exemples amusants dans l'Histoire. Chaque fois qu'ils étaient intronisés, les pharaons faisaient redémarrer le temps à la date de leur intronisation ; des armées de scribes refaisaient les tablettes et réécrivaient l'histoire. Même chose chez les empereurs chinois. Avant le calendrier de Jules César, les pontifes romains allongeaient ou rétrécissaient le temps en fonction des besoins de l'impôt. Un pape au XVII^e siècle a raccourci le calendrier grégorien, a raccourci le temps de 10 jours, passant du 4 octobre au 15 octobre pour mettre le calendrier en rapport avec l'astronomie. Les protestants n'en ont pas voulu. En Europe, on vivait donc à des temps différents. La Russie étant restée elle aussi à ce temps ancien, la Révolution d'octobre s'est pour nous passée en novembre.

Enjeu politique, le temps est aussi un enjeu commercial. Le fabricant de montres Swatch a mis en place un nouveau type de montre calculant un nouveau type de temps : le temps Internet, censé être le même pour la communication planétaire des internautes, calculé en bit à partir d'un méridien qui passe sur la façade du siège social de Swatch en Suisse ! Le temps est de l'argent.

À partir du moment où on a une conception comptable du temps, il est assez facile de le monnayer. Se pose donc la question des autres instruments de mesure du temps, d'un temps qualitatif qui se mesurerait autrement qu'en argent.

– *Isabelle Stengers*

Il y a le ramadan, le shabbat ou le dimanche chrétien, temps rituellement suspendus. Une ritualisation n'a rien de rétrograde. Au contraire, le rite rappelle la difficulté de prendre en compte des éléments disparates, la quotidienneté mobilisée, et la spiritualité qui mérite une mise en suspens.

On peut dire justement que cette question « comment prendre en compte ? comment relier des disparates ? comment faire concorder ? », c'est une tout autre opération que de construire un TGV. Je crois que la ritualisation des moments de mise en suspens est quelque chose dont nous manquons terriblement.

– *Un intervenant*

Je suis un dinosaure dans la profession de boulangère : je travaille encore avec des outils d'avant la guerre 40. Pourtant je suis rentable !

La grande firme chimique dans laquelle travaille mon beau-fils doit dégager 15 % pour rétribuer ses actionnaires. J'ai fait un petit calcul. Il faut donner 15 % du temps de travail aux actionnaires ; or 15 %, c'est entre 1/6 et 1/7 ; j'ai tout de suite pensé : non d'une pipe, ils nous chi-pent le dimanche ! Alors pourquoi mettons-nous encore notre argent dans les banques qui soutiennent les actionnaires ? Il y a des banques alternatives, il y a des projets alternatifs.

– *Un intervenant*

Je suis agronome, et j'ai trouvé dans ce qui a été dit beaucoup d'éléments de réflexion par rapport à mon travail, en particulier dans le monde africain.

J'ai l'impression que dans notre course au temps, nous, occidentaux, avons nié l'existence du temps des autres. Ce faisant, on ne leur donne pas l'accès ni au TGV, ni aux autoroutes, ni aux choses bien plus simples : on ne donne pas le temps parce que nous sommes toujours prétendument en avant !

Nous augmentons d'un côté nos revenus, de l'autre côté nos supériorités. Nous augmentons aussi les difficultés pour certains peuples de prendre confiance en eux-mêmes puisqu'ils ont toujours quelqu'un qui leur dit : « tu sais nous, nous sommes quand même plus avancés, fais comme ceci, fais comme cela ».

– *Jean Chesneaux*

Nous courons devant. C'est le fond de la question. Rappelons-nous ce chiffre : un milliard trois cent millions d'hommes avec même pas un dollar américain de revenu par jour ; c'est ça la fracture Nord-Sud.

Certains se réfugient, dans le Nord mais aussi dans le Sud, derrière une sorte de discours de pseudo pluralisme culturel : à chacun sa culture, ils sont ce qu'ils sont, nous les respectons ; ils ne vivent pas au même rythme que nous, ils n'ont pas le même rapport à la technologie que nous. Et nous nous installons dans une autosatisfaction.

Or, parce que nous vivons dans un monde solidaire, il y a des effets de capillarité. Par exemple, l'Afrique ne produit pas de blé panifiable et n'en produira jamais, pour des raisons climatiques. Mais, dans des villages reculés où personne ne parle français ni anglais, une famille se croirait déshonorée si elle n'avait pas de pain à mettre sur la table. Nous ne pouvons pas nous désintéresser des effets de décalage, des effets de dysfonctionnement que recèle notre mode de développement non généralisable. Il est évident qu'il n'y a pas qu'une question de rythme de développement, il y a une question de capacité, qui est plus que le développement durable. C'est aussi le développement soutenable, que l'on peut soutenir.

– *Un intervenant*

J'ai eu la chance de vivre, notamment, en Bolivie. Ce qui m'a étonné en revenant ici après des années, c'est qu'on travaille finalement assez peu : 40 heures, contre 80, parfois 90 heures là-bas. Et pourtant, on avait beaucoup plus de temps libre, on avait l'impression d'accrocher le temps et non pas d'être emporté par lui... Outre les notions de développement durable et de temps, peut-être faudrait-il aussi mentionner la notion de besoin.

J'ai le sentiment que beaucoup de gens, un peu partout dans le monde, commencent à se rendre compte des limites du système, veulent reprendre le temps. Je suis assez optimiste.

– *Un intervenant*

J'entends comme deux discours : l'un porte sur le temps, sa nature, la durabilité ; l'autre, plutôt du côté de la salle, porte sur la maîtrise du temps. Qui maîtrise le temps ? Qui décide ? Qui sont les gérants du temps ? Donc, est-ce qu'on se met dans une perspective raisonnable, ou dans un rapport de force avec des gens ?

– *Un intervenant*

Ma grand-mère me disait toujours : « Il n’y a pas de situation d’urgence, il n’y a que des gens pressés ». Ceci dit, je n’ai rien contre la technologie quand elle me fait gagner du temps pour certaines choses. J’ai toujours rêvé d’avoir une baguette comme Mary Poppins pour ranger la chambre des enfants, et pouvoir ensuite passer à des activités plus créatives. Mais, pour avoir globalement plus de créativité, n’y a-t-il pas un gros travail à faire sur l’instruction et les mentalités ?

– *Un intervenant*

Je crois que la perception du temps et la destruction de la mémoire sont cohérentes avec la réification de l’homme, la réduction de l’homme à un consommateur. L’objet jetable est l’exemple type de cela. Dans le temps, on faisait des choses qui duraient ; maintenant Ikea fait de la poubelle, un objet qui n’est pas fait pour être transmis sur des générations mais pour être jeté. Je crois que la destruction des cultures est une approche systématique d’un certain mercantilisme contemporain.

Il y a un problème de pouvoir, d’accaparement des êtres humains.

– *Isabelle Stengers*

Comme le dit François Ost, le temps est de l’ordre de la construction. Il n’y a donc pas un temps qui existerait et appartiendrait à quelqu’un. La réponse au sentiment de dépossession du temps n’est pas dans une récupération individuelle. Où allons-nous investir notre temps ? Je crois que la question des constructions collectives d’autres modalités du temps se pose. Ce n’est pas simplement une réappropriation du temps comme si c’était une possession naturelle qu’on nous enlevait. Il y a chaque fois des cultures de production, des modes de temporalité. Le temps n’appartient qu’à ceux qui fabriquent. Bref, la question me paraît être : comment fabriquer nos propres temps, et non comment récupérer un temps dont on nous aurait expropriés ?

– *François Ost*

Le temps est une construction et un enjeu de pouvoir politique, économique. Et on peut, en effet, être relativement optimiste au vu de la réaction citoyenne, du souhait perceptible d’entrer en résistance par

rapport au temps seulement compté, du souci de reconstruire collectivement d'autres modalités du temps. On peut voir aujourd'hui un appétit d'anniversaire, de mémoire, de patrimoine naturel, culturel. Il montre ce besoin d'enracinement.

Deuxième partie

Pratiquer le temps

Relectures de Joël Van Cauter et Nicolas de Rauglaudre

Pour préparer et enrichir la réflexion esquissée à travers les exposés et les débats précédents, quatre séminaires ont regroupé des personnes d'horizons individuels et professionnels variés. Ensemble, les participants ont cherché à réfléchir leurs expériences à la lumière de la question du temps et de la durée, et de leur prise en compte dans la vie collective. Les quatre séminaires ont porté sur les questions suivantes. Le premier d'entre eux s'est penché sur la relation qui peut et doit s'établir entre sens et changement. Le second, intitulé ici « temps retrouvé, temps partagé », s'est arrêté plus spécialement sur la question de la démographie et les rapports entre les générations dans un contexte mondial unique dans l'histoire. Le troisième séminaire aborde plus particulièrement le temps et le développement durable dans le cadre du monde du travail. Le quatrième séminaire s'intéresse et tente d'approfondir l'articulation entre nature et décision politique.

Le contenu de ces rencontres est synthétisé, relu avec recul et commenté dans les pages suivantes. L'intégralité des divers exposés et débats de ces différents séminaires est reprise en annexe de l'ouvrage. Les annexes manifestent sans médiation les paradoxes des débats qui se sont exprimés. Le lecteur pourra ainsi apprécier la qualité des séminaires sous deux formes différentes et complémentaires.

Le temps : sens et changement

Séminaire animé par Michel Guérin (Programme Culture et Citoyenneté – Ministère de la Communauté Française, Wallonie-Bruxelles)

Temps et sens sont deux entités conceptuelles et concrètes inséparables, comme cela a été souvent démontré dans l'histoire de la pensée, et rappelé dès le début du séminaire. En effet, le sens, c'est-à-dire l'émergence d'une direction de l'activité humaine, d'une intégration dans une représentation organique plus vaste, et de réseaux de communication plus vrais, plus humains, ne peut apparaître que dans le temps de la réflexion. Réciproquement, la réflexion a besoin de temps pour faire jaillir le sens. Toutefois, comme un leitmotiv présent tout au long du document présent, la relation entre temps et durée dont il est question n'est pas nécessairement la simple continuité d'un point sur une ligne qui décrit un espace.

La signification du temps n'est pas seulement liée à l'étalement dans la durée simple, ce temps continu plutôt nécessaire aux vastes projets technologiques, politiques. Le sens peut en effet surgir dans le rappel à l'ordre de cette figure du temps qu'est l'éphémère, l'instant apparemment fuyant mais significatif. En effet, la valeur du temps éphémère, à travers des événements de haute signification, oblige à reconsidérer la durée. La durée, si elle perd le sens, glisse dans l'habitude, la routine et la non créativité. L'éphémère constitue une rupture dans le fonctionnement continu et prédéterminé, dont la forme extrême est la forme mécanique. Le temps mécanique est un temps cyclique et sans extérieur, et par conséquent, sans direction, sans naissance, insensé. Un exemple longuement développé au cours du

séminaire présent a montré comment des artistes ont occupé un parc pendant une journée, y interpellant les passants au départ d'un conte. Le résultat de ce travail, apparemment éphémère : beaucoup plus de fréquentation du parc, cette journée-là et dans les jours qui ont suivi, comme l'ont constaté les gardiens du lieu. Il a également été évoqué l'histoire de la fabrication d'«arbres à musique» dans un but de distraction et d'éducation artistique. Or, cette expression éphémère avait demandé plus d'un an de préparation : la signification de l'événement éphémère se révèle dans le travail de la durée.

L'expression artistique et les œuvres qui s'en infèrent peuvent, comme cela a été très appuyé dans ce séminaire, servir à briser la conception unilatérale du temps. Présenté ainsi, l'art peut-il continuer à être marginalisé du débat sociopolitique tout en étant souvent instrumentalisé à des fins sociales et économiques ? L'un des intervenants a fait remarquer qu'un des objectifs de la culture (et donc spécialement celui de l'art) est de permettre de changer de sens, de dénoncer le non sens et d'entretenir le conflit entre visions du monde. La création artistique est donc un excellent contrepoison à l'uniformité de la civilisation imposée par les valeurs marchandes et technologiques dominantes. Il a également été remarqué à quel point les événements ludiques, autant que les événements poétiques, et événements tout aussi éphémères, aident à l'appropriation du temps et à la construction de la culture. Par exemple, on peut se demander où est véritablement passé le temps de la fête et du carnaval, au cours duquel la vie habituelle est brisée quelques instants et par conséquent réfléchi par une médiation symbolique.

Au cours du débat du séminaire, plusieurs constats ont été observés autour de ce thème.

Tout d'abord, le temps contraint, le temps sur lequel nous n'avons pas de maîtrise, est important et il est pesant : à l'école, par exemple, les horaires sont rigoureusement encadrés pour les élèves, et les enseignants ne savent pas forcément gérer le temps libre qui leur est offert. Cela est vrai bien sûr dans la vie professionnelle, et dans la gestion des horaires quotidiens. Un des participants du séminaire a noté, non sans étonnement, l'explosion des sites internet consacrés à la gestion du temps. Un rapide parcours dans une librairie spécialisée ou dans les programmes de formation destinés aux entreprises et administrations conduirait au même constat.

Second constat, la dimension économique paraît décisive dans la définition de cette contrainte. Le cas des infirmières ou des aide-soignantes à domicile constitue un exemple parlant. On leur demande de s'imposer un horaire afin de structurer l'identité des personnes, surtout âgées. Pourtant, souvent elles se permettent d'être en retard afin

de rendre possible un bavardage, un temps apparemment inutile, une relation humaine qui dépasse la simple fonctionnalité. Le travail des infirmières et aide-soignantes, pour être de qualité, impose donc d'amplifier et d'assumer plus de temps, et de faire accepter des tâches qui ne sont pas reconnues officiellement, et donc non payées par les organismes sociaux et sanitaires. Dans la même ligne, et en lien avec l'interrogation sur l'inter-générationnel, un participant a fait remarquer que bien des aînés se plaignent que les jeunes ne s'occupent pas suffisamment d'eux. Ne pas s'occuper ? Cela signifie-t-il qu'ils ne leur consacrent pas ce temps gratuit, pas forcément utile ?

Mais les constats concernant le temps contraint et le temps libre ne sont pas univoques. Ils ne sont pas que des constats négatifs. Il y a en effet des paradoxes.

Le premier paradoxe repose sur le fait que le temps non contraint n'est pas nécessairement un temps libéré. Il est certain que le temps non contraint augmente grâce à la réduction du temps de travail. Il apparaît aussi libéré grâce aux machines, et plus généralement grâce aux nouvelles technologies plus qualifiantes, pour aider à soulager les tâches ménagères. Néanmoins la réduction du temps de travail et l'apparition d'un temps non contraint n'impliquent pas forcément davantage l'apparition d'un temps libre, dont chacun pourrait disposer réellement à sa guise. Pourquoi ? Dans la libération de la durée dégagee, pour organiser son temps libre, il y a les contraintes objectives : par exemple, les vacances, souvent, doivent être prises dans une période définie, en raison des nécessités économiques, de gestion des lieux de vacances et des congés des enfants. Mais il y a également des difficultés dues aux habitudes de vies, parfois incohérentes avec les aspirations des individus et des familles. Par exemple, quand la Communauté française a réalisé une enquête, à la question : « quel est votre passe-temps favori ? », 22 % des francophones ont répondu : « la lecture ». Mais à la question : « qu'avez-vous fait hier ? », les personnes interrogées ont répondu en premier lieu : « regardé la télévision ».

Il y a aussi le paradoxe des sentiments contradictoires.

Beaucoup ressentent le poids de l'instantanéité, de l'urgence, de la rapidité imposée par la conjoncture ambiante, même dans les temps de loisirs. Un des exemples signalés est celui de la visite des parcs animaliers. À l'inverse du temps nécessaire pour rencontrer et apprivoiser la vie sauvage dans la nature, les visiteurs d'un parc zoologique peuvent tout y voir, immédiatement, sans l'effort de la patience ou du silence. De plus, dans de nombreux parcs, il est possible de toucher directement les animaux sauvages. Peut-on imaginer de telles possibilités au cours d'une promenade dans la nature ? Autre exemple très significatif des valeurs de la culture actuelle est le problème du temps

consacré au deuil. Le deuil n'a plus de place réelle dans la vie sociale. Ici la gestion du temps atteint directement l'interrogation sur le sens, puisqu'il s'agit de la question de la célébration et de l'intériorisation de la mort, dont bien des penseurs ont rappelé qu'elle était la source de toute civilisation. Paradoxe d'un événement qui réclame du temps et de la réflexion et qui est écrasé par la vitesse et les exigences économiques.

De telles réflexions pourraient fleurir la nostalgie. Un participant a rappelé que l'extrême-droite se nourrissait de telles nostalgies, du retour au temps idéalisé de la nature et de la campagne. Pourtant, a-t-il également été signalé, combien de personnes ne sont pas tout aussi heureuses de profiter de la vitalité et de l'anonymat de la ville? Et a-t-on jamais vu aujourd'hui tant de projets personnels, tant d'expressions de souci de sens, tant de désirs de cohérence personnelle, à d'autres moments de l'histoire, toutes aspirations qui nécessitent de «prendre le temps?»

L'usage du temps, rare et désiré, appelle une évaluation. Mais une évaluation s'avère malaisée dès qu'on entre dans le problème de la gestion du temps humain et dans celui du relationnel. Comment, pour reprendre les exemples cités précédemment, évaluer le temps à passer avec une personne fragilisée ou malade, ou les semaines consacrées à préparer l'unique journée d'animation du parc urbain? D'autres exemples citent la distribution de petits poèmes à des parents, activité brève par leur lecture alors qu'elle a demandé un grand travail. De même un participant évoque l'histoire d'un moulin qu'une association a voulu remettre en état afin de créer un centre de loisirs pour enfants. Or, le moulin a été racheté par une entreprise commerciale et le projet initial a disparu. Il n'est pas difficile d'imaginer les enjeux du débat qui a dû se dérouler pour que le second projet finisse par recouvrir le premier. L'évaluation du temps apparaît soumise aux impératifs économiques.

Une piste pour l'évaluation du temps pourrait être de monétiser ces actes. Une anecdote a été signalée autour d'une entreprise dont les responsables vont chercher les techniciens à domicile, plutôt que de leur demander de venir par leurs propres moyens. Il s'agissait ainsi d'évaluer indirectement le temps des contacts gratuits, informels, de permettre aux acteurs d'une entreprise de mieux se connaître, en dehors du temps précis consacré à la production. Mais une réticence est ressentie par les participants: n'alimenterait-on pas alors par là ce qui est dénoncé par ici, à savoir le poids de la contrainte financière? Certaines activités, certains objets, certaines durées peut-être, peuvent seulement se donner; ils ne peuvent pas se vendre ou s'acheter.

Une autre piste consisterait à évaluer l'échelle du sens. Peut-être,

comme cela a été dit, une œuvre d'art vaut-elle avant tout par sa capacité à produire du sens ? Ou à dénoncer des non-sens ? Si tel est le cas, une toile, un livre, mais aussi un geste humanitaire, pourraient être évalués à cette aune. Plus largement, ils seraient jugés par la capacité qu'ils ont à proposer une rupture dans les visions et mécanismes inhumains, souvent à l'œuvre dans notre collectivité.

En conclusion, il est possible d'affirmer, comme l'un des participants du séminaire l'a énoncé, que le temps est gagné quand nous lui donnons du sens. Les exemples donnés au cours du séminaire présent ne répondent pas concrètement à la question du rapport du temps au sens, mais ils sont porteurs d'une forte valeur symbolique. Au début du séminaire, l'un des participants n'a pas hésité à lier cet enjeu à la démocratisation de la culture. Ne posait-il pas la question de la signification de la culture dans son ensemble ?

Temps retrouvé, temps partagé

*Séminaire animé par Michel Loriaux (Socio-démographe,
Université catholique de Louvain)*

Le séminaire « temps retrouvé-temps partagé » a débuté avec un exposé de Michel Loriaux, professeur à l'Université catholique de Louvain, dont le détail des propos est présenté en annexe. Dans le compte rendu présent, nous avons mêlé les réflexions de l'intervenant aux questions et débats, et nous les avons relues avec parfois quelques remarques complémentaires destinées à conceptualiser ce qui a été exprimé de manière brute et spontanée.

Les femmes et les hommes vivent aujourd'hui trois fois plus vieux qu'au XIX^e siècle. Alors qu'il y a un siècle, la mort pouvait saisir n'importe qui, n'importe où, à tout âge, à notre époque chacun d'entre nous peut raisonnablement espérer atteindre 70 ou 80 ans en traversant ce temps en bonne santé. Les centenaires, autrefois exceptions, sont de plus en plus nombreux, et ils intéressent médecins, biologistes et statisticiens. Grâce aux révolutions épidémiologiques et aux progrès de la santé publique, l'aléatoire de la mort a pour partie été réduit. Le long terme fait désormais partie de notre existence, et donc de notre pensée et de nos représentations. Les programmes statistiques, pris en charge par les autorités sociopolitiques peuvent être utilisés et prédire avec une marge de sécurité étendue, l'organisation sociale et économique de la cité.

Pareil phénomène culturel entraîne de l'inédit. Contrairement à l'image d'Épinal répandue, il n'a jamais existé, sous une forme normalisée, de famille patriarcale. Les familles traditionnelles étaient souvent décimées (mort, maladie) et celles qui survivaient offraient un

modèle idéal, retranscrit par des récits, qui ne correspondaient pas à la réalité vécue. Ce sont ces images qui sont restées. Or, aujourd'hui, phénomène inédit, a surgi une société multi-générationnelle, c'est-à-dire une société où coexistent plusieurs générations dans les familles et dans de nombreuses institutions. La coexistence des classes d'âge se pose par conséquent d'une façon différente d'autrefois, et les outils d'analyse manquent, faute de recul suffisant.

L'analyse doit d'abord prendre en compte le fait que l'envergure entre générations est de plus en plus important. Avec un écart moyen de 25 ans, le modèle de la famille à quatre ou cinq générations n'est plus exceptionnel. Auparavant, les générations se suivaient avec des périodes de cohabitation relativement courtes, comme les wagons d'un train qui entrent en gare et qui stationnent un moment en un même lieu et en même temps. Dans le monde qui se dessine et se développe aujourd'hui, les générations s'empilent plutôt à la façon des étages d'un building, cohabitent pendant de longues périodes et ne se connaissent pas obligatoirement très bien, voire s'ignorent d'un étage à l'autre.

La coexistence entre les générations diffère aussi en raison du fait de la bonne santé conservée par les personnes âgées, tant sur le plan physique que mental. *Si la durée de l'ensemble de la vie s'allonge en proportion, la période de vieillesse diminue*: les aînés restent actifs et disponibles plus longtemps. Il s'agit d'un paradoxe peu suffisamment noté: contrairement à ce que transmettent bien des médias, la vieillesse, liée à la dépendance, recule et fait apparaître une, voire plusieurs classes d'âge très éveillées, au delà de 60 ans. De plus, leur poids socioculturel est considérable. Un tel phénomène, pour l'instant très occidental, s'amplifie avec le décalage vers le haut de la pyramide des âges et par la contagion de tout le système économique au monde entier. Personne ne peut ignorer aujourd'hui l'immense pouvoir des fonds de pension anglo-américains à travers les effets qu'ils produisent sur l'économie mondiale. Ainsi la coexistence et la juxtaposition inter-générationnelle apparaissent comme une découpe en tranches de la vie économique à échelle planétaire. Michel Loriaux n'a pas craint de parler de «ségrégationnisme croissant» et de noter que les tentatives politiques actuelles ne sont pas à la hauteur des défis. On aurait donc tort de considérer l'inter-générationnel comme un simple fait social privé hérité des progrès de la médecine et de l'hygiène.

L'évolution positive de ce phénomène n'est en effet pas sans risque pour la validité sociale elle-même. Autrefois, le père et le fils partageaient presque toujours les mêmes valeurs religieuses, la même vision du monde, les mêmes technologies, les mêmes conditions matérielles de vie, le même environnement physique. Le fils utilisait

les mêmes outils pour retourner la terre ou cultiver les céréales que le père. Aujourd'hui, le changement technologique bouleverse rapidement les modes de vie et les valeurs changent au rythme des transformations de la société et de l'histoire. Père et fils, mère et fille, ne vivent plus nécessairement dans le même monde. Les générations s'identifient à des événements sociaux ou mondiaux : ainsi, il y a eu la génération Baby Boom des années 1950-60, les générations Vietnam aux USA ou la génération 68, la génération de la construction du mur de Berlin et la génération qui a vu la chute de ce même mur etc. On pourrait ajouter l'immense phénomène de liberté acquise par les femmes grâce à la contraception et à leur entrée dans la vie active des entreprises et de l'organisation sociale. Les instances collectives vont être contraintes de s'adapter aux mutations et à la diversité des expériences ou situations, ce qui leur imposera une nécessaire souplesse qu'elles n'ont pas toujours. La réflexion sur l'inter-générationnel n'est pas un gadget, mais une absolue nécessité pour décrire des sociétés que l'on dit vieillissantes, mais qui sont surtout des sociétés où les rapports entre les contraintes naturelles et le sens, l'instant et la durée de vie, se sont transformés.

Le séminaire présent a soulevé la question des effets de l'allongement de la vie sur l'équilibre des familles. 60 ans de vie commune pour un couple est un challenge bien plus ardu à affronter que les 15 ou 20 ans d'autrefois, pressés par les nécessités de survie. Les familles se décomposent et se recomposent, le demi-frère se trouve avoir l'âge du père ou la belle-mère celle de la fille. Là dessus, se greffent d'innombrables questions quant à l'éducation des enfants et le soutien des grands-parents. Ainsi de jeunes grands-parents se retrouvent à s'occuper à la fois des enfants de leurs enfants et de leurs propres parents, ce qui représente une tâche considérable à assurer. L'allongement de la vie, couplée avec les évolutions rapides de la société et de la technologie, a aussi des conséquences indirectes nouvelles : ainsi, le temps des étudiants s'étire, et la conception traditionnelle de la vie études-travail-retraite est chamboulée, car la formation devient permanente. En d'autres termes, ce n'est pas seulement la période de fin de vie qui s'allonge, mais l'ensemble des stades de la vie qui s'étirent.

La conséquence de ces phénomènes sociaux dont nous avons perçu quelques effets économiques, culturels, politiques, est qu'il faut aujourd'hui inventer de nouveaux modèles de pensée, de nouvelles structures et de nouveaux modes d'action. Voici quelques idées soulevées :

a) Il va être nécessaire de reconstruire un système au sein duquel une partie des « actifs » propose des divertissements, occupations et soins aux « inactifs ». Les aînés réclament des contacts avec les plus

jeunes générations, même si, semble-t-il, elles sont hésitantes par rapport au mélange forcé (il a été évoqué la réticence des personnes âgées vis à vis des logements « inter-générationnels »).

b) Il va falloir développer et découvrir des modes d'échange et de transmission des expériences valorisants pour chacun : engagements volontaires, réseaux non-monétaires, compagnonnages... Par exemple, dans une entreprise (EDF en France), un participant a relevé l'échange de carnets d'adresses des anciens aux nouveaux employés. Il a aussi été question de création de réseaux d'échange de savoirs, même si l'évaluation de tels échanges n'est pas possible directement. La satisfaction personnelle est difficile à mesurer, et cependant elle est un des moteurs fondamentaux de l'organisation et de la créativité.

c) La solidarité et l'équité entre générations doivent être encouragées dans le respect et la reconnaissance mutuelle de chaque période d'âge. Il a été remarqué par exemple quelle fausse piste consisterait à limiter, voire écarter, le pouvoir politique des aînés en raison de leur âge. C'est une erreur de perspective, car les aînés pensent autant, si ce n'est plus, à l'avenir des enfants et des générations futures que leurs cadets, souvent surchargés par les contraintes du présent. Les jeunes familles disposent de moins de temps et de moins de recul. Mieux vaut diminuer le cumul des responsabilités et les partager à plus large échelle. Par ailleurs, on aurait tort de diminuer les retraites, car elles sont nécessaires pour redynamiser l'économie.

L'équité inter-générationnelle implique d'articuler correctement présent, passé et futur. Et une telle articulation demande de réfléchir sur les héritages socioculturels transmis par les générations précédentes, dont les dernières sont encore vivantes et peuvent ressentir des blessures à l'égard des réprobations simplistes de leurs cadets.

Plus précisément, on considère souvent, d'un point de vue comptabilité, que ce que les aînés reçoivent sous forme de transferts ne doit pas dépasser ce que les jeunes peuvent espérer recevoir demain. La dernière crise économique et les effets du chômage de masse encouragent de telles remarques, parfois légèrement teintées de démagogie. Mais ce genre de balance comptable est extrêmement difficile à établir. En effet, s'il est assez facile de comptabiliser le passif des générations anciennes (c'est-à-dire ce qu'elles ont dépensé, gaspillé en ressources non renouvelables par exemple), comment peut-on mesurer avec précision l'actif (c'est-à-dire ce qu'elles ont construit, inventé, organisé) ? Le regard trop rapide sur la situation présente ou immédiatement passée suffit-il à toute projection sur le futur ? Que sait-on de l'avenir des jeunes générations ? Le fait qu'elles soient pénalisées aujourd'hui par le chômage signifie-t-il qu'elles le seront encore dans

l'avenir? Il est tout aussi possible que la condition des jeunes générations s'améliore substantiellement, une fois que le passage difficile de la deuxième à la troisième révolution industrielle aura eu lieu, que de nouvelles perspectives de croissance émergeront et que les mentalités et les représentations seront plus adaptées aux nouvelles données issues des bouleversements des dernières décennies.

Bref, la question inter-générationnelle est un merveilleux cas d'école de la question plus globale du développement durable.

Par ailleurs, le nécessaire équilibre entre générations peut mettre en évidence l'équilibre tout aussi crucial à chercher et déterminer au sein même de chaque génération. Force est de constater, en effet, que le temps contraint (celui des exigences sociales, économiques, celui de ce que le discours convenu appelle le temps des « actifs ») est concentré dans les quarante années intermédiaires entre la jeunesse (temps de la formation) et la vieillesse (temps de la retraite et du repli). Ce n'est pas par hasard si l'on semble constater une plus grande disponibilité à l'engagement dans des actions à plus long terme chez les aînés : ils en ont la disponibilité de temps et d'esprit. L'aide réciproque entre générations n'est par conséquent pas à sens unique.

Autrement dit : comment permettre et soutenir une réelle disponibilité de chacun à soi et aux autres, à tous les âges ?

Le temps et le travail des hommes

*Séminaire animé par Dan Wendorf (Aleap -
Fédération d'entreprises d'économie sociale)*

Un éclairage de Dan Wendorf, concernant l'économie sociale et les enjeux de la réflexion sur le temps, a amorcé le partage du séminaire. L'intervenant a proposé cet éclairage à partir de quelques anecdotes assez significatives autour de la pratique sociale chez Mac Donald's et dans une entreprise de Toronto. Mais une grande partie des débats a tourné autour de la question de la réinsertion des personnes au travail.

Dans l'économie capitaliste, explique Dan Wendorf, la rentabilité est le critère essentiel. Le temps y est donc perçu avant tout comme de l'argent, comme un moyen de production. L'expérience humaine, psychologique et sociale, du temps importe peu. À partir de la clé « rentabilité », l'ensemble des aspects négatifs de l'économie classique a pu être décliné ainsi : la concentration de l'économie privilégie l'intérêt du marché, vaste concept anonyme, et non celui des êtres humains ; la productivité conduit aux délocalisations que l'on justifie par de fausses idées (par exemple, celle selon laquelle dans les pays occidentaux, on ne veut plus travailler) ; l'abus de la flexibilité pose la question du rapport entre sphère privée et activité professionnelle ; le « just-in-time » privilégie l'immédiat de la demande par rapport à la médiation du temps et des personnes.

La logique d'efficacité engendre ce que Dan Wendorf appelle une « dualisation » : il y a ceux qui peuvent s'adapter au rythme, et ceux qui ne peuvent pas, ceux qui naissent et ceux qui se noient.

Cette dichotomie se retrouve par exemple dans les réseaux de formation pour les personnes en difficulté qui cherchent un emploi. Soit

la personne en réinsertion apprend à s'adapter à la machinerie du travail et ses exigences, soit elle est rejetée. La procédure de réinsertion consiste à parcelliser le processus, en forçant une re-socialisation rapide, à travers des préqualifications fondées sur des remises à niveau et une information rapide, puis des formations qualifiantes, l'ensemble étant exécuté le plus vite possible. Un des signes les plus parlants de la contamination par le souci de rentabilité qui règle le monde du travail, se situe dans le raccourcissement des intervalles de formation. On se demande alors : réinsertion vers quel type de société ? Malheureusement, le temps presse le stagiaire et un grand nombre d'entre eux ne peut suivre le rythme.

D'un autre côté, nombre d'entreprises se satisfont du système qui consiste à payer des allocations chômage à perpétuité.

Pour pallier les dérives, des hommes politiques cherchent à faire de l'« économie sociale ». Dan Wendorf, par exemple, rappelle les critères proposés par le « Conseil Wallon de l'économie sociale », en Belgique. Tout d'abord, il importe de faire la guerre au « temps c'est de l'argent ». Il faut développer du mieux possible l'autogestion. Il est nécessaire de promouvoir des processus de décision démocratique. Enfin, il faut faire en sorte de rappeler – et d'agir pour – que le travailleur ait la primauté sur le capital pour le partage ou le réinvestissement des bénéfices. Ces critères sont très intéressants, mais pour les traiter en profondeur, il faut du temps. Et nous sommes ramenés au point de départ.

En ce qui concerne les processus de formation et de réinsertion, certaines initiatives de formation ont toutefois décidé de ne pas se soumettre au diktat du court terme. Quelques exemples sont donnés par les participants du séminaire. Ainsi, tel projet de formation et de réinsertion propose-t-il des cours d'Histoire à des femmes exclues du marché du travail. Ces cours ne les y feront pas rentrer, mais, comme rencontre avec d'autres lieux d'intégration identitaire, ils les aident dans la (re)construction de leur identité personnelle. Dans un autre organisme de formation avec une structure parallèle, des femmes parlent de leur corps, de leur âge, de leur grossesse. Certaines l'expriment par des dessins, des coloriages, d'autres préfèrent se taire et écouter.

Ce travail alternatif ne se fait pas sans difficultés pratiques. En effet, puisqu'elles sont marginales, ces expériences ne peuvent avoir lieu dans le cadre habituel des structures et des financements. La « subsidiation », c'est-à-dire l'aide de ces initiatives par des flux de subsides venus de diverses administrations, collectivités ou syndicats divers, est-elle la seule planche de salut ? Selon quels critères ? De plus, bien des actifs, voire inactifs, estiment que la subsidiation est une réponse

de fainéants. Une voie pour avancer consisterait à chercher un compromis entre la subsidiation sans retenue et la productivité, avec le temps et la durée comme alliés bien entendu.

La dualisation apparaît malheureusement aussi entre les stagiaires et ceux qui les forment. Aujourd'hui, de nombreux formateurs et formatrices n'ont pas l'acquis universitaire qui leur aurait permis de prendre du recul. Nombre d'entre eux prennent ces temps alternatifs de constitution des personnes en réinsertion comme du temps perdu.

L'alternative dans les processus de formation et de réinsertion pose également question sur un plan intellectuel. Elle peut en effet être vue sous deux optiques différentes. D'une part, on peut considérer la démarche alternative comme un moyen, payant à long terme, pour mieux réinsérer les personnes. Si le rythme du système diffère du rythme des personnes, il faut, lentement, permettre aux personnes de progresser pour s'approprier le rythme du travail. Ainsi elles pourront rentrer dans le jeu. Et c'est essentiel : en effet, selon cette optique, le travail resterait la clé de l'intégration à la société. Voire, le travail peut être perçu comme un devoir à l'égard de la collectivité.

D'autre part, on peut considérer les initiatives alternatives comme des jalons dans le changement progressif du cadre général de référence et de vie. Ce qui importerait, ce serait de passer d'une logique d'insertion à une logique de participation. Le travail ne serait plus le mode exclusif, ni même privilégié de contribution à la vie collective ; mais seulement un chemin parmi d'autres de réinsertion sociale.

Quel que soit le regard, un décloisonnement et une harmonisation des temps consacrés au travail, à l'engagement citoyen et personnel, semblent souhaités.

À partir de ce fond de réflexion, de nombreux commentaires et anecdotes ont émaillé les débats et partages. L'un des participants a fait remarquer que l'augmentation du temps de formation est une pratique condamnée par l'ensemble des partis, à l'exception, en ce qui concerne la Belgique, du mouvement des Écolos. Un autre raconte l'anecdote d'un vendeur dans un service de carte VISA. Depuis qu'il a développé le « one to one », c'est-à-dire la relation directe et personnelle avec le client, il a substitué le rendement quantitatif par une fidélisation des clients. Un autre participant remarque qu'on ne perd pas son temps en écoutant une bonne émission de radio dans la voiture.

La question du temps et de la durée dans le travail interroge l'occidental à travers le contact avec d'autres cultures. Ainsi il a été évoqué que dans le Sud de l'Inde, il n'y a pas de mot pour dire « hier, aujourd'hui, demain ». Depuis l'occidentalisation, il y est apparu suicides, viols, alcoolisme. Et l'intervenante de conclure que « ce qui n'est pas fait avec le temps est fait contre le temps ».

Une parlementaire s'interroge sur la réduction du temps de travail : oui, c'est une bonne chose, mais plus profondément, il faut changer de cadre de travail. Que signifie une diminution si les critères de rentabilité et de productivité restent aussi contraignants ? L'intervenante invite également à encourager le statut d'indépendant à titre complémentaire. Dans la même ligne, elle propose des contrats de pluri-activités pour les jeunes : ils ne seraient ainsi pas enfermés dans le cadre unique d'une activité professionnelle rémunérée. Il a en effet été remarqué que beaucoup de jeunes aujourd'hui attendent et réclament plus qu'un simple emploi.

Un autre intervenant a rappelé la formule 1/5 de l'homme politique belge André Gorz : une période libre rémunérée un jour sur cinq, une semaine sur cinq, un mois sur cinq, un an sur cinq, etc. Cependant, toutes ces questions et propositions soulèvent l'énorme problème du statut du bénévolat.

Quelqu'un a fait remarquer qu'il n'y avait pas seulement la question du droit du travail, mais aussi celle du temps de devoir de chacun envers la société.

Pour terminer, un des organisateurs du séminaire a rappelé que toutes ces idées et remarques étaient riches et intéressantes, mais que malheureusement elles restaient encore marginales par rapport au rouleau compresseur des valeurs qui dominent le monde du travail et les lois du marché. Il pose alors la question plus fondamentale : comment se donner les moyens de sortir du cadre de référence dominant actuellement ?

Nature et décision politique

*Séminaire animé par Gérard Jadoul (photographe animalier
et président d'Inter Environnement Wallonie,
Fédération des associations environnementales).*

Gérard Jadoul, d'Inter Environnement Wallonie, introduit le séminaire dont la teneur est axée sur l'écologie dans son rapport avec le temps et le politique. Aborder l'action politique par le biais de la question du temps et de sa relation à l'environnement permet de soulever de nombreuses difficultés qu'il est impossible ici de recenser intégralement. Nous avons essayé de les regrouper et de les reformuler.

La première difficulté est celle de la divergence des formes de temps, c'est-à-dire des références des acteurs dans leur représentation du temps, selon le point de vue et l'intérêt immédiat. Un exposé plus systématique des présupposés, qui se cachent derrière la divergence des temps, sera repris un peu plus loin, au cours de ce séminaire. Ainsi, présente Gérard Jadoul, la gestion d'une forêt publique (il cite l'exemple du Massif forestier de Saint Hubert, en Belgique dans la Province du Luxembourg) sera-t-elle envisagée à plus ou moins long terme selon que l'on est agronome soucieux de la croissance d'une espèce, propriétaire privé ou public, élu communal attentif aux prochaines élections, chasseur, responsable d'un office du tourisme ou simple promeneur. Trouver des critères communs d'action s'avère être un des problèmes clés du développement durable. Gérard Jadoul rappelle dans cette même ligne les difficultés liées à l'organisation des administrations par rapport aux disponibilités des citoyens.

D'autres anecdotes ont été avancées dans le même sens tout au long de ce séminaire. La décision d'un drainage dans un camping d'un village générera des problèmes d'eau dans cent ans. Pour régler

des problèmes d'environnement, on préférera engager un agronome plutôt qu'un biologiste, car le premier a en mains des applications immédiates.

Autre anecdote, à échelle mondiale, la comparaison, qui sert parfois d'argument au déboisement incontrôlé, entre le déboisement accéléré de certains pays du monde par rapport au déboisement parfois beaucoup plus intense au Moyen Âge, n'est pas valide. Au Moyen Âge, de nombreux facteurs permettaient la reconstitution des écosystèmes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Jean-Yves Saliez, de l'Université catholique de Louvain, reprend l'analyse des représentations du temps de manière plus philosophique. Quatre grands schémas de la conception de l'univers ont traversé l'histoire et structurent l'arrière-pensée de chacun des acteurs. L'univers « naturiciste » est l'univers stable, immuable, qualitatif au sein duquel l'homme est un élément de la nature. Il peut utiliser la nature, mais pas à l'infini, puisqu'il en fait partie. L'univers « mécaniciste » est un monde découpé, sans perspective globale, dans lequel il n'y a aucun risque et aucune probabilité. L'homme y est étranger et peut le manipuler à sa guise. L'univers « thermodynamique » est celui de la contrainte écologique (dégradation irréductible de l'environnement), et il a été exploité économiquement pour restreindre le développement dans le cadre de la « croissance zéro ». L'univers « du vivant » est celui des approches systémiques, de la théorie de l'information. La sphère économique est considérée comme un être vivant. Ici, le risque et la co-évolution sont au centre de la représentation : la Terre est en évolution permanente avec les humains.

On doit accepter que les mentalités et les cadres conceptuels influencent la capacité des acteurs politiques et des citoyens à définir les critères d'action. Et, sur ce plan, il semble que les différents modèles de l'« univers du vivant » constituent un cadre pertinent. En effet, l'univers du vivant est probabiliste et laisse par conséquent une marge à l'imprévisible et à la capacité de l'homme d'y agir. Il prend également en compte l'interaction entre l'homme et son environnement et l'on sait aujourd'hui qu'une écologie réaliste inclut l'homme dans l'éco-système. Les modèles de l'univers du vivant permettent donc d'envisager un « éco-développement », une évolution dépendant tout à la fois de la nature, des comportements humains et de leurs influences réciproques.

Un deuxième ensemble de difficultés à surmonter est celui de la mobilisation de l'opinion publique, et plus largement celui de la sensibilisation de tous les acteurs. Il semble aujourd'hui que tout le monde prend conscience de l'impact de l'augmentation de la population sur l'avenir de la Planète. Mais pour percevoir concrètement les dangers,

cette opinion paraît avoir besoin de crises graves, comme ce fut le cas de la dioxine, ou l'épreuve d'une expérience personnelle directe. L'exemple donné par un participant est celui du cours d'eau, pour la dépollution à laquelle s'engagent des riverains, car ils l'ont connu propre étant enfant. La difficulté est accrue par le décalage qui peut exister entre aspirations affichées et comportements réels, et qui dévoile aussi la juxtaposition d'intérêts contradictoires au sein d'une même personne. Ainsi est évoqué le cas de ce chef d'entreprise qui contribue à la pollution par son activité, et qui la déplore, voire la combat en tant que citoyen, parce que la maison de campagne de ses parents est située au bord de la rivière.

Sans s'arrêter à des cas aussi précis, nous observons que chacun d'entre nous connaît les problèmes du climat, mais continue d'utiliser sa voiture.

Au cours de la réflexion, le débat s'est orienté un certain temps autour de l'identité du monde enseignant, débat important puisque la mobilisation de l'opinion publique et le changement de mentalité passent aussi par la sensibilisation des prochaines générations. Or là, de plus en plus, est ressenti le décalage entre les exigences de rentabilité immédiate et la nécessité pour les élèves d'apprendre à penser et préparer le long terme. Or, que signifie la rentabilité dans ce cas précis ? Dans l'éducation permanente et la formation continue, il est demandé aux formateurs de rendre des comptes le plus vite possible avec des directions, sans savoir où cela va aboutir. La « science appliquée » semble prendre du poids par rapport aux deux faces de l'action : d'un côté, la recherche, comme cela a déjà été dit, d'un autre la pratique de terrain. Ainsi par exemple, les psycho-pédagogues imposent leurs présupposés et disqualifient les enseignants.

Il faut enfin compter avec le poids de l'urgence dans l'action. Qu'il s'agisse des décisions de financement des programmes de recherche, d'engagement international ou de formation, beaucoup ont le sentiment que seule compte l'urgence. De plus, les cycles se raccourcissent, la mode s'accélère... au point que l'une des intervenantes s'est demandé si cette accélération n'allait pas aboutir finalement à un effondrement général.

Un participant a émis l'idée selon laquelle les performances devaient forcément s'arrêter un jour, que jamais l'homme ne dépasserait une certaine limite pour courir le cent mètres. Mais il a été fait remarquer que c'est la finesse d'analyse technique qui s'améliorait en même temps. On mesure au dixième, puis au centième de seconde et demain au millième. L'accélération dans l'action est liée au développement technologique, ce qui donne de l'argumentation à la pression de l'urgence.

Mais sans aller jusque là, le poids de l'urgence valorise les réactions immédiates par rapport à la réflexion dans la durée. L'exemple le plus significatif donné est celui, dans le cadre du développement, du décalage entre l'action des «humanitaires» et leur côté spectaculaire, et celui du développement structurel à long terme. Il a été remarqué qu'un milliard de francs belges ont ainsi été ramassés en une soirée pour le Kosovo, alors que le CNCND ne recueille que 30 millions de francs belges en une année. L'humanitaire affectif semble prendre le pas sur un développement réfléchi.

Le point discuté le plus sensible est celui de la rentabilité immédiate d'une recherche appliquée face à la rentabilité aléatoire d'une recherche fondamentale. Or, la recherche fondamentale permet le développement de l'imagination qui ouvrirait des solutions non visibles à première vue. Toutefois, l'un des participants, reconnaissant jouer l'avocat du diable, rappelle que le formidable développement de la recherche fondamentale a été lié à une croissance économique facile. On est accoutumé à la recherche fondamentale, alors qu'aujourd'hui, l'état de crise change les données.

Comment est-il possible de rompre avec l'envahissement de l'urgence? Le prix à payer est-il celui d'une certaine marginalité? La marginalité est un danger, elle n'est pas crédible. Or, rester dans le système est tout aussi périlleux. Il s'avère par conséquent nécessaire de promouvoir un tiers secteur. Les marginaux, regroupés, ne peuvent-ils amorcer des changements plus structurels? L'«économie sociale» n'était-elle pas le fait d'originaux il y a 20 ans encore? Aujourd'hui, en Belgique, plus de 200 entreprises se recommandent de l'économie sociale.

Le problème de l'urgence de l'action ramène par ailleurs au problème plus général de la contrainte économique. Pour une action durable, de même que pour l'engagement citoyen de chacun, il faut des moyens. Et l'argent consacré là ne le sera donc pas ailleurs. Dès lors, peut-on exiger inconditionnellement que soient accordés des moyens? Doit-on lutter contre l'intégration de cette contrainte, jusque dans l'esprit des responsables de projets sociaux et culturels? Ou faut-il au contraire être prudent, et reconnaître une certaine légitimité à la contrainte? L'argent, comme toutes les ressources, aurait une rareté. À nous de la gérer intelligemment.

Pour terminer, en retournant à la question du rapport entre le politique, le temps et l'environnement, évoquons l'exemple de la relation Nord-Sud. Il y a là un gouffre entre ceux qui savent (ou sont censés savoir, à l'école du blanc) et ceux qui ne savent pas. Le développement ressemble souvent à un mal-développement. Or, fait remarquer un participant, le «temps du sud» n'est pas la rentabilité, mais c'est un

temps «relationnel». Il est alternatif au slogan «le temps, c'est de l'argent». Cette conception du temps est beaucoup plus proche de la représentation du «vivant» que les animateurs de ce séminaire ont essayé de promouvoir.

Et l'espoir peut rester de mise. En effet, en Mauritanie, le Parlement a refusé un projet touristique, rentable, car les parlementaires ont vu les effets négatifs à long terme de ce projet sur le paysage, la flore et la faune.

Troisième partie

Rencontrer le temps

Joël Van Cauter

Pour mieux prendre en compte le développement durable et la durée dans l'action politique, trois pistes peuvent être envisagées.

La première consiste à développer des lieux où l'on peut prendre le temps et échanger les expériences : des espaces verts gérés collectivement, des logements sociaux intergénérationnels, des ateliers d'artistes collectifs, des maisons du savoir, des haltes-garderies organisées par des aînés bénévoles...

La deuxième consiste à lever les obstacles à la participation de tous à la vie collective, y compris ceux dont le rythme est peu pris en considération. Entre autres obstacles : les autorisations nécessaires pour les bénévoles chômeurs ou (pré)retraités, la multiplicité de statuts sociaux et fiscaux, la TVA non différenciée selon la « valeur humaine ajoutée » dans la production, la suspicion à l'égard des Systèmes d'échanges locaux...

Enfin, une troisième piste est de travailler sur les conditions de possibilité d'une concordance des temps.

Condition de possibilité en temps : crédits d'heures sous forme de congés facilités pour la formation, l'engagement politique ou citoyen, la vie familiale, des projets personnels... ; étalement de la formation tout au long de la vie plutôt que concentration en quelques années ; réaménagement du temps de scolarité, en permettant plus de temps dont les élèves seraient responsables...

Condition de possibilité en argent : banque d'investissement social, taxe Tobin...

Enfin condition de possibilité en intelligence : application du principe de précaution et, plus largement, inscription du temps au cœur des lois, définition de critères d'action communs, prise en compte du développement durable dans la définition des recherches universitaires...

Si le temps est fondamental pour l'homme, s'il est, comme l'espace, un cadre dans lequel une communauté peut vivre et se développer, bien ou mal, la durée et l'événement doivent être pris en compte dans l'action politique. Donc, dans des mesures concrètes.

Toutes ces mesures devraient permettre de garantir une temporalité susceptible de nouer le lien social et de nourrir l'épanouissement individuel. Il est donc question de responsabilité, de partage, d'intégration, de participation...

Pour avancer sur le terrain de la pratique, au terme du processus de réflexion, l'interrogation générale directrice de toute la démarche, « qu'est-ce qui fait obstacle à la concordance des temps différents ? », a été reformulée de façon plus empirique : « qu'est ce qui fait obstacle aujourd'hui, concrètement, à ce que le temps disponible puisse être bien utilisé et vécu ? »

La question a donc été posée du point de vue de l'individu, en réponse à la difficulté initiale, initiatrice, ce « mal au temps » contemporain. Les idées pratiques peuvent être regroupées selon trois pistes d'action : le développement de lieux d'échanges et de mûrissement, la levée des obstacles, et le travail sur les conditions de possibilité.

Des lieux d'échange et de mûrissement

Si une cause majeure du « mal au temps » réside dans la séparation des rythmes, une réponse se trouve dans le développement de lieux communs, où les personnes vivant à des rythmes différents peuvent se retrouver et échanger. De façon plus particulière, puisqu'il semble que le rythme rapide soit souvent vécu comme une contrainte, une réponse à cette douleur pourrait être le *développement de lieux où « prendre le temps »*.

Un phénomène qui indique assurément le besoin de tels lieux est l'explosion, en France, des jardins ouvriers. Ces jardins, souvent établis en bordures de villes, sont longtemps tombés en désuétude, entretenus seulement par quelques vieux bucoliques. On assiste aujourd'hui à une revitalisation de ces endroits. Non seulement on y retrouve des personnes de tous âges, mais on voit s'y développer des logiques d'échange, de partage, voire de citoyenneté qui peuvent rap-

perler les dynamiques des comités de quartiers. De plus, et ce n'est pas le moindre des intérêts, l'activité est indissociable du rythme de la nature, du mûrissement selon ses cycles. On peut penser que l'appréhension de ces derniers est indispensable à l'équilibre, à l'acceptation de l'évolution et de la mort, donc au bonheur. Or, dans une société de plus en plus urbanisée, cette perception des cycles naturels devient difficile.

L'exemple français n'est pas transposable tel quel à notre pays, où la structure des villes est différente et où les espaces verts sont relativement nombreux. Mais pourquoi ne pas partir de cette aspiration à la rencontre entre rythmes pour développer une gestion plus participative des espaces verts ?

Cette question ouvre en fait toute celle de la participation politique et du rythme électoral. L'engagement se réduit-il à un vote, une fois tous les quatre, cinq ou six ans ? Certainement pas. Mais ne faut-il pas, alors, repenser la participation en se demandant comment trouver un rythme adéquat à la vie démocratique ?

Un autre exemple frappant de l'attente par rapport à la rencontre de personnes vivant à des allures différentes est l'intérêt porté aux projets intergénérationnels. Lorsque des retraités prennent en charge une école de devoirs, non seulement des enfants dont les parents « n'ont pas le temps » bénéficient d'une attention particulière, mais en plus un temps qui serait socialement perdu est réintégré au bénéfice de la collectivité.

On ne peut donc qu'approuver et encourager l'initiative commune de la Ligue des familles et du fonds wallon pour le Logement Social en vue d'aider au financement de logements sociaux intergénérationnels.

On pourrait multiplier les exemples de lieux existants, à créer et à développer : ateliers communs, d'artistes ou de loisirs, maisons du savoir, haltes-garderies gérés par des bénévoles. Tous indiqueraient le même souci : favoriser la rencontre, l'enrichissement réciproque d'existences aux rythmes différents et la participation de temps aujourd'hui hors-jeu.

Lever les obstacles

Si les rythmes sont parallèles et si des temps ou capacités sont hors-jeu, cela tient sans doute à des phénomènes sociologiques et psychologiques. Mais cela tient aussi à des obstacles très concrets. Qu'ils soient d'ordre législatif, administratif ou contractuel, ils compliquent l'émergence de temps non contraint dans les secteurs publics et privés.

Un exemple frappant est la limitation de l'activité bénévole des chômeurs ou des retraités.

On s'accorde généralement à reconnaître que la capacité à retrouver du travail tient pour partie au dynamisme de la personne qui en cherche et au réseau de connaissances qui pourra lui glisser des informations pertinentes. Pourtant, lorsqu'une personne qui a perdu un emploi veut rester en activité en mettant bénévolement ses capacités au service d'un projet, elle doit d'abord demander une autorisation écrite à l'Onem. Il en va de même des préretraités. Même les retraités doivent, officiellement, déclarer leur engagement à l'Office des Pensions.

Autrement dit, on peut parier que la société dans son ensemble gagnerait à ce que des personnes puissent plus massivement développer une activité hors des circuits de l'emploi. Outre l'intérêt pratique des biens et services produits, cela entraînerait probablement une évolution de la mentalité. Aujourd'hui une perception domine : activité = emploi = efficacité = vitesse = rentabilité. Certes il y a de nombreux métiers, notamment dans le secteur social, qui en théorie ne se situent pas dans le cadre de cette équation. Mais, en pratique « Lever les obstacles » à l'activité que rencontrent des personnes qui ne souscrivent plus à ce schéma, de gré ou de force, modifierait sans conteste le rapport à l'activité et le rythme de celle-ci.

Cela permettrait peut-être d'amorcer le passage d'une société encore fortement basée sur une intégration par le travail, qui ne concerne pourtant plus qu'une petite partie de la vie, à une société de la participation de chacun.

Un autre exemple d'obstacle concret à la concordance des temps est la diversité des statuts et les rigidités dans le passage de l'un à l'autre : employé, ouvrier, indépendant, prépensionné, chômeur, pensionné, femme (ou homme) au foyer, tous ces statuts ont leurs règles, leurs systèmes de paiement, d'assurance. Passer de l'un à l'autre est souvent compliqué, parfois franchement pénible et injuste. Cette complexité ne pousse pas les individus, au cours d'une existence, à oser des aventures. En Belgique, créer une entreprise, prendre un temps pour élever ses enfants, pour tenter une démarche artistique, scientifique, peut relever de l'exploit prométhéen. Toute l'organisation administrative semble faite pour empêcher les citoyens de sortir des sentiers habituels. Comment s'étonner alors qu'ils aient le sentiment d'étouffer et de vivre à un rythme contraint ? Pourquoi ne pas avancer vers l'harmonisation des statuts et, dans un premier temps, faciliter et généraliser le statut d'indépendant à titre complémentaire.

Les obstacles évoqués ici sont relativement simples. Mais on pourrait réfléchir aux moyens de lever des difficultés plus subtiles. Ainsi le

développement des Systèmes d'Échanges Locaux ne pourrait-il répondre aux manques de solvabilité qui font obstacle aux échanges ? Un label, voire une TVA différenciée favorable aux produits à « Valeur humaine ajoutée » ne réduiraient-ils pas la difficulté liée au *dumping* social ?

Une fois encore, la logique de réflexion et d'action a une racine commune : le souci de permettre au temps humain, bien vécu et enrichissant de trouver une place plus importante dans la société.

Les conditions de possibilité

Une troisième piste pour répondre à ce souci serait, non plus de lever des obstacles, mais de travailler activement au développement des conditions de possibilité de la concordance des temps. Les conditions de possibilités peuvent être pratiques, en temps ou en argent, mais aussi intellectuelles.

Notamment en raison de la multiplicité de statuts, il n'est pas facile de prendre des respirations au cours de sa vie professionnelle. Certaines formules existent pourtant, comme par exemple les *congés politiques* dans l'administration. En suivant la logique de ces congés, ne serait-il pas possible d'élargir la formule ? En pratique, les conditions de possibilité de vivre autre chose, ou autrement, seraient offertes sous forme de temps.

Des crédits d'heures pourraient être généralisés dans tous les secteurs professionnels. Bien sûr, reste à savoir sous quelles formes, payés par qui. Mais ne devrait-on pas se dire qu'un parent a droit à une mise en disponibilité de son emploi pour accompagner les premières semaines de son enfant, se dire qu'aucun citoyen ne peut être empêché de participer à la vie politique pour des raisons professionnelles ou économiques, que toute personne doit pouvoir trouver le temps de se former, quel que soit son âge ? Bref que chacun doit pouvoir se créer des respirations sans risquer de perdre ce qui a habituellement garanti son équilibre ? Ne peut-on envisager de développer des formules plus audacieuses que ce qui parfois existe en matière de congé parental, formation, citoyen, pour projet personnel ? La formule 1/5 d'André Gorz pourrait être une base de réflexion : un jour sur cinq, ou une semaine, un mois, une année sur cinq pour faire autre chose que son activité habituelle.

Cela, sans aucun doute, déboucherait sur des actions favorables à l'intégration de rythmes de vies variés et complémentaires.

Toujours en ce qui concerne le temps, ne pourrait-on réfléchir au temps d'apprentissage ? Pour l'enfant, penser à lui redonner du temps non contraint dans le cadre scolaire ? Pour l'adulte, élargir, comme

cela s'amorce, le temps de la formation au-delà de la période d'études de jeunesse ?

Dans le cadre de la vie professionnelle, la question du temps disponible et celle de son financement sont souvent connexes. Les entreprises privées qui financent des unités de recherche et développement, ou plus généralement des investissements qui ne seront rentables qu'après quelques années le savent.

Dans le secteur non-marchand, les projets sociaux ont fréquemment des difficultés d'accès au financement. Car, une fois opérationnels, ils ne seront pas financièrement rentables. Bien sûr il existe déjà une infinité de systèmes de subsidiation des associations, par exemple. Mais la complexité même de ces systèmes, et souvent leur partialité, décourage. Dans la mesure où les projets sociaux sont pour partie à l'abri des contraintes liées à la compétitivité et au profit, souvent vécues comme exclusives d'un temps bien vécu, pourquoi ne pas réfléchir à la mise en place de véritables banques d'investissement social ? Rigoureuses, travaillant selon des critères d'évaluation prenant en compte aussi bien l'intention que les résultats attendus, on peut penser qu'elles stimuleraient le développement de projets qui prennent, et donnent le temps.

À un niveau plus macroscopique, on ne peut que soutenir le projet de la *Taxe Tobin* : en taxant la spéculation, via les transactions internationales, on récupère de l'argent du court terme que l'on peut, ensuite, investir dans des projets à long terme. La mise en place d'une sécurité sociale mondiale ou une meilleure protection de l'environnement, par exemple, pourraient être financés par ce biais.

Enfin, une meilleure prise en compte de la durée dans la vie de chacun et dans la vie collective passe aussi par les mentalités et productions intellectuelles.

Agir dans la durée, aujourd'hui, signifie agir dans un système complexe : par sa dimension spatiale, puisque le monde est devenu un village interactif, et par sa dimension temporelle, puisque nos choix techniques nous engagent parfois pour des siècles.

Si une règle indispensable comme le principe de précaution entre dans le droit, par exemple à l'article 130R du traité de l'Union européenne, il reste néanmoins un énorme travail pour définir des critères d'action communs. Les traditions et les histoires diverses imposent en effet de s'accorder, comme c'est le cas au niveau du droit avec les Déclarations, Conventions et Traités internationaux, sur des critères moraux et politiques.

Le droit est un champ d'action important. Par exemple, la discrimination positive en faveur des catégories sociales ayant subi des préjudices par le passé, la définition de règles ou crimes imprescriptibles

indiquent d'ailleurs qu'il est possible de situer le droit au cœur de la règle.

On peut espérer qu'une meilleure prise en compte du développement durable dans la définition et le financement des recherches ouvrirait les esprits. Il est va de même d'une meilleure production de récits permettant de comprendre le chemin hasardeux de l'innovation.

Car découvrir est une aventure.

Et quoi, mieux que le récit de l'aventure, peut en donner le goût ?

Conclusion

Joël Van Cauter

« Quel est le rapport entre temps et développement durable ? »

Approfondir cette question et en dégager des pistes utiles pour une action politique : tel était l'objectif de notre réflexion, étalée sur plusieurs années, et que ces pages ont voulu faire partager.

Au terme provisoire de cette démarche, peut-on s'estimer satisfait ?

Oui, et non.

Oui.

D'abord, parce que les contributions ont été nombreuses, toujours passionnées et souvent passionnantes. À chaque rencontre, la participation était importante. La problématique, assurément, n'a donc pas laissé indifférent. Ensuite et surtout, parce qu'un travail intellectuel a pu progresser et que des expériences ont été échangées.

Pourtant, il laissera sans doute aussi un goût de trop peu, ou amer.

En effet, nous ne nous sommes pas départis d'un paradoxe. Bon nombre de participants se sont plaints d'un rythme de vie trop rapide, de la pression d'une logique de l'urgence, de l'efficacité.

Pourtant le temps contraint, par le travail, par les tâches ménagères, n'a cessé de diminuer.

Pourtant, les investissements technologiques sont de plus en plus grands et il faut des années, parfois des décennies pour mener à bien les projets.

Pourtant jamais on n'a vu une telle vitalité associative, tant de recherches personnelles et de projets de vie originaux, un tel souci de sens.

D'aucuns répondent alors que plus de temps non contraint ne signifie pas plus de temps libre. Que ce qui prend du temps n'est pas forcément lent. Certes. On peut prendre les réponses au sérieux, et se dire qu'il faut les approfondir. On peut aussi être plus (auto) critique, et se demander s'il n'y a pas, pour partie, un décalage entre la réalité et sa perception. Incontestablement, il faut progresser dans la prise en considération du long terme dans l'action politique.

Mais n'y a-t-il pas une perception exacerbée, et excessive, du problème ? N'avons-nous pas, chacun, tendance à vouloir occulter la dimension tragique de l'existence ? Les vieux Grecs, auxquels il a plus d'une fois été fait référence, ne nous ont-ils pas appris que le conflit est essentiel à la vie. Oui, les temps coexistent ; cela peut-être douloureux. N'y a-t-il pas, dans l'espoir de supprimer cette tension, une volonté de « pureté dangereuse », aussi suspecte que le désir d'éternité plusieurs fois dénoncé ?

On pourrait alors, plus radicalement, se demander si le mythe d'Eurydice n'est pas aussi parlant que celui de Kronos. S'interroger sur le temps en politique, n'est-ce pas descendre chercher son bonheur dans les enfers. Orphée, ramenant Eurydice de la mort, n'a pu s'empêcher, contre l'ordre des dieux, de la regarder. Dès lors, il l'a perdue. Les questions politiques ne portent-elles pas aujourd'hui sur les conditions concrètes du respect de l'individu et du vivant, de la solidarité, de la démocratie même ?

Peut-on regarder de face la question du temps en politique ?

Le meilleur du travail accompli laisse espérer que oui.

Mais reste, alors, à poursuivre le mûrissement...

Postface

en vue d'une ouverture vers une méthodologie et des propositions d'action

Nicolas de Rauglaudre

Les lignes qui suivent ont pour ambition d'enregistrer les acquis du document présent, d'ajouter quelques réflexions liées à un regard extérieur et étranger au processus et au lieu où il s'est construit, et d'ouvrir l'ensemble des interrogations sur le temps et la durée vers un futur ensemble de propositions concrètes, rédigé par ailleurs⁹. Un mûrissement, pour reprendre les derniers propos de la conclusion. Le lecteur y lira par conséquent à la fois un ancrage, une exploration, une distance et parfois quelques compléments critiques par rapport aux résultats précédents.

Le premier constat, qui s'impose à la lecture du document, établit que les questions du temps qui passe, celles de prendre le temps ou de penser le temps et la durée, sont devenues une préoccupation universelle. Rappelons quelques exemples : l'infirmière ou l'aide-soignante n'ont pas assez de temps à consacrer auprès du malade, ce qui devrait être le temps le plus important ; l'horaire et les programmes des élèves à l'école sont rigidelement ficelés pendant que l'enseignant, pourtant chargé de temps libre, n'en finit pas de manœuvrer ses exigences pédagogiques et éducatives face à cette rigidité ; le forestier est tiraillé entre la nécessité de la durée de ses plantations et les exigences économiques de son métier ; l'ouvrier de production ou le serveur de Mac Donald's sont comprimés par un minutage quasi policier des temps de travail, pendant que l'hypocrisie publicitaire invite le consommateur

teur au contraire dans ce même Mac Donald's à gagner un temps bienfaisant. Les tentatives politiques pour réduire le temps ou aménager l'environnement du travail semblent déplacer des problèmes. Productivité, concentration et rentabilité restent les axes majeurs, au détriment de l'humanisation des activités. Les hommes politiques, de leur côté, sont dépendants des échéances électorales ou des budgets et ne savent pas prendre le temps nécessaire pour penser globalement les conséquences à moyen et long terme de leurs décisions. De leur côté, nombre d'administrations gèrent leur train-train quotidien, sans réel objectif global.

La question de la gestion du temps touche aussi bien sûr la vie personnelle et privée. Dans la plupart des nations développées, les jeunes parents sont fréquemment obligés de travailler à deux, à plein temps, pour maintenir un niveau de vie décent qui permette d'élever les enfants, lesquels enfants sont ballottés de la crèche ou de la nounou à la maison, puis chez les grands-parents, puis d'une activité sportive à un apprentissage artistique, puis à l'école, ou laissés à l'abandon devant des émissions de télévision débilantes ou des jeux informatiques peu constructifs. Les personnes du troisième âge semblent-elles disposer de plus de temps? Erreur. Malheureusement, elles ne peuvent l'utiliser, par contrainte sociale – disjonction des espaces et temps de rencontre –, pour rencontrer les autres classes d'âge. Elles sont fréquemment et brutalement coupées de leur ancienne profession. Réciproquement, elles se plaignent que leurs enfants ne leur rendent pas visite. Le paradoxe est le fait qu'on leur confie la garde des petits-enfants ou la veille des arrière-grands-parents. Nous avons vu comment l'éclatement des activités, effet indirect de la parcellisation du temps et de l'espace social, est aussi un éclatement des tranches d'âge. La tyrannie du temps devient une explosion de l'espace de vie et donc de l'homme lui-même.

L'autre aspect de la question, en effet, est celui de la durée, ce temps qui, croit-on, semble se dérouler continûment au rythme imposé par la technocratie ambiante... Le développement durable est à la mode. De grandes entreprises se servent du slogan «développement durable» comme armature de leur publicité pour inviter les consommateurs à leur faire confiance, par contraste avec des politiques ou des responsables économiques qui ne calculent qu'à court terme. D'autres sont agacés de l'association qualitative «développement» et «durée», et craignent, souvent à juste titre, que le développement technocratique irréflecti trouve dans cette idée le moyen de prolonger des états de fait catastrophiques pour la Planète, de l'écologie naturelle et sociale à l'occidentalisation à outrance des autres cultures. Ces représentations du durable apparaissent ainsi comme des

déterminismes cachés. Le lecteur aura compris que le travail réalisé ici ne relève pas de ce type de développement durable, strictement intéressé d'un point de vue productiviste, ou complice de présupposés utopistes et occultes. C'est la raison pour laquelle il a parfois été préféré, dans l'entourage des intervenants divers, la notion de «développement soutenable». Le développement durable, parce qu'autour de lui se multiplient les interprétations et les ramifications, doit par conséquent être explicité à travers ce que le travail présenté ici a tenté de dire : une durée au service de l'humanisation, du progrès de l'homme, déclinée dans toutes les dimensions où femmes et hommes peuvent se réaliser et construire un monde toujours plus vivable.

Rappel des fils conducteurs proposés dans l'introduction

Quelles pistes concrètes permettraient de mettre le développement durable ou «soutenable» en œuvre, sans tomber dans les caricatures et les ersatz cités plus haut, ni faire de l'anti-développement primaire. Il existe en effet un discours qui s'oppose au développement au nom d'un faux respect culturel ou social qui ressemble parfois à l'attitude du visiteur d'un parc zoologique (les enclos des animaux correspondant bien sûr analogiquement aux autres cultures ou milieux sociaux). Mettre en œuvre le développement durable exige que l'homme, dans son identité la plus spécifique comme dans sa concrétude sociale et naturelle, reste le centre de perspective et l'objectif premier de la réflexion et des projets d'action. Rappelons ici les quatre fils conducteurs, devenus maintenant axes de lecture proposés dans l'introduction et que l'on peut voir traverser l'ensemble du travail présent. La relecture de ces quatre axes peut servir de grille méthodologique, de présupposé intellectuel et pragmatique pour les pistes concrètes d'action proposées plus loin.

Premier de ces axes, le développement durable est d'abord *affaire de vouloir et de désir*. Or, il n'y a pas de désir sans rappel critique, puis herméneutique de la mémoire, c'est-à-dire un réveil, actualisé bien sûr, de ce qui a été réalisé par les générations précédentes. De ce réveil, surgiront des pistes importantes pour l'ensemble de la réflexion : le lien entre générations d'une part, cette obsédante inter-générationnalité présente tout au long du document et si absente de nos sociétés occidentales, à la différence de nombreuses autres sphères culturelles ; le dialogue interculturel respectueux et fécond d'autre part, c'est-à-dire un dialogue qui ne se réduise pas à une simple juxtaposition ou comparaison d'expériences diverses. Dans l'axe du désir du développement durable, il doit apparaître que ce désir n'est pas simple affaire

d'émotion éphémère (même s'il commence souvent ainsi), mais de raison et de créativité. L'un des participants des séminaires a rappelé que l'extrême droite se nourrit de la nostalgie du retour à un temps idéalisé, désir illusoire. Tout pédagogue sait aussi que l'absence du désir est liée soit à l'ignorance, soit à la fermeture d'un espace sur lui-même (une chose connue cesse d'intéresser, disait Nietzsche). La rencontre critique des acquis (réussites et échecs), des contraintes et du jeu dans les rouages, est une source d'interrogations et donc d'excitations intellectuelles, pratiques et politiques. La lutte contre les peurs et les attitudes déterministes doit rester, dans cette optique, une préoccupation incessante.

Le second axe, l'importance de *positionner le présent comme présence, comme relecture de l'histoire et des structures acquises et comme lieu où se forgent les potentialités de l'avenir*, permet d'épaissir la vision mécaniste et technologique d'un présent réduit à l'instant fuyant. À partir du moment où la durée est pensée non plus comme une simple continuité abstraite, mais comme un lieu où se rencontrent et se fécondent réalisations et potentialités, notre possibilité de saisie du temps est transformée: le temps prend sens, c'est-à-dire qu'il ouvre des directions et des horizons que chacun, à l'échelle individuelle, à l'échelle socio-économique, à l'échelle politique, à l'échelle culturelle, peut s'approprier. Il relie aussi les expériences locales et singulières au langage. L'instant présent ne tyrannise plus, mais se densifie et devient lieu d'humanisation. Il n'interdit pas l'éphémère, loin de là, mais le charge de singularité et de signification... et parfois de rupture d'un quotidien morne et déterminé.

Allons plus loin encore. Le troisième axe, lié au second dans la mesure où le temps devient porteur de sens et n'apparaît plus comme un lieu de fuite, est *l'état de veille permanente à l'égard des événements imprévisibles ou émergents qui peuvent intervenir au cours d'un processus*. Le développement durable n'est pas simple affaire de prévision rationnelle, c'est-à-dire de temps spatialisé, mais d'écoute permanente du monde qui nous entoure. Cela signifie dialogue, réinterprétation régulière des processus engagés, des projets en cours, de leur pertinence selon les lieux de stabilité et parfois de crise. De nombreux analystes sociaux estiment que la caractéristique du siècle qui a fini et du nouveau qui commence est l'état de crise permanente, c'est-à-dire une situation où les flux d'énergie (au sens large) et d'information (restructurantes ou déstabilisantes) traversent tous les systèmes. On pourrait se contenter de cet état de fait et gérer les affaires courantes à la petite semaine. Mais alors le développement durable devient absurde et impossible. L'éducation méthodologique doit donc être encouragée dans le sens d'une activité de veille persistante aux

événements susceptibles de consolider ou de faire bifurquer un projet en cours vers des lieux plus stables et plus performants.

Enfin, comme quatrième axe méthodologique, il faut garder à l'esprit la nécessité de *la mise en œuvre de la concordance des temps*. Chaque activité, que ce soient le travail, les loisirs, la vie privée et associative, qu'il s'agisse de l'organisation et du fonctionnement des entités et systèmes socio-économiques, de la vie politique, des échanges culturels, ou de l'aire médiatique, est l'ouverture d'un chemin où se nouent de multiples temporalités. Par exemple, dans l'espace économique, certaines temporalités peuvent être profondément frustrées (temps subjectifs, temps du corps, temps de la nature), d'autres hypertrophiées (temps technologiques, durée des budgets). Ailleurs, le temps des enfants n'est pas le même que celui du vieillard, ni celui de l'éducateur. Il a été évoqué aussi les temporalités culturelles, les exigences durables du Sud par rapport aux fluidités émotionnelles de certaines actions humanitaires. Il y a même simplement le temps inutile, le temps de l'ennui dont un nombre croissant de psychologues rappellent qu'il est indispensable pour le développement de la conscience de soi et de l'imaginaire. Tous ces temps doivent être pensés, analysés, puis synthétisés en fonction du domaine d'activité de telle sorte que chacun soit respecté du mieux qu'il peut.

Ceci dit, nous sommes maintenant armés pour proposer des premières pistes qui devraient mener à un programme de propositions concrètes. On se rappellera que les quatre axes précédents habitent chacune de ces pistes, selon des importances variables. Pour cette raison, les pages qui suivent mêlent idées générales, parfois convenues, et expériences singulières selon un ordre très souple. Elles devront être lues dans un esprit organique et non selon une méthode linéaire.

Temps et espace sociopolitique et éducatif

La première des pistes d'action concerne l'espace sociopolitique et législatif. Cet espace éclaire toutes les pistes qui suivent. Il a été évoqué la nécessité d'encourager tout ce qui peut permettre de libérer le temps, la réflexion et l'éveil du désir lié à l'expérience de la durée et de la mémoire : diminution ou réorganisation humanisante du temps de travail par exemple. On peut penser aussi à la gestion du temps démocratique, quand on connaît par exemple *la déconnexion rapide (et souvent inconsciente) de l'élu par rapport à ses électeurs ou même ses non électeurs, ou quand on relève l'absence de débat réel dans telle ou telle question de société ou d'écologie*, en raison de la pression des intérêts particuliers, de la revendication non débattue d'intérêt général ou

d'urgences qui auraient dû être prévues. Ne faut-il pas également y intégrer la gestion territoriale, comme le rappelle l'histoire du temps distribué entre le forestier, le chasseur, l'exploitant privé et l'office de tourisme, ou plus généralement la question de l'espace agricole soumis là aussi à des distributions arbitraires dirigées d'en haut, et peu soucieuses de la tradition ou de la culture d'un pays. Ce qui est vrai de l'espace agricole l'est aussi du secteur industriel ou commerçant.

Mais l'espace politique est aussi le lieu où se décide la transmission du savoir des anciens vers les jeunes. L'école est la première concernée. La dévalorisation de l'école est, entre autres raisons, due au décalage entre cycles hyper rapides des sociétés et nécessité d'une réflexion durable dans l'apprentissage des savoirs, des méthodes et dans la connaissance des autres. Le temps de l'école, morcelé entre disciplines et surchargé en contenu abstrait et anhistorique, est bloqué. Est-il adapté à l'inventivité nécessaire pour penser le développement et la durée? Quel temps y a-t-il pour une réflexion sur les processus d'apprentissage des enfants, sur la conscience politique et écologique, sur l'importance de l'expérience, des essais et erreurs, sur la nécessité de la réflexion, pour une réelle compréhension de la planète et des générations? De plus aujourd'hui, d'autres sources de transmission de l'information des anciens vers les jeunes sont également en jeu. L'intergénérationnalité n'est pas une simple affaire de rencontre polie et respectueuse entre générations, elle concerne et engage la nation entière, voire en ce début de siècle, la Planète entière à travers la transmission d'un héritage critique: elle se rattache au savoir technique, à la culture, à l'expérience, mais aussi à l'éthique et à l'écologie. Ceci renvoie à la responsabilité politique et non seulement aux acteurs pédagogiques et sociaux.

Toujours en ce qui concerne la responsabilité et l'autorité politique, il est nécessaire de se demander comment harmoniser le temps de la mondialisation, presque entièrement dominée par les grandes puissances financières et économiques, et celui des nations, régions, provinces, communes où les choix restent contraints par des exigences qui échappent aux responsables, fonctionnaires ou élus. Des lieux de décision politique réellement effectifs vont devenir nécessaires à l'échelle de la Planète, et même déjà à l'échelle des grandes aires pluri-nationales qui se bâtissent: communauté européenne par exemple. Des lois comme la « Taxe Tobin » sur les plus-values de la spéculation financière, très actualisée par l'analyse des événements de Manhattan en septembre 2001, ne seront efficaces que si elles sont acceptées par l'ensemble des nations ou au moins, dans un premier temps, par les nations les plus influentes et les plus riches. Dans la même ligne, le

« principe de précaution », attitude nécessaire devant le développement incontrôlé de la recherche scientifique, devant la pression économique, doit pouvoir devenir un réflexe obligatoire pour tous. Bien que cela n'ait pas été évoqué dans le document présent, l'auteur de ces lignes sait ce qu'il en est par exemple des enjeux écologiques et des risques que représente la réouverture du tunnel sous le Mont Blanc, entre l'Italie et la France. Un immense travail juridique pour coordonner et articuler les niveaux de décision, d'action et de respect des temps, s'impose. Les moyens actuels ne sont pas encore mis en œuvre.

La question du chômage n'est pas qu'un enjeu socio-économique. Elle est éminemment politique, comme le rappellent régulièrement les sondages d'opinion. Le paradoxe, c'est que le chômeur, déjà isolé du lieu essentiel d'intégration qu'est le travail, est aussi contraint administrativement à refuser les responsabilités bénévoles, dans les associations notamment, ou une activité libérale qui lui permettrait de se réinsérer dans de nouveaux réseaux. Or, la vie associative est un des lieux essentiels du tissage social, où non seulement les acteurs s'investissent avec leur cœur, mais encore où les générations et les cultures se croisent (un club sportif par exemple). Certes, le bénévolat pose encore d'autres problèmes, il crée parfois d'autres aliénations, mais il est souvent une expérience épanouissante pour des personnes isolées par la conjoncture économique. Quant à l'expérience libérale personnelle, soutenue par les pouvoirs publics, elle peut être extrêmement créative... Chacun connaît l'importance de la matière grise aujourd'hui.

La concordance des temps doit être à l'œuvre systématiquement dans les contrats territoriaux (contrat de rivière, de lac, d'aménagement urbain etc.), sans être soumise au diktat des seuls temps technologiques et financiers. Il a été évoqué les contradictions qui traversent même le citoyen individuel, dont la réaction se disjoint entre son activité de dirigeant ou de cadre d'une entreprise et son repos dans sa maison de campagne : sa rivière a changé. Le dialogue actif autour de la concordance des différents temps est, de ce point de vue, une éducation au temps du vivant, plusieurs fois évoqué dans le document, temps par excellence complexe et inventif, qui contraste avec toutes les autres temporalités : temps cyclique de la nature, temps déterministe et linéaire de la pensée mécanique, temps thermodynamique vers la mort. Il ne s'agit pas d'une simple méthode intellectuelle, car le travail sur la concordance des temps met en jeu le dialogue entre des représentations et des pratiques concrètes. Quel meilleur lieu que l'aire politique pour organiser la réflexion et la praxis sur cette méthode et ce travail ?

Temps et espace économique, médiatique, technique

La seconde des grandes pistes de propositions et d'actions, et intrinsèquement liée à l'aire politique, concerne l'espace socio-économique et le monde du travail. Le travail est, dans la société moderne, le lieu principal de cristallisation de l'insertion et de la reconnaissance sociale et politique. Cela a été évoqué à propos des chômeurs et des exclus.

Quand il n'est pas répétitif par nécessité, le monde du travail doit être humanisant. Reconnu dans sa praxis quotidienne, il pourrait être un lieu où se rencontrent créativité personnelle, organisation et synergie des acteurs, et interaction permanente entre contraintes, libertés et dialogue. Le cas de l'infirmière est éloquent : soigner un patient n'est pas réparer un fil électrique ou remplacer une puce électronique, mais le soin est une rencontre entre personnes, rencontre qui nécessite du temps et de la durée. La concordance des temps est particulièrement engagée dans ce cas concret. Elle l'est dans celui du forestier : celui-ci doit harmoniser durée de la nature, exigences de la productivité et le temps du goût dans son travail qui exige une attention soutenue. Toujours dans la même ligne, doit-on rappeler l'exemple donné du vendeur soumis à la rentabilité et qui découvre, pour pérenniser sa clientèle, qu'il doit se transformer en conseiller et se mettre à l'écoute de son client ? Le fameux « one to one ». Que doit-on en penser quand les consommateurs défilent à la queue leu leu aux caisses des supermarchés, sans jeter un regard à la caissière ? Vivement les cartes à puces, fait remarquer un participant d'un séminaire. Ce dernier exemple rebondit sur la question de la technologie et du machinisme : celui-ci peut être un atout dans certains cas, puisqu'il libère du travail répétitif et aliénant, mais un handicap dans d'autres cas (aspects écologiques par exemple, ou moyen détourné de ne pas payer des taxes sur les salaires, voire pour licencier à tour de bras).

L'univers des entreprises, des administrations ou des grands espaces commerciaux, géré avec des méthodes dites « scientifiques », prend de plus en plus conscience que les insomnies sont dues le plus souvent à des problèmes de communication, et non à des problèmes techniques. Le manque de temps pour traiter ces problèmes est flagrant et il n'est pas sûr, dans le cas présent, malgré l'acquis social incontestable qu'elle représente, que la diminution du temps de travail ne soit que positive, puisqu'elle contraint les entreprises à concentrer la production dans un temps plus court. Cela démontre que la mise en œuvre d'une décision politique comme celle de la réduction du temps de travail, aussi impérative soit-elle au regard des nécessités contemporaines, est plus complexe qu'on ne le pense. Le problème

de la gestion tumultueuse des situations humaines dans l'entreprise, voire plus largement dans l'environnement de l'entreprise, ne peut pas être traité uniquement sous l'angle de l'analyse rationnelle: elle exige le temps, la durée, le dialogue.

Autre aspect évoqué, la durée n'est-elle que le simple étalement d'un temps technique, comme par exemple l'est la décomposition, puis la distribution rationnelle, de toutes les configurations possibles d'un problème technologique. Il est certain que construire une autoroute, une ligne de TGV, un avion nouveau, un barrage demande du temps et de la durée. La recherche sur la fusion nucléaire est une affaire de plusieurs décennies. Mais il s'agit là d'une durée déterminée par les contraintes liées à la pertinence commerciale, à la sécurité et à la performance du projet. Les impacts sur l'environnement social et naturel, voire culturel, le temps de la réflexion critique et créative et tous ces temps insaisissables, sont la plupart du temps laissés dans l'ombre, même s'il faut reconnaître que des progrès ont été réalisés ces dernières années dans ce sens. Il a été rappelé dans le document que le développement durable, conçu comme simple déroulement d'un programme technologique, peut apparaître en fait comme un déterminisme qui se cache et qui, de ce point de vue, peut être très déshumanisant. Apprendre à penser la durée de telle sorte qu'elle ne soit pas une simple continuité exige une prise de conscience et des formations solides pour que l'argumentation soit persuasive et intégrale, auprès des décideurs.

La question de la formation est, semble-t-il, bien intégrée dans les grandes entreprises et les secteurs de pointe, auprès des dirigeants. Mais la formation reste au service de la productivité et se réduit de plus en plus à l'acquisition de techniques scientifiques ou de méthodes de management et de gestion du temps. Une formation orientée vers la réflexion, la signification locale et environnementale des activités de l'entreprise, vers le développement intellectuel et culturel du personnel, ou vers l'épanouissement affectif et psychologique des différents acteurs, est beaucoup moins pris en compte. Elle existe dans certaines entreprises, mais reste marginale. Le temps informel, celui qui a lieu autour de la machine à café par exemple, n'est pas véritablement réfléchi, alors qu'il peut être un lieu où des questions essentielles pour la vie de l'entreprise sont traitées. Quant à la question de l'avenir d'une entreprise ou d'un secteur à proprement parler, elle n'est traitée souvent qu'à très court terme, selon des critères unilatéraux, et ne fera jamais l'objet de formations et de débats de fond chez les intéressés eux-mêmes. Enfin on devrait pouvoir réfléchir à cette forme particulière de formation interne qu'est la transmission du savoir des aînés d'une entreprise, et peut-être même de celui des

retraités, aux nouvelles générations. Beaucoup d'entreprises ont perdu la mémoire en renvoyant de nombreux cadres et anciens en pré-retraite, au nom du renouvellement hâtif et peu réfléchi du personnel. Cela est valable aussi du tourbillon permanent des cadres dans les grandes entreprises, sous prétexte de nouveauté. Là aussi, des lieux de rencontre et de dialogue entre générations dans l'entreprise peuvent s'avérer être d'un bénéfice utile, au sens étroit et au sens large du terme, comme le cas cité d'EDF où les anciens transmettent leurs carnets d'adresses aux employés actuels.

Une question fondamentale est présente aujourd'hui, dans le cadre de l'accélération de la vie économique. C'est celui de la dépendance croissante de la production aux logiques financières. L'important est devenu la nécessité de dégager le plus vite possible des liquidités, de diminuer au maximum les stocks, de faire disparaître des savoirs expérimentés et moins rentables au profit de savoirs directement exploitables, c'est-à-dire efficaces à court terme. Dans cette logique, les choix des dirigeants d'entreprise, présidents, directeurs généraux, directeurs de production et directeurs commerciaux, sont subordonnés de plus en plus au bon vouloir des financiers, des comptables d'un côté, des actionnaires de l'autre. Il n'est pas besoin d'épilguer sur les dégâts humains d'une part, l'aveuglement managérial et politique d'autre part, que ces pratiques engendrent. Les aventures de telle grande entreprise internationale de produits laitiers, de telle société de distribution d'eau et de médias, de leur société mondiale d'audit financier et de leurs clients, sont présentes à tous les esprits. Un travail de longue haleine et acrobatique est nécessaire pour trouver les moyens de démontrer qu'une logique à long terme, plus globale et plus humaine, pourrait être plus « rentable »... ce qui nécessite de repenser les concepts d'efficacité, de rentabilité, de productivité. La créativité est nécessaire : plus un système est complexe, plus il est riche d'informations, meilleur cela est pour les personnes, les équipes, les communautés. Or, trouver des financements pour élaborer des projets nouveaux devient, dans la logique financière contemporaine, un parcours du combattant. L'économie solidaire a plusieurs fois été évoquée dans le document présent. Elle doit être encouragée du mieux qu'elle peut pour permettre à de jeunes entrepreneurs, de jeunes ou moins jeunes créateurs de s'ouvrir des horizons que certains s'interdisent de voir au nom de la rentabilité à court terme.

Le document invite aussi à une revisite des parcours d'insertion, car souvent le futur « inséré » est balancé d'un lieu à un autre, à travers stages et entretiens téléguidés par spécialisation forcée, liée à l'attente du marché et non à celle de l'intéressé. Le concept de « dualisation » a été proposé pour expliquer et démontrer comment une disjonction

s'opère au cours du chemin de réinsertion. Les gagnants, ceux qui parviennent à intégrer une entreprise (pour combien de temps?), sont discriminés des perdants qui retournent au point de départ. Cela ressemble à un programme informatique. Les partis politiques qui désirent raccourcir le temps de réinsertion, se rendent-ils compte qu'ils travaillent sans le savoir pour une désintégration sociale et non pour une vraie politique d'insertion?

Un autre aspect, peu signalé dans le document, est nécessaire à signaler, car il interfère dans toutes les pistes proposées. S'il a été évoqué l'accélération de l'économie et de la mode, celle des images et du tourbillon des idées (non réfléchies) est toute aussi remarquable: les interviews, où les intervenants s'interrompent les uns les autres, sont devenues normatives, les images qui défilent à toute vitesse pour faire passer un message publicitaire ou une propagande sont fréquentes! Ceci provoque des effets étranges, comme ces enfants qui dans les salles de classe s'interrompent les uns les autres sans jamais s'écouter. Question de discipline? Pas seulement, il s'agit aussi d'éducation de l'esprit. De plus le flot d'information incontrôlable crée une psychologie sociale où les personnes sont étouffées par le flux, se découragent s'ils ont un peu de volonté ou se déresponsabilisent, puisqu'ils n'ont pas de pouvoir sur les événements. Le développement actuel d'Internet, si prometteur pour l'émergence d'une conscience planétaire, est assez éloquent du point de vue de la pertinence actuelle de nombreux sites et forums: beaucoup de trucs, d'astuces, de sites d'information, peu de contenu et de sites de réflexion humaine. La durée humanisante n'a pas encore atteint sa pleine mesure.

En lien avec le politique et le socio-économique, et toujours par rapport à l'espace médiatique, le document présent fait référence à plusieurs reprises à des sondages réalisés sur tel ou tel sujet: le rapport des aînés aux jeunes générations par exemple... La pratique des sondages est nécessaire pour mesurer la température d'un sujet social, d'une opinion politique, d'une évolution de la consommation. En revanche, le sondage sert aussi de prétexte à encourager des pratiques existantes majoritaires, il alimente le moulin déterministe ou fataliste et décourage ceux qui désirent faire évoluer les mentalités. On rappelle que la démocratie, avant d'être le gouvernement par la majorité, est au même titre celui du respect et de la possibilité de parole des minorités, minorités agissantes comprises. La question du désir du développement est ici en jeu, puisque bien des médias et des responsables politiques dans le monde extraient des sondages d'opinion des méthodes d'anesthésie des consciences.

Temps et espace des relations humaines et intergénérationnelles

Les relations humaines, au-delà des circuits socio-économiques et des décisions politiques, représentent un troisième pôle de recherche. Le document est travaillé par la question de l'inter-générationnel, question spécifiquement moderne et lieu évident où peut s'épanouir une vision vivante du temps et de la durée. C'est sur cette inter-générationnalité que repose peut-être la clé du développement durable, à tous les niveaux. L'inter-générationnel concerne les relations entre les aînés et les enfants. Elle doit aussi concerner les générations actives (jeunes parents, adultes, travailleurs et non-travailleurs etc.) avec les générations qui ont précédé. Le dialogue est nécessaire pour passer par-dessus les poncifs du style : nos parents nous ont laissé une planète en mauvais état, un système économique inhumain, une société éclatée et en plus, ils profitent de retraites bien fournies que jamais nous ne pourrions atteindre. Si le passif n'est pas trop difficile à évaluer, l'actif l'est beaucoup moins : culture, institutions, éducation ou même simplement infrastructure sociale et technologique. Mais, l'a fait remarquer un des intervenants, tout cela semble bien marginal face au rouleau compresseur socio-économique. Cependant, même si cet actif semble relever du qualitatif, il existe et a besoin de se dire. Plus largement, on peut attendre de la fécondation inter-générationnelle une véritable revalorisation du qualitatif.

À cet aspect relationnel direct, il faut ajouter le travail à réaliser pour la compréhension des présupposés qui structurent les mentalités d'une génération sur l'autre : la génération de la Chute du Mur de Berlin n'est pas la génération du Vietnam, et encore moins la génération du baby boom, à la différence des sociétés traditionnelles où les enfants avaient globalement les mêmes valeurs que les parents. Les obstacles structurels sont donc aussi des obstacles de représentation ou de validité du monde. Or, cette variété, d'une génération sur l'autre, destructrice si chaque génération est isolée, pourrait devenir prodigieusement vivante si elle s'exprimait organiquement.

Il faut ajouter à l'inter-générationnalité les lieux interculturels, c'est-à-dire des espaces où les cultures différentes se voient et se rencontrent. Sur ce point, tout est à inventer et à réfléchir, vu les énormes barrières créées (logements, quartiers, niveaux de vie et de travail) et les discours de l'extrême-droite qui commencent malheureusement à être entendus et intégrés au plan des réflexes individuels et politiques. Vers quels horizons s'orienter ? Difficile a priori de répondre si l'on n'a pas une vision globale de la Planète (du point de vue humain, comme du point de vue écologique), et donc une conscience aigüe de

la nécessité de la respecter. Le tissage planétaire est autant affaire de dialogue et de parole que d'affirmation identitaire, pour que la mondialisation ne soit pas un humanisme plat et commun, ou pire encore, un vaste marché de production et de consommation. Un problème essentiel est posé par rapport aux cultures déracinées, voire aux non-cultures de certains quartiers urbains qui ne savent plus où est cette identité.

Ce ne sont pas seulement les générations et les cultures qui doivent être mises en relations, ce sont aussi les milieux de vie. Aujourd'hui, les ingénieurs ne se retrouvent qu'entre eux, les enseignants également, le personnel soignant encore plus... En plus de la non communication locale, il y a l'émergence de langages différents : mettre un informaticien avec un juriste, ou un artiste avec un commerçant commencera souvent par des incompréhensions mutuelles de mots et de concepts. La société occidentale, de plus en plus complexe, voit surgir une sectorisation des mentalités selon les lieux de travail ou les communautés de destin. Quel temps est-il consacré pour une vraie fécondation des milieux de vie et de travail ?

Partout, la nécessité de lieux de rencontre s'avère nécessaire. La vie associative n'est pas suffisamment encouragée, alors qu'elle représente un lieu de vie et d'échanges humains parfois forts, puisqu'il s'agit de gérer des personnes et des budgets. Associations de loisirs, sports, vacances, culture doivent être soutenus par les pouvoirs publics et peut-être aussi par les décideurs économiques. L'anecdote du moulin retapé représente l'échec de ce travail, en revanche celui du square du Sacré-cœur est une réussite, malgré l'apparence insignifiante – d'un point de vue politique et économique – de l'expérience. La question du bénévolat a été soulevée. Une réflexion de fond est indispensable sur le rapport entre sens du bénévolat, investissement qualitatif et peu mesurable des bénévoles, et reconnaissance sociale, politique et économique. Le temps est sorti du quantitatif, de l'évaluation immédiate et devient difficilement saisissable par l'esprit technocratique. Là encore, il y a une réelle difficulté pour que la réflexion sur les relations humaines soit prise en considération par les responsables.

Ici plus que jamais, le temps semble exiger de l'argent. Mais il exige aussi écoute : l'exemple du cours d'histoire générateur de réflexion sur l'identité des stagiaires est éloquent de ce point de vue. Et pourquoi ne pas étendre de telles expériences à l'ensemble des communautés culturelles, enracinées et déracinées ?

Temps et espace de la vie privée

Plus difficile à saisir est le quatrième pôle, celui de l'interaction entre vie privée et vie publique. Héritage de la culture bourgeoise, l'apparition de la vie privée et du droit qui la protège est un acquis irréversible. Toutefois, un hiatus apparaît aujourd'hui : s'il faut juridiquement et intellectuellement maintenir des cloisons étanches pour éviter les empiétements abusifs d'un espace sur l'autre, la réalité montre que l'espace privé demeure assailli des contraintes civiles et publiques, dès que chacun de nous descend l'escalier de son appartement. Il est investi par le monde externe au cœur même des habitations et de la vie, dès que le téléviseur ou le terminal d'ordinateur est allumé. Il a été noté que l'ouverture des cloisons devrait être laissée à la liberté des acteurs concernés. Il faut bien reconnaître que souvent ce n'est pas le cas. Les médias occupent le salon, la technologie médicale envahit le malade à domicile, chacun revient chez lui avec les soucis de travail, le téléphone se transforme en lieu d'échange d'informations sur l'entreprise et l'administration, et aussi en vitrine commerciale. Les boîtes aux lettres sont submergées de publicité, de propagande parfois douteuse. Les e-mails et les serveurs Internet deviennent là aussi des aires investies par les propositions publicitaires.

Réciproquement, qui ne s'est jamais rendu au travail, avec en tête les soucis de ses enfants, la dernière dispute avec son époux ou son épouse, l'inquiétude pour un parent, un divorce, un deuil, un problème financier personnel, une panne de voiture, ou même simplement des problèmes d'organisation familiale ? Ne parlons pas de la santé, même si l'essentiel semble être accompli dans les sociétés européennes. Une infirmière peut-elle rentrer chez elle après une journée au contact de malades sans que cela ne rejaillisse sur sa vie privée ? Le monde du travail ne tient pas compte des facteurs de la vie personnelle, même si bien des responsables de ressources humaines s'efforcent de les intégrer dans leur gestion. Il a également été évoqué la pression du monde du travail vers des formes de flexibilité qui bouleversent la vie privée des employés. Le tourbillon du personnel soumis aux concentrations, aux licenciements massifs, aux délocalisations, aux contraintes de productivité mécanique, ne peut pas ne pas provoquer des troubles majeurs dans l'organisation familiale, l'éducation et l'intégration sociale et culturelle des enfants.

Nous sommes ici en plein dans le champ de la concordance des temps. En bref, si en droit espace public et espace privé doivent être distingués, en fait ils ne le sont pas véritablement.

La question du rapport entre espace public et espace privé demande du temps et de la réflexion et ne doit pas relever seulement

du droit et de la psychologie. L'enjeu est aussi politique, économique et sociologique. Il manque des structures qui permettent de trouver les mots, les idées, puis de bâtir les lieux de réflexion qui débouchent sur des pratiques concrètes et des actions d'envergure. L'appropriation de cette interaction public-privé doit passer, a-t-il été dit, par la liberté des acteurs : mais il n'y a pas de liberté sans temps, sans intégration des situations et des processus, sans mots pour l'exprimer. Il n'y a pas de liberté dans le vide, mais toujours libération par rapport à des contraintes : mettre en lumière ces contraintes pour mieux les maîtriser ensuite est une exigence politique. La contrainte pensée est source de créativité.

Temps et espace écologique

La dernière piste d'action, cruciale pour la Planète et indissoluble de toute réflexion sur le développement, concerne l'écologie. L'écologie n'est pas qu'affaire de pollution et de respect de la nature et des petits oiseaux, mais elle est aussi affaire de social et d'éducatif et fait appel aujourd'hui à la conscience politique. L'écologie n'est pas non plus nostalgie d'un retour illusoire à la nature, retour naturaliste qui a déjà été exploité avec le résultat qu'on connaît par les nazis. L'écologie est une interrogation post-industrielle, liée à la modernité, et doit être pensée avec tous les acteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, médiatiques et intellectuels. L'écologie est la première science de la complexité, rappelle Edgar Morin, elle ne peut se traiter à coup de slogans et de seules actions ponctuelles. Elle représente peut-être un laboratoire à l'échelle de la Planète de ce que devra être demain la réflexion sur le développement. Or, elle demande de la durée, des décisions multi-disciplinaires, peut-être même un zeste de subjectivité liée à l'amour de la Terre et de la richesse des sites et cultures locales.

En plus des guerres locales, religieuses, ethniques ou territoriales, le monde ressemble à un champ de bataille économique. Pendant que les acteurs se battent, ils s'enfoncent dans un marécage sans le savoir, dit Michel Serres. Un marécage qui lui-même, notons-le, se salit des dépouilles et des déchets du combat. La crise de l'environnement dépasse les cloisons nationales et internationales. Le refus d'un grand État de signer une chartre contre les émissions de gaz à effet de serre aura un effet à moyen terme sur le niveau des océans, sur les polders de Hollande comme sur les typhons du Bangladesh. La découpe de la forêt amazonienne influera sur le patrimoine génétique d'ensemble de la biosphère. Tout le monde en convient, nous ne faisons qu'enfoncer des portes ouvertes, mais il n'est pas sûr que la dimension planétaire des risques écologiques soit ancrée dans les mentalités de l'ensemble

de la population et de nombre de ses élus. Un gigantesque travail de conscientisation, à froid d'un point de vue scientifique, à chaud du point de vue de la nécessité de persuasion, doit pouvoir être entrepris dans le temps, la durée et avec les moyens qui s'imposent.

L'ensemble des ramifications de l'interrogation écologique n'est pas un sujet juxtaposé à d'autres, mais un lieu synthétique qui touche toutes les activités humaines. Le temps exigé n'est donc pas la durée simplement nécessaire à quelques technocrates et ingénieurs de haut niveau pour résoudre des problèmes, mais le temps vivant, alliance d'optique planétaire et de situations locales extrêmement singulières. Désir et amour de la Terre, de sa terre, écoute des événements et des sons, sens de la présence vivante, et concordance des temps ne sont plus ici seulement des présupposés pour penser. Ils deviennent des problèmes concrets, politiques et socio-économiques, techniques, tout autant qu'esthétiques et subjectifs. La question de l'écologie est trop sérieuse pour n'être confiée qu'à des spécialistes de l'écologie, qu'ils soient techniciens, scientifiques ou politiques. L'écologie peut être un problème mondial (effet de serre, transports maritimes de matières polluantes, déséquilibre entre surpopulations urbaines et désertification des campagnes etc.) ou un problème très spécifique local (aménagement d'une vallée de montagne, installation d'une usine, construction d'une route, choix d'une agriculture adaptée à un lieu particulier). Peut-être pour la première fois de l'histoire politique et économique, l'écologie représente un espace citoyen dans lequel tous les acteurs peuvent être entendus et mis en action.

Il est clair que la réflexion et l'action écologique dérangent avant tout la représentation de la fuite du temps, de ce présent comprimé entre un déterminisme passé et un futur conçu comme simple prolongement des lignes. Elles sont par excellence aux antipodes d'un système économique de productivité et d'efficacité qui s'actualise dans l'instant et qui se sert de la fausse durée technologique pour se justifier rationnellement. Une éducation méthodologique accompagné d'un fort travail d'information, de diffusion (revues, ouvrages ou multimédias, Internet etc.) et d'appropriation (suivis de conseils et non simple information) s'imposent pour faire passer l'idée, au niveau des responsables politiques et des acteurs économiques, que les enjeux écologiques deviennent un facteur de plus en plus perturbant de l'économie. Le temps écologique (au sens le plus large du terme) agit comme le terme de second ordre qui, dans la théorie du chaos, perturbe les systèmes stables, linéaires ou évidents. Les contraintes imposées par les lois nationales et internationales, la pression d'une opinion publique de plus en plus sensibilisée, la montée des partis politiques à coloration écologique et peut-être même demain l'émergence nouvelle

de violences liées à des viols systématiques des écosystèmes locaux – qui rejaillissent sur des revendications d’identité locale –, ne seront plus considérés comme des phénomènes marginaux, exclus méthodiquement et statistiquement des grandes décisions politiques et économiques. Le conflit entre exigences socio-économiques et contraintes écologiques explose ici et là de plus en plus. Quand l’argent et le conformisme consommateur s’en mêlent, il est rare que les secondes l’emportent sur les premières.

Or, l’écologie, qu’on le veuille ou non, va demander l’émergence urgente d’un réseau, à la fois privé et administratif, juridique et technique, engagé et réflexif, politique et psychologique, et enfin économique et social, de personnes qualifiées. La décision est politique et s’inscrit à une échelle en même temps internationale et locale. La rentabilité d’un travail écologique de fond, nouveau domaine interactif à tous les niveaux d’activité (et non plus simple secteur juxtaposé à côté des autres), n’est pas visible à première vue. Il exige un changement radical de mentalité, c’est-à-dire d’une part de quitter l’esprit réductionniste auquel a conduit l’excès analytique qui domine depuis plus de deux siècles, d’autre part, d’apprendre à penser large, complexité, localité et vivant. En d’autres termes, sans renier ni les temps naturel, mécanique et thermodynamique nécessaires d’un point de vue analytique, il s’agit de donner au temps vivant la situation globale et intégrale qu’il doit avoir. Démontrer par des actions concrètes et le débat citoyen (une citoyenneté à la fois planétaire et locale) la rentabilité et l’inventivité d’une méthode complexe, vivante qui respecte tous les niveaux d’autonomie, est un chantier qui reste encore dans les dossiers de nos architectes du futur. Avant que les événements ne nous prennent de vitesse, les acteurs politiques doivent anticiper les décisions futures, par le soutien des actions et par l’émergence d’administrations à la hauteur. Sinon, ces décisions nous seront contraintes par la nécessité, comme cela a déjà commencé dans certains domaines (nucléaire, effet de serre etc.).

Le monde scientifique, déjà sensibilisé, ne possède pas les moyens de développer une authentique recherche écologique : il suffit de voir comment est encore organisé l’enseignement à l’école, dans les universités, et comment sont structurés les organismes de recherche et les académies scientifiques. Elles dépendent toujours du vieux paradigme mécaniste, n’entendent pas grand chose de la question humaine et par conséquent de celles, toutes aussi dépendantes, d’une écologie sociale et naturelle. L’école et l’université sont ici des lieux cruciaux : la conscience écologique n’est pas simple affaire de nettoyage annuel d’une rivière ou d’une rue. Elle est une vision « holographique » de l’ensemble des savoirs auquel les enfants et les étudiants ne sont pas

habités. Encore une fois les politiques sont engagés dans cet effort, mais vu l'influence des scientifiques et des experts sur le pouvoir politique, l'engagement de cet effort est dépendant d'un vrai débat entre scientifiques et politiques. Existe-t-il, ce débat ? Cela doit être démontré. Les sciences représentent, quand elles sont organiquement comprises et transmises, un lieu de mémoire, une véritable source herméneutique pour comprendre le passé et pour proposer des axes d'avenir. Les écologistes militants feraient bien parfois d'être à leur écoute au lieu de sauter sur la première information douteuse et simpliste, relayée par des puissances médiatiques ravies de remplir leurs caisses. Les sciences peuvent apparaître ici comme des matrices indispensables à la prise en compte de la durée. Encore faudrait-il qu'elles ne soient pas dépendantes des pouvoirs qui les instrumentalisent dans le sens de leurs intérêts immédiats.

Dans le travail de sensibilisation, le plus difficile sera de persuader les puissances économiques et financières : mais là encore, il est nécessaire d'apprendre à parler leur langage et de démontrer comment l'intérêt et les phénomènes de concentration de pouvoir peuvent accompagner ou suivre, avec certes mille précautions, le même chemin que celui du respect et celui d'une culture saine (comme un jardin) de la Planète. Du fait également que le développement économique est lié aux technologies, ce qui a été dit précédemment des scientifiques peut être repris. Les grandes entreprises où les risques écologiques sont grands (chimie, transport et même nucléaire), sont paradoxalement des lieux où la conscience écologique est la plus développée chez les ingénieurs, contrairement à l'image qu'on s'en fait habituellement. Le débat, bien que sourd, existe. Enfin, aujourd'hui il semble que de plus en plus d'acteurs économiques (cadres et dirigeants) s'intéressent à la vie de la cité. Par contagion, grâce à un travail de sensibilisation et de pratique sur le terrain citoyen, le système économique peut intégrer le questionnement écologique qui pour l'instant semble étranger aux dirigeants financiers et aux actionnaires. Le travail de persuasion sera long !

En définitive, la conscience écologique ne peut progresser que par la conjugaison à quatre entre la multiplication des actions à la fois locales et mondiales, le débat citoyen, la sensibilisation des acteurs sociaux et économiques et la législation et la décision politique.

Les ouvertures proposées dans ces dernières pages, bien que non exhaustives, donneront lieu à un cahier de propositions concrètes dans les prochaines semaines et féconderont l'ensemble du travail organisé par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. La lecture du document présent et du commentaire externe d'une part, les débats et rencontres qu'il a permis d'autre

part, offriront l'aliment nécessaire à ce cahier de propositions pour un développement durable et soutenable. La mise en chantier du siècle qui commence est prometteuse au regard du travail à accomplir. Et comme cela a été rappelé dans les pages précédentes, le désir de progresser doit l'emporter sur toute heuristique de la peur de l'avenir.

Notes

1. Site internet : www.fgf.be

2. La préface et la postface proposent une relecture externe. L'auteur de ces lignes n'a pas participé aux colloques, séminaires et débats. Elles ont été écrites après appréciation du texte et longues conversations avec les principaux acteurs de ce document, notamment les responsables de la Fondation pour les Générations Futures.

3. **Nicolas de Rauglaudre** est formateur polyvalent en Région Rhône Alpes (France). Universitaire multi-disciplinaire (physicien, philosophe, informaticien), il a réalisé des formations en entreprise (ELF, Schneider, SNCF), dans des écoles d'ingénieurs, des instituts supérieurs, des hôpitaux. Il a collaboré à plusieurs ouvrages et a réalisé un CD-ROM sur Teilhard de Chardin.

Site internet : www.nv2r.com

4. **Joël Van Caeter**, 37 ans, philosophe et économiste de formation, est responsable d'une société de commerce éthique et équitable. Consultant occasionnel sur des dossiers sociaux et politiques, il a été conseiller au Centre d'études d'un parti politique, a enseigné en Afrique et dirigé le département Communication et Récolte de fonds à la Croix Rouge de Belgique.

Site internet : www.citizendream.com

5. Après des études en chimie, **Isabelle Stengers** obtient un doctorat en philosophie. S'intéressant aux pratiques de production de savoir, elle collabore depuis des années avec Ilya Prigogine, Prix Nobel de Chimie. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages, dont plusieurs best-sellers, et dirige la collection «les Empêcheurs de penser en rond». Elle enseigne actuellement à l'Université Libre de Bruxelles.

6. Juriste et philosophe, **François Ost** enseigne aux Facultés Saint Louis à Bruxelles, et également à Louvain et à Genève. Il est auteur de plusieurs ouvrages sur la philosophie du droit. Il est également président du conseil d'administration de la Fondation pour les Générations Futures.

7. Polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, **Pierre Calame** est directeur général de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et membre fondateur de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

8. Professeur émérite à l'université Paris-VII, historien spécialiste de l'Extrême-Orient et du Pacifique, **Jean Chesneaux** se consacre également à l'étude des sociétés contemporaines.

9. Ce document est en cours de publication sous la forme d'un « cahier de propositions » à l'attention de tous, notamment des politiques, des administratifs et des décideurs économiques.

Annexes

Participants aux séminaires

Éric Allaer	Ligue des familles
Bruno André	Initiative « Fasten seat belt »
Hubert Bedoret	Inter Environnement Wallonie
Thérèse-Marie Bouchat	Attachée parlementaire
Annick Burnotte	Éducation permanente (CIEP)
Hervé Capart	Chantier Éducation (Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire)
Carine Chevalier	IMSTAm (Services sociaux)
Yvan Dechamps	Centre pour l'Égalité des Chances
Jean-François Degelaen	Psychopédagogue
Benoît Derenne	Directeur de la Fondation pour les Générations Futures
Jean De Schampmelaere	Association Art et Culture
Sarah Deutsch	Scientifique, Université libre de Bruxelles
Patrick Dupriez	Classe de forêt (Chevetogne)
Geneviève Everarts	Association Entr'ges
Pascal Fenaux	Agence Alter
Martine Faignart	Ligue des Familles
Mourka Glogowski	Initiative « Y'a ka »
Michel Guérin	Culture et citoyenneté – Ministère de la communauté française de Wallonie-Bruxelles

Véronique Hecquet	Ligue des Familles
Sarah Installé	Cirat
Gérard Jadoul	Inter Environnement Wallonie
Alain Jeukenne	Service jeunesse, Ville de Liège
Marie-Christine Lahaye	Inter Environnement Wallonie - Solon
Christian Lannoye	Fédé foc – Fédération de l'enseignement fondamental catholique
Laurence Lebailly	Historienne
Anne Ledoux	PAC – Présence et Action Culturelle (Éducation permanente)
Josiane Lejeune	Cefram (maltraitance)
Michel Loriaux	Professeur de démographie (UCL)
Marie-Eve Maréchal	Les Équipes rurales
Gustavo Marin	Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme
Myriam Merten	ISEI – Institut supérieur d'enseignement infirmier
François Milis	Echos communication (Coopération)
Joël Minet	Initiative Ferm'âge
Catherine Morenville	Agence Alter
Hugues Oehmichen	Initiative Be O2
François Ost	Professeur de droit (FuSL)
Olivier Petitjean	Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme
Florence Prick	Habitat Service – Association d'aide au logement
Godelieve Rulmont-Ugeux	Créasol – entreprise d'insertion
Jean-Yves Saliez	IAG-UCL – Institut d'Administration et Gestion, Université Catholique de Louvain
Michel Sauquet	Éditions Charles Léopold Mayer
Paul Slachmuylder	Classes nature Chevlipont
Jean-Pierre Sottiaux	Fondation Rurale de Wallonie
Raphaël Torres	Initiative Dominica Benelux
Stéphane Vanden Eede	Fondation pour les Générations Futures
Marie Vanderveken	Fondation pour les Générations Futures
Anne Versailles	Texto sc – entreprise de relecture et d'écriture
Dan Wendorf	Aleap – Fédération d'entreprises d'insertion sociale

Premier séminaire :

Le temps : sens et changement

– *François Ost*

Ce travail de débat s'inscrit dans la durée: il fait suite à l'appel à initiatives lancé par notre Fondation en avril 1998, et prépare la Semaine des Générations futures. C'est que le temps est inscrit dans la raison sociale de la FGF: le long terme cheville notre préoccupation.

Le temps, c'est de l'argent, mais c'est aussi du sens. Nous vivons aujourd'hui dans une culture de l'urgence: nous n'avons jamais assez de temps. Si, pour paraphraser Hanna Arendt, le développement consistait jadis à «lier passé et avenir», aujourd'hui le passé nous paraît bien éloigné, tandis que le futur est incertain, inaccessible. Nous sommes coincés dans un présent instantané.

Le temps est aussi notre capacité à inventer au présent, hors des rails du train fou de la pensée unique. Comment concilier instant et durée? Comment, aussi, concilier les rythmes différents? Ces questions se trouveront au cœur de ce débat.

– *Michel Guérin*

Le projet dont je m'occupe, «Culture & Citoyenneté», fait suite à un colloque de 1996 organisé à La Marlagne: «Culture et Société». Nous avons réuni environ 600 acteurs culturels de la Communauté française, ainsi que des artistes de diverses natures. Nous nous étions demandés en quoi la culture participait à la société. Beaucoup de contradictions ont été relevées.

Nous avons ensuite voulu dépasser la grand-messe et nous inscrire, nous aussi, dans la durée. Il s'est alors agi d'associer des acteurs culturels dans un processus d'éducation permanente. Nous avons une boutade : « mettre les pratiques en réflexion et les réflexions en pratique ». Un réseau est en train de se constituer.

La DG de la Culture se situe en plein dans la tension entre démocratisation de la culture et démocratie culturelle. Mais cela prend du temps. Or, aujourd'hui, nous nous rendons compte que, si par le passé la politique culturelle de la Communauté française était en avance, aujourd'hui, elle est en retard.

Et le temps dans tout cela ? Il faut que les contributeurs et acteurs culturels prennent le temps de réfléchir et d'accumuler. La réflexion devrait toujours anticiper les changements institutionnels. Cette réflexion n'échappe pourtant pas à la tyrannie du temps. Ainsi, le calendrier que nous nous sommes fixé – 18 mois – s'avère beaucoup trop contraignant. Les outils ne sont pas au point et il est difficile de mettre en réseau autant de gens à la fois et de façon relativement structurée. Il est difficile de gérer l'écart entre l'enjeu du « Livre Blanc » et des acteurs qui travaillent dans l'urgence financière et statutaire. Il y a une contradiction entre démarche ascendante et démarche descendante.

Autre constat : les acteurs culturels sont souvent instrumentalisés à des fins sociales, de réparation sociale, ou à des fins économiques.

Pour moi, la culture a une fonction bien propre : charger de sens, dénoncer les non-sens, entretenir le conflit entre visions du monde. Cela ne peut que s'inscrire dans la durée, dans des processus d'éducation permanente, des processus longs.

Ce qui distingue les sociétés modernes et industrielles des sociétés passées, c'est la maîtrise du temps. On a longtemps perçu cela comme un progrès. Or, ce temps « maîtrisé », c'est un temps comptabilisé, rentabilisé.

Or, il faut distinguer le temps contraint du temps non contraint. Et le temps contraint est largement inférieur au temps non contraint : 1/3 dans les années 30 et moins de 20 % dans les années 90. Pour autant, le temps non contraint n'est pas un temps libéré : il est devenu un temps programmé et planifié, à côté du temps contraint. Les gens ne choisissent pas vraiment le moment de leurs vacances, mais sont forcés de l'inscrire. Aujourd'hui, on peut programmer ses vacances via des catalogues sur Internet. Le temps du voyage n'existe plus.

L'action culturelle devrait reconquérir le temps

– *Mourka Glogowsky*

Je suis spécialisée dans l'organisation d'événements poétiques et ludiques en ville.

Les événements que j'organise sont spécifiquement éphémères. Ils associent des artistes de formations diverses.

Étant Française, je ne réside à Bruxelles que depuis 18 mois. Et je me rends compte que le concept de culture est fondamentalement différent en Belgique et en France.

Dans le cadre de «Bruxelles 2000», nous avons mené le projet des «arbres à musique» à Anderlecht. Il s'agissait de transformer les arbres d'un parc ignoré en instruments de musique pour une quinzaine de jours. Ce projet a associé des musiciens et des plasticiens. Malgré son caractère éphémère, il a nécessité un an et demi de préparation.

Notre objectif, c'est de permettre aux riverains de se réapproprier leurs lieux, leur espace de vie. Pour ce faire, je vais voir les centres culturels, les maisons de repos, les Associations de quartier. Nous travaillons à faire se rencontrer les gens, à les fédérer dans un projet collectif. L'événement tire son impact du sens qu'il revêt pour les gens. Nous l'inscrivons dans un calendrier de façon à ce que cela leur parle.

Pourquoi organiser des événements éphémères? Comme c'est court, ponctuel, on ne peut pas le rater, passer à côté. Quand on prend l'habitude d'une présence, on finit par ne plus la voir. Cela concentre de l'énergie et l'attention.

– *Stéphane Vanden Eede*

On remarque une tension. Mourka privilégie l'éphémère pour se réapproprier du sens, alors que Michel privilégie le temps long pour recharger le social de sens. D'où ma question à chacun : quel est au quotidien, dans vos projets, votre rapport au temps?

– *Michel Guérin*

Quand je dénonce la maîtrise du temps, je pense au nombre inouï de sites Internet qui vous disent comment gérer votre temps, le maximiser, le rentabiliser. Nous vivons dans une organisation sociale qui maîtrise le temps des autres. Aujourd'hui, est riche celui qui a du temps. L'année dernière, la Communauté française a réalisé une enquête. À la question : « Quel est votre passe-temps favori? », 22 % des Francophones ont répondu : « La lecture ». Mais à la question : « Qu'avez-vous fait hier? », les gens ont répondu en premier lieu : « J'ai regardé la télévision ». D'où, question : les gens maîtrisent-ils réellement leur temps?

– *Éric Allaer*

Je crois que le véritable enjeu, ce n'est pas maîtriser le temps, mais prendre sa part du temps. Quelle place y a-t-il pour l'imprévu? C'est un espace prédéterminé qui détermine vos rencontres « imprévues ». Comment, socialement, faut-il contraindre le temps pour l'action sociale, le sens collectif, plutôt que pour le travail.

– *Christian Lannoye*

Prenons le temps des enseignants. À l'école, les élèves n'ont aucune maîtrise du temps. C'est un temps extrêmement rigide et organisé. Les enseignants ont une grande latitude qui se retourne paradoxalement contre eux. Ils s'auto-persécutent en revendiquant un maximum de temps de travail chez eux, hors cours. Ils n'ont pas de lourdes contraintes, mais ils n'ont jamais fini. Leur temps choisi est à leur seule et unique disposition, pas à celle des élèves. Il faudrait peut-être contraindre le temps des enseignants pour redonner une marge de manœuvre temporelle aux élèves.

– *Carine Chevalier*

Dans mon travail d'infirmière à domicile, on nous demande d'imposer une contrainte de temps pour structurer l'identité des personnes, surtout âgées. Pourtant, il arrive souvent que nous nous permettions d'être en retard. Administrativement, nous sommes tenus de remettre des documents de prestations horaires bien fixes, mais certains jours c'est tout bonnement impossible. Les familles ont des problèmes pour gérer leur temps et celui qu'elles consacrent aux aînés. Les personnes âgées disent d'ailleurs que leurs jeunes n'ont pas le temps de s'occuper d'elles.

Notre travail nous impose donc d'assumer du temps et des tâches qui ne sont pas reconnues officiellement, et donc non payées. Il y a toute une temporalité qui n'est pas reconnue financièrement.

– *Stéphane Vanden Eede*

Avez-vous chacun le sentiment d'être reconnu pour le temps que vous passez à imaginer, préparer ou développer un projet ?

– *Mourka Glogowski*

Il est difficile de prendre en considération le temps de préparation. Cela ne me vient d'ailleurs pas forcément à l'esprit. Par exemple, lors d'un projet en France, nous avons passé notre temps à confectionner de minuscules petits messages, tirés de poèmes que nous avons distribués aux passants en quelques minutes seulement. Les gens étaient contents. Cela nous a pris un temps fou de préparation. Nous ne l'avons pas évalué. Les artistes ont du mal à lier temps et argent. L'argent, c'est tabou. Pour beaucoup d'artistes, le plaisir ne se vend pas, il se donne.

– *Anne Versailles*

La qualité ne serait donc pas monnayable ? Le critère serait d'ordre éducatif, de respect de la personne ?

La gestion du temps devrait se concevoir en termes d'objectifs. Par exemple, je peux réserver une heure de mon temps non contraint pour la passer avec mon enfant. Je peux passer cette heure à faire du pain perdu pour mon enfant et devoir en même temps m'occuper de lui, l'occuper, donc être paradoxalement stressée, tendue, et ne pas forcément rendre service à mon enfant. En revanche, je peux passer cette heure à ne rien faire, à la passer simplement avec lui.

– *Hugues Oehmichen*

Dans notre entreprise, plutôt que de demander à nos techniciens de venir au siège par leurs propres moyens, nous allons les chercher. Cela nous permet de profiter de ce temps pour établir des liens, discuter de plaisirs, de travail... Il vaut mieux tenter d'enrichir son temps que d'essayer de ne pas le perdre.

– *Paul Slachmuylder*

Je m'occupe d'une association qui veut sauver le Moulin de Chevripont, à Villers-la-Ville. Occupé pendant 40 ans comme centre de loisirs pour les enfants, c'est désormais racheté par un organisme commercial. Le vieux projet est détruit. Le lieu va disparaître et, avec lui, le type d'usage du temps libre. Il y a un choc entre le temps bénévole et le temps économique.

– *Anne Versailles*

Il suffit de voir le rapport à la nature qu'on nous impose. On nous vante les mérites du « Parc Paradiso » : ça va vite, on peut toucher directement des animaux, « être dans la nature » Aller directement dans la nature prend incontestablement plus de temps. Mais cette lenteur a une contrepartie d'apprentissage : on découvre dans quelle situation réelle vit tel animal, comment réagir...

– *Carine Chevalier*

On élimine tous les chemins personnels. Les gens ne savent plus comment faire un deuil. On les force presque à fonctionner comme avec le deuil d'un train électrique, d'un jouet, d'une voiture.

– *Mourka Glogowski*

Dans tout ce qui se dit ici, je sens comme une amertume, une nostalgie. Mais

savons-nous si les jeunes de 18 ans ont ce type de regrets ? On aurait pu en inviter un. Personnellement, je suis bien contente de ne pas être obligée de parler à mon voisin et de bénéficier d'un certain anonymat urbain. Par ailleurs, pour ce qui est de la recherche de sens, on peut constater le succès de livres comme ceux de Coelho ou d'ouvrages sur la spiritualité, la recherche des origines.

– *Michel Guérin*

Si on regarde les mouvements longs, il faut comprendre le rapport au temps dans une société déterminée. Dans nos sociétés occidentales, on surinvestit le moment présent, des moments fragmentés qui se succèdent rapidement, la consommation instantanée.

Ce qui est investi de sens est maîtrisé. Chez beaucoup d'acteurs culturels, le temps privé, le temps professionnel et le temps citoyen se confondent. Cela peut entraîner confusion et crise. Pour beaucoup, le temps investi est un temps qui a du sens. Il est donc valorisé, porteur de plaisir et de gratification, de maîtrise.

On est en train de perdre l'équilibre entre le temps de nature et le temps de projet. D'où le succès de l'extrême-droite qui parie sur un pur retour au temps de nature, un temps idéalisé, une nostalgie dangereuse.

– *François Ost*

Le passé est toujours reconstruit : c'est un besoin. Ainsi, même la Révolution française a eu recours à des références nombreuses au passé, comme la Rome antique.

Par ailleurs, l'éphémère introduit par l'artiste est totalement différent de celui imposé par l'économique, la pensée unique.

– *Mourka Glogowski*

J'ai fait des recherches et des activités sur le carnaval. Le but était que les gens se réapproprient leur passé, plutôt que de s'emballer sur des faits culturels totalement étrangers à notre histoire. Or, aujourd'hui, le carnaval est devenu un enjeu touristique et politique. Cale vide de son sens. Les hommes politiques demandent aux artistes de colmater une fracture sociale. Ce n'est pas leur rôle.

– *Christian Lannoye*

S'il y a un temps physique, il y a aussi un temps biologique.

Par ailleurs, le temps est influencé par les développements technologiques.

Aujourd'hui, on n'a jamais vu autant de gens avec autant de projets dans une société sans projet.

– *Pascal Fenaux*

C'est le paradoxe. Faut-il regretter la société des temps longs, des mouvements longs, des projets collectifs à long terme ? Aujourd'hui, la pléthore de projets individuels est peut-être un gage de démocratie, une émancipation de l'individu par rapport à la norme extérieure.

– *Sarah Deutsch*

Vous parlez de projet éphémère. Mais alors, comment l'évalue-t-on ? Comment évalue-t-on l'effet de l'éphémère ?

– *Mourka Glogowski*

C'est difficile. Après l'expérience du carnaval, on a fait un sondage pour évaluer l'effet sur les gens. Mais leurs réponses sont-elles durables ? Je n'en suis pas certaine. Les réponses sont toujours liées aux souvenirs et la mémoire est changeante. J'ai un exemple parlant. On avait décidé d'organiser un parcours « petit Poucet » dans le square qui se trouve derrière le Sacré-cœur de Paris. Chaque caillou était voisin d'un personnage qui interpellait les passants. Ca a duré un week-end. Les gardiens du square n'ont jamais vu autant de gens visiter un lieu d'habitude non fréquenté. Et cela a continué bien après le happening.

– *Éric Allaer*

Je comprends cette question de l'évaluation, mais, personnellement, j'ai envie qu'on me lâche avec ça : il me semble que je passe ma vie à évaluer... L'enjeu, c'est : comment mettre en place une dynamique qui fasse qu'un projet perdure et soit réapproprié collectivement ?

– *Sarah Deutsch*

Peut-on concevoir des paramètres pour pérenniser une expérience éphémère ? Ou, si ce n'est pas intéressant, pour pérenniser une association qui travaille sur l'éphémère ?

– *Michel Guérin*

L'œuvre a-t-elle une fonction sociale ? Je fais partie d'une fondation européenne, la Fondation Marcel Hicter, où des artistes sont spécialisés dans l'éphémère. Comment évaluer une œuvre qui n'a pas été programmée, normée par l'artiste, et donc qui échappe par définition à tout critère ? Pourtant je suis d'avis qu'il faut évaluer les œuvres : peut-être à leur capacité à briser la conception uni-

latérale du temps.

– *Christian Lannoye*

On peut d’ores et déjà repérer différentes tensions.

La tension entre temps variable et temps objectif

La tension entre temps individuel et temps collectif

La tension entre temps gagné (choisi) et temps contraint (imposé). Le temps est gagné quand nous lui donnons du sens. Mais on passe son temps à le perdre puisqu’il faut bien mourir un jour.

– *Sarah Deutsch*

Il faudrait peut-être faire reconnaître une valeur-argent au temps consacré à l’humanisation des rapports sociaux, comme dans l’exemple de l’infirmière. C’est une des clés du développement durable.

– *Stéphane Vanden Eede*

Que retenir de cette demi-journée ? Quelles valeurs raccrocher au temps ?
Quels signaux forts ?

– *Anne Versailles*

Il y a l’idée de rupture. Si l’éphémère peut créer une rupture, c’est un moment privilégié d’interpellation, de créativité et donc de changement.

– *Michel Guérin*

Il faut dénoncer la tyrannie du temps : le temps, c’est l’ordre. Mettons un peu de chaos, de désordre. Est-il possible de laisser du temps à l’imprévu ?

– *Sarah Deutsch*

Il est intéressant de ne parfois pas respecter le temps imposé (infirmières).

– *Benoît Derenne*

Le temps est surinvesti. On n’a pas parlé de l’ennui. Les parents sont souvent tentés, et socialement poussés à occuper leurs enfants à tout prix. On ne leur apprend plus l’ennui. Or, l’ennui est formateur : il porte à l’imaginaire.

– *Christian Lannoye*

On a peu parlé de notre conception judéo-chrétienne du temps. Notre conception est linéaire. Or, certaines cultures ont une conception cyclique du temps. Pour nous, le temps, c'est un cheminement.

– *Benoît Derenne*

À la Fondation, une phrase est centrale : « Construire le chemin en marchant ».

Deuxième séminaire :

Temps retrouvé, temps partagé

En introduction au débat, Michel Loriaux, professeur à l'Université Catholique de Louvain, situe la question de son point de vue de démographe.

L'intergénérationnel, remis à l'échelle de l'histoire, est une préoccupation récente, un peu comme l'écologie. Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si ces deux courants de pensée sont apparus quasi simultanément, au moment où la seconde phase d'industrialisation arrivait en fin de parcours et montrait un certain nombre de limites et de faiblesses.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu auparavant de problèmes entre générations ou avec l'environnement : la querelle des anciens et des modernes, les oppositions entre parents et enfants ont existé de tous temps. De même, il y a toujours eu des problèmes d'épuisement de certaines ressources naturelles non renouvelables, d'accumulation des déchets dans les villes ou d'usage de produits toxiques. Mais les problèmes étaient souvent limités dans l'espace, ou dans le temps, et ne suscitaient pas de grands débats politiques.

Sans doute pourrait-on même dire que l'intergénérationnel était « naturel ». Cela tient à ce qu'il était une nécessité imposée par les conditions de l'époque. En effet, les hauts niveaux de mortalité qui prévalaient dans l'ancien régime démographique, avant la révolution industrielle, ainsi que l'insécurité et les difficultés de vie obligeaient les familles à se serrer les coudes. Contrairement à l'image d'Épinal, les familles n'étaient pas des familles complètes, dirigées par un patriarche, mais bien des familles décimées par la mort qui frappait à tous les âges et dans toutes les catégories sociales.

Ce qui a provoqué le changement, c'est la révolution épidémiologique de la fin du XIX^e : elle a provoqué un premier doublement de l'espérance de vie à la naissance, passant de l'ordre de 25 ans à 50 ans, un progrès jamais observé dans

l'histoire de l'humanité. Au cours du xx^e siècle, une nouvelle progression d'une trentaine d'années a encore été enregistrée, faisant grimper l'espérance de vie des femmes à plus de 80 ans. Il n'est plus interdit de penser que, au cours du xxi^e siècle, on avoisinera les 100 ans dans les pays industrialisés.

Il est important de s'interroger sur ce que représente cet allongement du temps de vie des hommes et des femmes. Car les conséquences sont infiniment plus importantes qu'on ne l'imagine habituellement. En accédant à la durée, donc à la vieillesse, l'homme a réduit l'aspect aléatoire de son existence. Pour la première fois, il a été en mesure d'anticiper sa vie à long terme sans qu'elle soit interrompue par la maladie ou la mort. En fait, ce recul de l'horizon chronologique de l'homme est un des facteurs qui a permis de gérer le long terme : quand la mort frappait à tout âge, on vivait dans l'instantanéité et le court terme plutôt que dans les projets à long terme. Il est aujourd'hui possible de planifier des carrières et d'emprunter à long terme. Même le retraité, qui a encore souvent devant lui une perspective de vivre 20 à 30 ans, peut faire des projets, déménager et acheter un nouveau logement mieux adapté à ses besoins, souscrire une assurance-vie...

Je crois qu'avoir une perspective de longue vie est une condition quasi nécessaire pour s'intéresser au long terme, non seulement à titre personnel, mais aussi à titre collectif. Ainsi les perspectives écologiques de défense de l'environnement sont-elles sans doute liées à l'intérêt porté aux générations futures, mais aussi à l'inquiétude des générations présentes pour leur propre avenir, qu'elles savent de plus en plus long. Le travailleur qui entre en préretraite cette année sait qu'il survivra peut-être jusqu'à la moitié du siècle...

Une autre conséquence majeure de cette insertion dans la durée et de cet élargissement de l'espace temporel de l'homme, est le fait que les générations sont de plus en plus nombreuses à vivre simultanément et à cohabiter. Avec un écart moyen de 25 ans, le modèle de la famille à quatre ou cinq générations n'est plus exceptionnel : quatre générations successives peuvent voir le jour, sans que les anciennes soient nécessairement disparues.

On pourrait donc dire qu'autrefois les générations se suivaient à la queue leu leu avec des périodes de cohabitation relativement courtes, comme les wagons d'un train qui entrent en gare et qui stationnent un moment ; aujourd'hui les générations s'empilent plutôt à la façon des étages d'un building et cohabitent pendant des périodes longues.

Ce qui est vrai des familles l'est encore plus de la société dans son ensemble, où l'on assiste à une multiplication des générations ayant chacune une certaine importance numérique. Autrefois, les centenaires n'étaient cités que pour mémoire et faisaient juste l'objet des chroniques de faits divers ; aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux et intéressent les médecins, les biologistes, les statisticiens.

C'est cet empilement des générations qui aboutit à créer ce qu'on peut appeler les sociétés multigénérationnelles, complètement inédites dans l'histoire de

l'humanité. De façon schématique, je dirais que les sociétés ont toujours eu un certain caractère plurigénérationnel, mais que la caractéristique résolument originale de nos sociétés actuelles est qu'elles sont infiniment plus multigénérationnelles que jamais.

De plus, il existe une circonstance aggravante qui tient à l'accélération de l'Histoire: le fait que les événements et les conditions nouvelles arrivent de plus en plus vite, selon une logique et une continuité difficile à saisir.

Chaque génération est marquée par des événements et circonstances qu'elle vit à sa façon, et auxquels elle aura tendance à s'identifier. Ainsi peut-on parler de la génération de la guerre du Vietnam, de la génération du baby-boom, de la pilule, du mur de Berlin...

Bien sûr il ne s'agit là que de simples marqueurs chronologiques, parfois un peu trop simplistes. Mais une chose est sûre: les générations qui se succèdent, parce qu'elles ont vécu à des âges différents des conditions de vie et des événements différents, se retrouvent avec des besoins, des aspirations, des valeurs, des modèles culturels différents. Tout ce monde hétérogène doit cohabiter.

Autrefois, le père et le fils partageaient souvent les mêmes valeurs religieuses, la même vision du monde, les mêmes technologies de production agricole, les mêmes conditions matérielles de vie, le même environnement physique. Aujourd'hui, le changement technologique bouleverse rapidement les modes de vie et les valeurs collectives évoluent au rythme des transformations de la société. Je crois qu'il faut voir dans ce fait un risque de déstabilisation des sociétés vieillissantes. Voilà pourquoi l'intergénérationnel n'est pas un simple « gadget d'animation », mais une absolue nécessité des sociétés vieillissantes.

L'absence d'expérience historique dans cette matière, et le fait que les États modernes ont tendance à assurer le même traitement à tous leurs citoyens par souci d'équité, seront des facteurs qui accentueront cette difficulté d'intégrer la diversité et de tenir compte de la multiplicité des situations personnelles.

Un autre élément qui rend la situation actuelle inédite est l'importance prise par le temps technologique. Il s'agit du rythme, non pas imposé par la nature ou des règles communautaires, mais par la technologie. Autrefois, l'homme devait principalement veiller à concilier ses propres temps, biologiques et socioculturels, avec ceux de la nature. Aujourd'hui cette exigence existe toujours, mais le temps technologique interfère de plus en plus avec ses rythmes. Or, le temps technologique va toujours plus vite. Par conséquent, une désynchronisation de plus en plus forte s'installe entre le changement technologique et l'adaptabilité de l'homme à ce changement. Les technologies bouleversent les modes de production, de reproduction, de vie. Il n'y a qu'à observer à quelle vitesse les ordinateurs, les fax ou les GSM ont fait intrusion dans notre vie.

Ces exemples indiquent des mutations sociétales profondes, collectives et individuelles. Les modes de communication sont bouleversés, de même que les modèles d'éducation et de travail.

Le plus difficile est sans doute d'harmoniser nos institutions, nos modèles cul-

turels et nos valeurs à ces transformations rapides. Car souvent, les temps nécessaires aux adaptations sont longs. Des déséquilibres profonds peuvent alors s'installer, débouchant sur des conflits ou des désordres. Qu'on pense aux difficultés d'une justice désarmée face à une délinquance en col blanc aux gigantesques ressources des techniques nouvelles. Qu'on pense aussi au problème du chômage. Est-il autre chose que la conséquence de notre incapacité à sortir des règles de répartition du produit collectif entre les différents partenaires sociaux, qui prévalaient à une époque où le travail était encore un des facteurs essentiels de la production, pour en inventer de nouvelles ? Les nouvelles technologies ayant supplanté le travail, la question n'est plus « comment augmenter l'emploi ? », mais « comment partager le travail ? » et « comment partager autrement les ressources collectives ? »

L'intrusion de l'intergénérationnel dans la réflexion et le discours politique est en rapport direct avec le progrès technologique. Les croissances de longévité et de productivité se sont épaulées mutuellement. Sans l'amélioration de la productivité, le temps de travail n'aurait pas pu être réduit, l'amélioration du niveau de vie n'aurait pas été telle, et la longévité n'aurait pas progressé comme elle l'a fait au ^{xx}e siècle. À cet égard, les systèmes de protection sociale et l'amélioration de la santé publique ont été importants dans la lutte contre le risque vieillesse. L'instauration des systèmes de retraite, tout comme la notion même de retraite, sont d'ailleurs des inventions récentes.

Une des conséquences de cette évolution, c'est le fait que dorénavant le travail des hommes va être constitué pour une grande part à occuper le temps libre des autres hommes, sous forme d'une offre de loisirs et de services divers.

La moindre des conquêtes du ^{xx}e siècle n'est donc pas le fait que le temps libéré l'emporte dorénavant pour beaucoup sur le temps contraint par le travail. Encore faut-il savoir comment ce temps libéré pourra être réparti entre les différents âges de vie. Sera-t-il concentré essentiellement dans la dernière phase de l'inactivité comme cela semble être le cas actuellement ? Ou une meilleure organisation du cycle de vie permettra-t-elle de mieux gérer le temps libre tout au cours de l'existence ?

Je crains que nous ne manquions ici d'audace et de créativité. Après une phase d'abaissement intensif de l'âge de la retraite, il semble que la solution la plus couramment préconisée dans les États européens soit aujourd'hui un relèvement de l'âge de la retraite. Objectif : limiter les coûts financiers du vieillissement. Or, du point de vue de la qualité de vie des citoyens, c'est plutôt la flexibilité qui devrait être encouragée. Il semble que celle-ci se heurte aux impératifs de l'économisme dominant.

Concernant l'allongement de la vie moyenne, il importe de bien comprendre sa nouveauté. En effet une vision simpliste de l'évolution peut nous amener à penser que, puisque la durée de vie augmente, la période dévolue à la vieillesse va aussi augmenter : tout le monde sera vieux, malade et dépendant plus longtemps.

Mais cette conception est probablement fautive. Il y a de fortes chances que tous les âges de la vie, et surtout l'âge adulte, bénéficient de cet allongement de la vie. La vieillesse proprement dite pourrait alors courir sur une période de temps plus courte, les maladies dégénératives du vieillissement intervenant plus tard. L'allongement de la vie et la multiplication des personnes âgées n'ira pas forcément de pair avec un accroissement proportionnel des cas de démence, de déchéance ou de dépendance.

Pour terminer, je voudrais dire que les voies pour mettre en œuvre l'intergénérationnel sont certainement multiples, mais qu'elles ont été trop peu ou trop timidement explorées. On pense bien sûr aux quelques tentatives de maisons de repos intégrant des possibilités de rencontres avec des enfants, ou aux écoles de devoirs organisées par des groupements de retraités, à l'accompagnement aux mourants. Mais que fait-on dans l'entreprise, dans la famille, dans la vie quotidienne ?

Il serait absurde de prétendre que les solidarités entre les âges ont disparu. Peut-être même sont-elles en augmentation grâce aux initiatives des associations et à la perception de l'urgence de combler les dégâts causés par la nucléarisation de l'espace familial et le délitement des solidarités, tant urbaines que rurales.

Mais la question est de savoir si ces initiatives sont à la hauteur des défis posés par les sociétés intergénérationnelles. À mon avis, ce n'est pas sûr. Car en même temps que de telles initiatives se développent, les barrières des âges tendent à se multiplier, dans l'emploi, l'éducation, la santé, le logement ; un véritable ségrégationnisme lié à l'âge se développe.

Par exemple, les tentatives pour déstabiliser les systèmes de pension par répartition au profit des assurances par capitalisation constituent des formes d'atteinte à la solidarité intergénérationnelle. Elles sont d'autant plus graves que les principales victimes ne sont pas les retraités d'aujourd'hui, mais bien ceux de demain, les jeunes actifs à qui des discours irresponsables recommandent de se prendre en charge eux-mêmes en abandonnant les formes d'assurance par répartition. Mais qui peut dire aujourd'hui qu'il pourra, au cours d'une carrière assez brève, accumuler une épargne suffisante pour se prendre en charge seul pendant 30 ou 40 ans ?

Enfin, je ferai une dernière remarque sur l'équité intergénérationnelle. Il s'agit d'une notion très présente dans le débat sur le développement soutenable. Certes, c'est une notion généreuse. Mais il risque d'en être fait un très mauvais usage.

En effet, ce concept est souvent évoqué à propos du déséquilibre financier constaté entre les anciennes générations, celles des retraités, et les nouvelles. On considère que l'équité commande que ce que les aînés reçoivent sous forme de transferts ne doit pas dépasser ce que les jeunes peuvent espérer recevoir.

Or, ce genre de balance comptable est extrêmement difficile à établir. Car s'il est assez facile de comptabiliser ce que les retraités obtiennent via les transferts publics, il est beaucoup plus difficile de mesurer la part revenant aux jeunes.

Doit-on y inclure l'éducation et toutes les dépenses que les parents ont effectué en leur faveur pour les élever, les nourrir, les éduquer, ce qu'ils reçoivent via la famille sous forme de cadeaux, de donations ?

Il est toujours possible d'établir le passif des générations anciennes : ce qu'elles ont dépensé ou emprunté, ce qu'elles ont gaspillé en ressources non renouvelables. Mais comment mesurer avec précision l'actif : ce qu'elles ont construit, ce qu'elles ont inventé, ce qu'elles ont organisé ? De plus, si on pose le problème dans la durée – ce qui paraît indispensable – que sait-on de l'avenir des jeunes générations ? Par exemple, le fait qu'elles soient pénalisées aujourd'hui par le chômage ne signifie pas qu'elles le seront encore dans l'avenir. Il est même possible que leur condition s'améliore substantiellement quand le passage difficile de la deuxième à la troisième révolution industrielle aura eu lieu et que de nouvelles perspectives de croissance émergeront.

Spéculer sur l'avenir est toujours un exercice redoutable. Faut-il, comme le préconisent certains économistes, réduire dès à présent le niveau des pensions pour éviter que dans l'avenir les pouvoirs publics ne soient plus en mesure de les payer ? Pour ma part, je m'inscris radicalement en faux contre cette thèse : une telle politique aurait pour effet pervers d'empêcher les retraités de jouer leur rôle de redynamisation de la société et de relance de l'économie à travers leur consommation de services et de biens associés aux technologies nouvelles.

Je m'inscris également en faux contre d'autres théories, qui viseraient à limiter le pouvoir politique des aînés, supposés défendre des intérêts corporatistes allant à l'encontre des intérêts des autres générations. Peut-on en effet imaginer que les aînés soient assez stupides pour ne pas comprendre qu'une société ne peut pas fonctionner sans tous ses groupes d'âges et toutes ses générations ? Les aînés seraient-ils insensibles à l'avenir de leurs enfants et petits-enfants, au point de s'accaparer toutes les richesses collectives parce que leur poids politique leur en donnerait l'occasion ? Bien évidemment non. Une réponse positive me paraît encourager la guerre des générations et empêcher, par des concepts en apparence très objectifs, que nos sociétés redeviennent ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être : des systèmes organiques, où chaque composante doit prendre conscience qu'elle a besoin des autres pour survivre elle-même. De toutes façons, à la limite j'estime que les vieux ont le droit de constituer une force politique de revendication s'ils s'estiment lésés. Les partis ouvriers furent également des partis « corporatistes ». Cela ne les a pas empêchés de comprendre qu'ils faisaient partie d'une société et qu'il fallait envisager des compromis et des intérêts communs.

– *Annick Burnotte*

Dans les instances du MOC en général, et de Vie Féminine en particulier, il y a peu de jeunes femmes. Il en est de même des femmes qui participent à nos activités. Lorsque nous avons pris l'initiative d'organiser des « cafés citoyens », nous avons remarqué le même constat. Il y a vraiment un conflit de générations.

– *Martine Faignart*

L'année dernière, nous avons réalisé une enquête, une radiographie de nos adhérents. Nous nous sommes rendu compte qu'il était très difficile de travailler avec de jeunes familles, car ce sont celles qui disposent du moins de temps. Nous sommes en train de préparer un congrès pour la prochaine année sociale. Parmi les thèmes retenus, nous avons choisi celui de l'intergénérationnel. Je tiens à souligner que l'intergénérationnel ne devrait pas porter uniquement sur les classes d'âge extrêmes, mais également entre les classes intermédiaires. Pour moi, l'unique solution consiste à augmenter le temps libéré.

– *Éric Allaer*

Le problème, actuellement, c'est que le temps contraint est concentré sur les 40 années intermédiaires de la vie d'un être humain. Un autre problème, c'est que ceux qui parviennent à dégager du temps libéré sont ceux qui détiennent du pouvoir.

À la Ligue des Familles, nous sommes en train de plancher sur un projet en collaboration avec le Fonds du Logement des Familles Nombreuses en Région Wallonne. L'enjeu est de financer des logements et un accès à des logements qui répondent au défi de l'intergénérationnel : permettre à des classes d'âge différents de cohabiter dans un même immeuble, dans le cadre d'une même famille ou de familles différentes. Il s'avère que ce sont les aînés qui sont les plus réticents, conscients de ce que les jeunes manquent de temps. De leur côté, les jeunes préfèrent envisager une prise en charge de leurs aînés tant qu'il en est encore temps.

– *Geneviève Everarts*

À Entr'Âges, nous ne jouons pas seulement sur le familial. Notre projet ne s'inscrit pas dans le cadre de familles, mais sur l'intergénérationnel de proximité, hors famille.

– *Michel Loriaux*

L'apparition de logements ou d'habitats intergénérationnels est une réponse à la précarité : c'est un projet réactif. Et, dans les faits, on constate que vu l'occupation des jeunes ou des parents, ce sont en effet les aînés qui sont « pompés » par la garde des enfants et la nécessité de les occuper.

– *Anne Ledoux*

Chez nous, ce sont les plus âgés qui viennent. Les jeunes sont devant un choix si large qu'ils ne s'investissent plus dans des activités de long terme. En revanche,

on constate que, pour les personnes âgées, le temps de l'engagement est quelque chose de revalorisant. Ils se sentent utiles. C'est de l'auto-réhabilitation.

– *François Ost*

À l'occasion des élections législatives de juin 1998, il fut intéressant de constater que les analystes politiques élaboraient énormément de catégories, mais que les personnes âgées n'entraient pas dans leur classification; elles constituent pourtant une part importante de l'électorat. Il est intéressant aussi de voir que la plupart des partis politiques interdisent l'accès à des fonctions politiques à partir de 65 ans. Ne vaudrait-il pas mieux interdire les cumuls et les longues carrières?

– *Geneviève Everarts*

Parfois, les gens qui ont exercé des responsabilités dans leur vie professionnelle veulent en être débarrassés par après. Il est utile de leur donner un rôle de « passeurs », d'échangeurs de connaissances, d'expériences. On constate que ce qui a de la valeur pour eux, c'est la lenteur et la disponibilité.

– *Marie-Eve Maréchal*

Nous nous rendons compte que nos projets répondent davantage aux conditions sociales d'il y a vingt ans qu'à celles d'aujourd'hui. Nous constatons aussi la difficulté de prendre en compte les populations défavorisées. Elles risquent souvent de se trouver en position d'assisté. Par exemple, si on utilise les personnes âgées comme bénévoles, on risque de leur donner une supériorité morale par rapport à l'utilisateur qui reçoit.

– *Hugues Oehmichen*

Il n'est pas certain que l'échange bénévole soit quelque chose de valorisé par celui qui reçoit. S'assurer, assurer sa sécurité, c'est parfois positif.

– *Éric Allaer*

Le temps de la formation est horriblement contraint, long et rigide. On en demande de plus en plus aux étudiants. De par leurs horaires et le travail à domicile, on leur demande une charge de travail bien supérieure à celle des actifs. Il s'agit d'une sélection masquée. Pourquoi ne pas étaler le temps de la formation sur l'ensemble de la vie?

– *Jean-François Degelaen*

Oui, il faudrait envisager une formation tout le long du parcours de vie. Il faudrait harmoniser les passerelles, les transitions entre temps de production, temps de formation et temps de libération. Une bonne piste me semble être celle des réseaux d'échanges des savoirs.

– *Stéphane Vanden Eede*

On assiste au développement de ces réseaux d'échanges, des échanges de savoirs ou de services le plus souvent non monétaires. Voyez-vous cela dans votre travail ?

– *Éric Allaer*

Pour moi, l'échange des services n'est pas l'avenir. C'est tout au plus un moyen de créer du lien social. A-t-on besoin de cela dans les quartiers et les villages ? Faut-il l'instituer plus largement ?

– *Hugues Oehmichen*

Si, dans un réseau d'échange de services, nous fixons un prix, même s'il n'y a pas de transaction monétaire à proprement parler, c'est pour garder une trace, pour garder une évaluation de ce qui est échangé.

– *Jean-François Degelaen*

Il n'y a pas besoin de monnaie d'échange vu que ce que les gens retirent, c'est une satisfaction personnelle.

– *Stéphane Vanden Eede*

Les Belgian Senior Consultants sont des personnes pensionnées qui se mettent au service de l'associatif ou de la collectivité, pour des montants réduits. Pourquoi ne pas généraliser cette expérience ?

– *Christian Lannoye*

Il y a aussi l'exemple français d'EDF. Les anciens échangent leurs carnets (agendas, adresses) avec les autres employés.

– *Marie-Eve Maréchal*

Mais combien d'expériences se perdent ? En Ardenne, quand on construit de nouvelles maisons, on ne va jamais contacter un ancien maçon...

– *Geneviève Everaerts*

Il y a un clivage très net entre les moins de 18 ans et les plus de 65 ans. On reconnaît plus vite le savoir-faire que le savoir-être.

– *Annick Burnotte*

En fait, les choses sont plus complexes que le clivage entre moins de 18 ans et plus de 65 ans. Certains grands-parents travailleurs doivent s'occuper de leurs petits-enfants, sans parler de leurs propres parents. En général, ces jeunes grands-parents sont sur les genoux.

– *Geneviève Everaerts*

Il y a aussi les demi-génération, les familles recomposées. Dans certaines familles, le demi-frère a l'âge du père ou de la mère. Cela complexifie grandement les choses.

– *Gustavo Marin*

Il faut diffuser l'intergénérationnel entre les cultures, entre les continents. Mais il y a des obstacles énormes au niveau mondial. Le système est un système dans lequel le travail est conçu pour classer les gens. Tout le système économique mondial coupe la vie des gens en tranches. Il suffit de penser aux fonds de pension anglo-saxons.

– *Geneviève Everarts*

Je suis aussi professeur à Namur dans une école pour éducateurs en gérontologie. Les éducateurs se plaignent. Ils sont payés et gardés à la prestation. Ils doivent donc rentabiliser leurs services. Or, outre la demande de soins, les personnes âgées demandent également d'entretenir des contacts. Mais ce temps-là n'est ni reconnu, ni valorisé, ni rémunéré par les pouvoirs publics et les tutelles.

– *Carine Chevalier*

C'est exact. Nous recevons très souvent des appels pour rien. Les personnes âgées veulent parler, entretenir un lien social.

Troisième séminaire :

Le temps et le travail des hommes

– *Dan Wendorf*

Précisons d'emblée: je n'apporterai aucune solution toute faite! Je vous proposerai plutôt quelques éclairages tirés de mon expérience dans l'économie sociale.

Une anecdote pour commencer. En 1978, j'étais à Manhattan avec des amis et nous sommes entrés dans un Mac Donald's. Il y avait une énorme publicité: «Get a minute, Get a meal». En fait, chaque serveur avait un réveil. On arrivait, on commandait son hamburger et les serveurs avaient une minute pour vous servir. Pour le jeu, je m'adresse à la serveuse et je lui dis: «Discutons». Elle m'a répondu que si elle faisait cela, elle ne pourrait jamais me servir dans la minute et serait licenciée.

Cette situation m'a choqué et toute ma réflexion et mes engagements ultérieurs viennent sans doute de cet incident. C'est là que j'ai vu jusqu'à quelle extrémité pouvait mener le capitalisme.

Je ressens l'économie classique comme négative pour diverses raisons.

La concentration: on assiste à la création de grandes entreprises, concentrées pour l'intérêt du marché et non celui des êtres humains.

La productivité: on cherche à augmenter au maximum les gains relatifs, les gains marginaux. Résultat: aujourd'hui, nous sommes rattrapés par les «Tigres» asiatiques et on assiste aux délocalisations. Et en plus on prétend que chez nous les gens ne veulent plus travailler, alors que les Asiatiques oui. J'ai travaillé pendant un an dans une usine textile de Toronto: c'était invivable. Il y avait

quelqu'un derrière mon dos qui minutait mon travail et mettait toute la pression pour accélérer la production.

La flexibilité: nulle part on ne prend en compte la sphère privée.

La rentabilité: on calcule de plus en plus la production d'unités en temps donné.

Le Just-In-Time: c'est un procédé par lequel des unités de production sont rassemblées les unes près des autres et répondent immédiatement à la demande.

Tout se fait sur le dos des personnes. À côté de ceux qui parviennent à surnager et à répondre aux impératifs du marché, il y a tous les autres, ceux qui se noient.

D'où l'intérêt de l'économie sociale. Hélas, même dans cette économie dite «alternative», la notion de rentabilité est de plus en plus présente.

Le cas du «Parcours d'Insertion» (PI) est exemplaire. En effet, on parcellise, on échelonne, on organise en étapes, on fait tout pour harmoniser le rapport entre formation et productivité. On essaie d'accélérer le passage d'une étape du PI à une autre. Cela tient notamment au cadre de contraintes dressé par le Fonds Social Européen, la Communauté Française et la Région Wallonne.

Quelles sont les étapes du PI?

Resocialisation et structuration.

Préqualification, remise à niveau et orientation.

Formation qualifiante. Ici, l'associatif est «out» et c'est l'empire du Forem, de la Promotion Sociale et de l'entreprise.

Transition à l'emploi. Les «perdants» sont renvoyés dans les entreprises d'insertion; les «gagnants» sont intégrés dans l'entreprise (mais pour combien de temps?).

On assiste donc à une dualisation.

La dualisation s'exprime également dans le principe de l'activation du Minimex et des allocations de chômage à perpétuité, doublé d'une réduction des charges patronales à perpétuité.

Par rapport au stagiaire, le temps agit comme un couperet. «Vais-je avoir le temps d'arriver à l'étape suivante?». Une étude de la Fondation Roi Baudouin parle d'intervalle formateur le plus court possible. Il s'agit donc d'activer le plus vite possible les exclus! Il y a une déchirure entre les impératifs des formateurs et ceux des personnes en formation, un hiatus entre la rentabilité et la formation. Pourtant, on s'acharne à lier les deux.

Les personnes de plus de 50 ans ne peuvent tenir cette cadence. On les envoie alors à la mutuelle. Les animateurs coordinateurs doivent gérer ces contraintes. Leur leitmotiv, c'est: «Agir le jour, réfléchir le soir». Qui est l'amortisseur? Le personnel animateur formateur!

Beaucoup s'interrogent: insérer les gens comme ça? Pour quel type de société?

L'économie sociale devrait être le temps de l'espoir et du rattrapage. Cette économie sociale entend a priori faire de l'économie autrement. Il n'est pas

inutile de faire un rappel des 4 critères de l'économie sociale, tels que définis par le Conseil Wallon de l'Économie Sociale.

La finalité des services s'adresse aux membres et à la collectivité. Ce devrait donc être la guerre au principe: «Le temps, c'est de l'argent». Met-on cela en pratique?

L'autonomie de gestion. Très beau sur le papier; mais, dans la pratique, il faut du temps. Comment se consacrer à la fois aux usagers, au projet, à la formation, et gérer les dossiers?

Le processus de décision est démocratique. Même remarque: dans la pratique, il faut du temps.

La primauté du personnel travailleur sur le capital dans la répartition des bénéfices. Oui, mais le temps dans tout cela? Le personnel devrait être rémunéré pour le temps consacré et nécessaire à la production et à la répartition des bénéfices.

Bref, comment lever la contrainte du temps?

Par la subsidiation? Les mauvaises langues disent qu'il s'agit d'une «prime à l'incompétence».

En levant les contraintes pesant sur les formateurs?

Comment partager les richesses, en sachant qu'un partage totalement linéaire n'est peut-être pas idéal?

Quel compromis trouver entre le «Get a minute, get a meal» et la subsidiation à 100 %?

Je crois que, tel quel, un «juste milieu» est introuvable. Il est propre à chaque personne, à chaque situation. Nous balançons en permanence entre les subsides que nous pouvons espérer recevoir en plus et le fait de poursuivre un «parcours» avec des stagiaires au-delà du temps autorisé. On en est presque forcés de tricher.

– *Godelieve Rulmont-Ugeux*

Pour moi, le problème du temps, c'est de gérer un temps qui se partage entre mon boulot de patronne et ma famille, notamment mon rôle de grand-mère.

Professionnellement, je dois courir derrière des stagiaires pour qu'elles commencent leurs journées à temps et ne retardent pas le groupe de formation. En quelque sorte, mon travail est de gérer le temps perdu.

Géographiquement, mon bureau est situé au centre de CREASOL. C'est donc un lieu central de passage, de transit et de doléances.

Baucoup de mon temps est consacré à des stagiaires sous-qualifiées et des formatrices non universitaires, ayant peu de recul. La journée est pleine de ces temps perdus. Mais s'agit-il réellement de temps perdus? Non: ils sont utiles; ce sont des temps donnés, consacrés. Ils forment une rupture avec l'exclusion du CPAS. En fait, il faut que les stagiaires comprennent leur temps et respectent le mien.

Par rapport au Parcours d'Insertion et à ses impératifs, nous avons des résistances. Nous savons que nos stagiaires ne seront jamais réellement des cuisinières ou des couturières. Nous essayons seulement de leur donner les moyens de comprendre, non pas qu'elles doivent faire quelque chose, mais qu'elles peuvent penser à quelque chose.

Ainsi, nous organisons un cours d'Histoire qui se révèle être un outil d'intégration personnelle. D'où vient la Belgique? D'où vient l'environnement dans lequel elles vivent? Cela leur montre qu'une identité s'inscrit dans une Histoire. Cela crée des lignes de vie.

À l'intérieur de CREASOL, nous avons donc créé une sorte de structure parallèle. Nous donnons un espace aux femmes afin qu'elles puissent construire quelque chose: elles mettent en couleur des modules, elles se taisent, elles prennent leur temps, parlent de leur corps, de leur âge, de la grossesse. Nous avons créé une autre association, «Créneaux». Avec 4 jours de formation et 1 jour à domicile, les femmes peuvent choisir des sujets qui les intéressent et correspondent à leur ligne de vie.

Dans une entreprise sociale subsidiée, il y a donc moyen de faire autre chose que ce que nous sommes censés faire: de l'insertion. Chaque soir, j'essaie de noter dans un carnet ce que j'ai fait la journée. Cela donne du plaisir, de la valorisation. Je demande aux stagiaires de faire de même.

– *Dan Wendorf*

Vous devez vous battre pour créer ce temps dans vos structures et le faire agréer par la Région wallonne, la Communauté française, le Fonds Social Européen, etc. Cette idée d'aménager des espaces-temps va clairement à l'encontre de la philosophie du système. À la veille des élections du 13 juin 1999, nous avons envoyé un mémorandum à tous les partis politiques. Aucun n'a répondu positivement. À l'exception des écologistes, tous veulent accélérer le passage de la formation à l'emploi, accélérer le rythme du Parcours d'Insertion!

– *Godelieve Rulmont-Ugeux*

«Créneaux» a influencé, contaminé CREASOL. Mais je voudrais aborder un autre point. En Belgique, tout est organisé en fonction des «piliers» philosophiques. Pourquoi ne pas, non pas abolir ces piliers, mais plutôt jeter des passerelles de façon à jouer sur la complémentarité des services et des contenus plutôt que sur la concurrence? Troquons nos compétences et gagnons du temps.

– *Jean De Schampmelaere*

Dans mon ancien boulot, je travaillais dans un état d'esprit et dans des conditions identiques à celles de madame Ugeux. J'étais gestionnaire du service des

cartes Visa. Pour augmenter mon taux de rentabilité, je devais presque devenir un vendeur agressif. Or, avec le temps, un vendeur agressif devient un mauvais vendeur car il n'est plus vraiment à l'écoute de son client et ce dernier est mis sous pression. Par ailleurs, le client change, il est plus informé et il risque de faire jouer la concurrence avec un autre service, notamment sur la qualité de l'accueil et de l'écoute. Il a donc fallu adapter mes techniques de vente aux besoins réels du client, afin de le fidéliser.

Si, dans un premier temps, mes méthodes n'ont pas vraiment plu à la direction, étant donné que j'étais moins « performant », elle a fini par se rendre compte que je parvenais à stabiliser, à étoffer et à fidéliser un portefeuille de clients. L'accueil a commencé à se faire dans des bureaux à l'arrière de l'agence. Cela a nécessité moins de personnel, mais ce personnel était plus à l'écoute. La flexibilité a donc permis une meilleure écoute du client.

– *Hugues Oehmichen*

C'est ce qu'on appelle le « One To One », l'accueil personnalisé, individualisé. Vivement les cartes à puces pour en finir avec ces caissières hyper stressées. Il est intéressant de voir que, dans le cas présenté, on n'a plus affaire à des vendeurs mais à des conseillers.

– *Bruno André*

Il y a cinq ans, j'ai fait un reportage dans des usines du Sud de l'Inde. Je me suis alors rendu compte que la culture indienne locale ne disposait pas de mots spécifiques pour parler d'hier, d'aujourd'hui ou de demain. Depuis que nous leur avons imposé notre rapport occidental au temps, on assiste à une augmentation du suicide, de l'alcoolisme et des viols. Je trouve que l'on devrait revendiquer le droit de ne pas travailler. Pour reprendre le proverbe oriental, « ce qui n'est pas fait avec le temps est fait contre le temps ».

– *Florence Prick*

Dans la logique du temps, quid du bail glissant ? Le bail glissant est cette forme de bail particulier, propre à Habitat-Service, qui vise – au travers de notre médiation – à créer un lien durable entre un propriétaire et un locataire au départ non solvable. À terme, le bail glissant devient un vrai bail. Le temps de formation serait de 6 mois, mais pourrait être approfondi à 8 ou 9 mois. Il y a un paradoxe entre l'existence de porteurs de projets vision alternative et la nécessité de « rentabiliser » un maximum notre temps. Par exemple, est-ce une perte de temps que d'écouter « Arguments » dans sa voiture sur une K7 ? Est-ce également du temps de travail ? Autre paradoxe : nous prônons tous la réduction et le partage du temps de travail et nous travaillons tous comme des brutes.

– *Thérèse-Marie Bouchat*

C'est en effet le paradoxe de la réduction du temps de travail. Ce qu'il faut, c'est changer de cadre. Et changer de cadre, c'est entrer dans l'action politique. C'est pourquoi, avec Philippe Defeyt, nous avons imaginé quelques pistes.

Par exemple :

Généraliser le statut d'indépendant à titre complémentaire, de façon à donner au jeune le temps de lancer un projet, de nouer des relations...

Permettre aux jeunes de prendre le temps de se lancer dans la vie active via le contrat de pluri-activité.

Ce qu'il faut, c'est passer de l'insertion à la participation, sortir d'une vision qui ne voit l'insertion que dans le cadre de l'activité professionnelle rémunérée.

Notre objectif, c'est la pluri-activité des jeunes pendant 2 ans et de mettre cette période à profit pour leur permettre d'organiser un passage en douceur sur le marché du travail et transformer leur période d'attente, inutile, en une période d'apprentissage. Mais tout cela suppose une autre conception de la vie active.

Si l'on se réfère à de nombreuses études sur les jeunes, je pense notamment à celle de Bajoit et Franssen, il est clair que les jeunes ont des attentes qui dépassent de loin la demande d'un emploi. Le contrat de pluri-activité donnerait aux 18-30 ans le droit à un contrat et un emploi normal, le tout avec un revenu minimum garanti de 44 000 francs belges brut.

On peut également réfléchir à la formule «un sur cinq» d'André Gorz. Selon ce système, chacun aurait droit à un période libre rémunérée un jour sur cinq, une semaine sur cinq, un mois sur cinq, une année sur cinq. Cette période serait consacrée à la détente, à la culture ou à la formation. Il faudrait réserver cette réduction du temps de travail à ceux qui occupent les emplois les plus pénibles et les moins valorisés.

L'essentiel, c'est d'aménager un emploi du temps convenable.

– *Véronique Hecquet*

Il faut décompartimenter les individus, tant dans leur temps quotidien que dans leur vie. Tout se passe comme si les gens étaient segmentés dans leurs différents temps, et ce au profit de leur temps de travail.

– *Josiane Lejeune*

Je pense à toutes les formations Forem auxquelles se sont inscrits de nombreux jeunes chômeurs. Ces jeunes étaient demandeurs, mais on ne leur a offert que des formations qui ne les intéressaient pas, qui ne rentraient ni dans leurs desideratas, ni dans leur parcours de vie.

– *Bruno André*

À nous entendre, la seule voie d'insertion, c'est le travail! Mais attention au bénévolat. Je suis contre le bénévolat. Le bénévolat peut-il être considéré, et à quelles conditions, comme un marchepied vers l'emploi? Le cas du bénévolat des Magasins du Monde-Oxfam pose le problème sous un angle particulier: s'agit-il d'économie solidaire ou de délocalisation alternative?

– *Godelieve Rulmont-Ugeux*

Les gens sont souvent contre l'activation des chômeurs. Personnellement, j'ai envie de nuancer ce propos. Je crois qu'il est vital de désenclaver les chômeurs, de les restructurer.

– *Hugues Oehmichen*

Je ne suis pas en soi contre le compagnonnage. C'est parfois une nécessité. La formation continue est nécessaire. Pour moi, l'intégration, l'insertion, cela ne peut passer que par le travail.

– *Jean-Pierre Sottiaux*

La pression actuelle sur les structures employant du personnel fait évoluer la notion de temps d'insertion ou d'accompagnement au sein même de la «gestion des ressources humaines». Auparavant, un chômeur de plus d'un an, après évaluation, était soit engagé, soit accompagné ailleurs. Maintenant, s'il ne convient pas, il est «jeté».

– *Stéphane Vanden Eede*

Pour conclure, je crois que nous devrions revenir sur deux questions. La question du formateur considéré comme amortisseur par le cadre actuel et celle du temps nécessaire pour s'occuper correctement des «décrochés».

– *Myriam Merten*

Nous n'avons fait que parler du droit des gens à avoir du temps, à ne pas travailler, etc. Mais pourquoi ne pas parler du temps que les individus sont censés fournir à la société. Nous vivons tout de même en société, non?

– *Benoît Derenne*

Deux questions centrales restent:

Comment ne pas développer une logique « alibi » pour le système « rouleau compresseur ». Les expériences sont tellement en marge du système qu'elles en sont insignifiantes.

Comment sortir du cadre de référence ? La référence ultime reste aujourd'hui le lien entre travail, rémunération et sociabilisation. Notre temps libéré n'est-il pas du temps contraint ailleurs ?

Quatrième séminaire : Nature et décision politique

– *Gérard Jadoul*

Il existe plusieurs formes de temps.

D'abord, le temps de la nature. Les cycles de la nature, on le sait, peuvent être différents et les bouleversements actuels de la nature, s'ils n'ont pas toujours de répercussion immédiate, peuvent en avoir dans quelques dizaines ou centaines d'années.

Ensuite le temps de la décision politique. La nation belge a pour la première fois rédigé un texte sur la protection des forêts en 1854. Ce texte, qui a influencé la gestion forestière des 150 années après son adoption, se préoccupait des enjeux forestiers pour l'avenir. En revanche, dans le dernier texte sur la protection de la forêt, de 1998, il n'y a aucune prise en compte du temps dans la décision politique : on se moque de ce que va devenir la forêt en 2050 ou en 2100 ; ce qui compte, ce sont les résultats immédiats. La préservation des bois que nous connaissons maintenant ne sera peut-être plus la priorité en 2100. Il s'agira peut-être de préserver l'eau, ou autre chose. Le clash est très clair entre le temps de la nature et le temps de la décision politique.

Quand on réunit les acteurs d'un massif forestier comme celui dont je m'occupe à St Hubert, on constate que les gens autour de la table ont des perceptions du temps totalement différentes : un propriétaire forestier privé s'inscrit dans une logique de 30 ou 40 ans, un propriétaire public d'une forêt communale réfléchit dans la limite des six ans de la législature, le chasseur dans celle des neuf

ans de son permis de chasse, l'office du tourisme pense lui à la « balade champignons » de l'automne prochain.

Travailler sur des notions de développement durable avec tous ces gens et les faire réfléchir à la forêt de 2100 n'est pas simple. Il faut pouvoir inventer des critères communs dans lesquels chacun puisse se retrouver.

Il faut aussi compter avec l'administration publique. Par exemple, nous avons dû batailler pendant trois mois pour obtenir qu'on ne fasse plus les réunions en journée. Les fonctionnaires considéraient que cela faisait partie de leurs heures de bureau, donc que les citoyens qui voulaient rencontrer l'administration devaient se libérer entre 8 heures et 17 heures ! Comment faire participer les citoyens aux réunions dans ces conditions ? Trois mois de négociations ! Quelle perte de temps et d'énergie.

Une autre donnée récurrente dans les problèmes environnementaux, c'est l'impression de faire de la gestion d'urgence quotidienne. Plus de temps pour la prévention, les propositions constructives : il faut parer à l'urgent. On ne prend plus le temps de réfléchir aux textes de loi, à nettoyer ce qui ne va pas. On nous les présente tout faits, et on n'a plus qu'une seule chose à faire, c'est les mémoriser.

Un collègue éthiopien m'a dit un jour, en parlant du déboisement chez lui : « Nous sommes aussi conscients que vous dans le Nord que, quand on a une poule, il faut la garder le plus longtemps possible pour qu'elle pondre des œufs. Mais il y a un moment où l'urgence est telle qu'on n'a pas le temps d'attendre l'œuf suivant ; on finit par tuer la poule parce qu'il n'y a pas d'autre solution si on veut manger » Nous avons aussi connu un fort déboisement au Moyen-Âge, beaucoup plus radical que ce que fait l'Afrique maintenant. Mais on avait la chance d'avoir un écosystème qui se recrée.

Enfin, au niveau du temps personnel, on passe parfois beaucoup de temps à faire de la représentation en réunion, jusqu'à ne plus savoir vraiment de quoi on parle, à perdre la réalité du terrain. Il est extrêmement important de pouvoir retrouver du temps pour se réinsérer dans les problématiques dont on parle.

De même, il importe de pouvoir se distancier quelques heures et quelques jours par rapport à son boulot : pouvoir se détacher, relativiser, retrouver du temps personnel ou familial.

– *Jean-Yves Saliez*

À gros traits, quelques jalons de l'évolution de la conception du temps dans l'histoire, et plus particulièrement dans le rapport de l'homme à la nature, à l'économie et aux ressources naturelles.

Selon de nombreux chercheurs, notre conception de l'univers est influencée par notre vécu. Et, surtout, elle a des conséquences fondamentales sur la manière dont nous agissons par rapport à la nature et sur le fonctionnement de notre système économique.

On pourrait distinguer quatre univers, quatre types de schéma mental : l'univers naturiciste, la nature ; l'univers mécaniciste qui fait référence à toute la mécanique newtonienne ; l'univers thermodynamique et celui du vivant.

Ces quatre univers coexistent en permanence. Ils sont apparus au cours du temps mais ils n'ont jamais été effacés lorsque le suivant apparaissait, ils ne sont jamais complètement écrasés. Aujourd'hui, on se trouve confronté à un mélange de ces quatre univers.

L'univers naturiciste date d'Aristote. La nature y est pratiquement considérée comme une divinité, stable et immuable. C'est un univers qualitatif. Les choses sont définies par leur finalité, on n'est pas encore dans un univers quantitatif qui va apparaître après. Dans ce cadre, l'homme a le droit d'utiliser la nature pour satisfaire ses besoins. Mais cette nature, vue comme une richesse, ne peut être exploitée à l'infini.

En matière économique, il existe encore aujourd'hui des mouvements que l'on appelle « préservationnistes ». Ils affirment que l'on peut juste satisfaire nos besoins. Pas au-delà : la nature n'est pas au service de l'Homme, on ne peut l'utiliser à l'infini.

L'univers mécaniciste tire son origine de la mécanique newtonienne. Dans cet univers, il n'existe aucun risque et aucune probabilité. Ainsi Descartes prônait-il une mise à distance par rapport à la nature : on découpe le monde en petits morceaux pour régler les problèmes ; pas de perspective globale. À l'inverse du modèle précédent, l'homme se différencie de la nature et considère qu'il peut l'utiliser pour répondre à ses besoins.

On vit toujours dans cet univers actuellement. Aujourd'hui, l'univers est pris en compte mais de manière monétariste. On pense que le temps est réversible, qu'on va pouvoir « dépolluer ».

L'univers thermodynamique, c'est la contrainte écologique absolue, l'idée de la croissance zéro. La science thermodynamique a fait son apparition en 1820 et s'est appliquée à l'économie à partir de 1970. C'est un univers quantifié, déterministe : les lois de la thermodynamique ne sont pas des lois probabilistes. C'est un univers irréversible avec un temps qui avance sans retour.

L'univers du vivant s'enracine dans les sciences de la biologie, qui déteignent dans nos conceptions de l'univers et dans l'économie. On a tous entendu cette histoire du papillon qui vole d'un côté de la terre et qui pourrait provoquer de manière probabiliste un ouragan de l'autre côté. On trouve là une influence des théories de l'information, des approches systémiques des années 50. Ces thèses influencent la pensée économique dans un mouvement qui s'appelle « ecological economics » et qui consiste à essayer d'analyser la sphère économique comme si c'était un être vivant.

L'univers du vivant est un univers probabiliste : on a un risque, et on ne sait jamais exactement vers quoi on va. C'est un univers irréversible, comme le précédent, mais il se caractérise surtout par le concept d'« éco-évolution ». Dans l'univers thermodynamique, on avait l'idée que la terre a une capacité limitée de supporter

les activités humaines. Ici, à l'inverse, on considère que la terre n'a pas une capacité définie, mais est en évolution permanente avec les humains. La nature n'a donc plus rien de « naturel » : elle évolue avec les activités humaines. Il n'y a pas de limite définitivement arrêtée ; on connaît notre univers actuel, pas celui de demain.

Je pense que l'idée du développement durable appartient fondamentalement à l'univers du vivant, qui permet mieux que les autres de penser le long terme. Une question me paraît donc être : comment, en termes de schéma mental, passer d'un univers mécaniciste à un univers du vivant ? Car, j'en suis convaincu, il importe de jouer sur ce niveau de représentation. Évidemment notre expérience quotidienne peut influencer notre vision du monde. Mais c'est très lent, sauf à compter sur des crises telles les grosses pollutions ou les poulets à la dioxine. Pourtant, c'est dans la tête des gens que cela se passe !

– *Gérard Jadoul*

Effectivement, on a parfois l'impression que les gens ne réagissent qu'en cas de très grosses crises. Restera-t-il du temps entre la perception d'une crise aiguë et la mise en place de solutions ? Exemple concret : les chasseurs ne se rendent pas compte de l'influence néfaste qu'ils ont sur le massif de St Hubert parce qu'on n'en verra les conséquences que peut-être dans dix ans.

– *Marie-Christine Lahaye*

Je crois aussi que les conceptions sont très différentes en fonction des acteurs que l'on rencontre. Mais, pour revenir sur la notion de temps, je pense que le développement de l'humanité, le nombre d'hommes sur terre augmente, donc fatalement l'impact sur la planète est de plus en plus important ; cela, on s'en rend tous compte.

Prenons l'exemple des contrats de rivière : pourquoi se développent-ils ? Parce qu'il y a des personnes qui constatent sur une vie, ou sur quelques années, que la rivière d'aujourd'hui n'est plus celle qu'ils connaissaient quand ils étaient jeunes. Ils ne peuvent plus montrer à leurs enfants ou à leurs petits-enfants les écrevisses, les poissons, les paysages d'autrefois. Donc ils se mobilisent pour essayer de changer les choses. Il est vrai qu'on en arrive à des télescopages dans l'espace-temps parce que cela se joue au niveau d'une génération, mais aussi dans les visions pour les générations futures par rapport à des administrations qui vivent au jour le jour, avec des visions très limitées.

Quand nous lançons un projet, il s'inscrit dans le développement durable. Mais parfois il s'agit aussi de débloquer des infrastructures, d'associer des industriels ou des personnes qui engagent des finances et pour qui il faut une rentabilité. Cette rentabilité porte sur 4 ou 5 ans. Cela peut être difficile à gérer et compliquer le dialogue. Il existe un hiatus entre notre gestion des moyens matériels et les espérances des citoyens.

Mais il y a aussi contradiction chez les citoyens eux-mêmes : un industriel qui gère une installation à amortir est aussi celui qui nous interpelle quand il va dans sa maison de campagne, parce que le ruisseau qui est derrière chez lui n'est plus celui de ses grands-parents. Nous sommes tous citoyens et conscients d'un certain nombre d'éléments. Pourtant, le facteur financier prédomine encore ; il freine les mises en perspective.

On est rattrapé par cette spirale économique de rentabilité, de vision limitée à la durée d'une législature.

– *Gérard Jadoul*

Pour renforcer ce constat de la vue à court terme, d'économie immédiate et très locale, on peut citer l'exemple de la commune qui veut exploiter un de ses terrains pour du camping : elle va le drainer, sans mesurer que ce drainage risque de priver d'eau la commune dans cent ans.

– *Marie-Christine Lahaye*

On peut encore illustrer ce constat par la recherche scientifique, où la recherche fondamentale n'a plus place. On ne fait plus que de la recherche appliquée. Par exemple, on préfère un ingénieur agronome à un biologiste parce qu'il va développer dans sa thèse de doctorat une application concrète, comme l'utilisation d'une eau thermique dans la pisciculture !

La recherche fondamentale permet de découvrir des choses dont on n'a aucune idée, de mettre ensemble des choses par l'imagination, en laissant une liberté à l'esprit. Il y a très peu de financement pour cela. La recherche fondamentale doit se déguiser en recherche appliquée. Quand les choses émergent, elles émergent d'un projet qui a, par ailleurs, une application qu'on doit pouvoir justifier.

– *Eric Allaer*

Personnellement, j'ai une double expérience de prof et de permanent dans un mouvement d'éducation permanente. La dimension de l'éducation est une dimension qui s'inscrit dans le temps de manière régulière. Mais, que ce soit avec des jeunes ou avec des adultes, et exactement comme pour la recherche, si à un moment donné vous n'arrivez pas à dire quelle est l'implication immédiate de votre travail, vous n'êtes pas crédible. Même si on travaille dans la durée, on doit « donner des outils pour trouver un métier ».

En éducation permanente, si je n'arrive pas à monter avec des adultes des projets qui ont des impacts immédiats sur leur environnement, on me demande de rendre des comptes ou on ne nous donne pas de moyens pour travailler. Pourtant je considère que travailler avec un groupe de cinq personnes, en

sachant dans quelle direction nous allons mais en ignorant où cela va aboutir, c'est sensé. On construit les choses pas à pas ; on ne se préoccupe pas de mettre en place des projets immédiats en valeur économique.

– *François Milis*

Je rencontre aussi cela dans mon boulot : l'aide au développement. Je perçois un décalage entre les «humanitaires, avec leur côté spectaculaire, et le développement structurel à long terme. On récolte un milliard pour le Kosovo en une soirée et le CNCD, chaque année, récolte 30 malheureux millions en une semaine.

On ne valorise pas les savoirs locaux. Le problème est d'essayer de redéfinir le développement structurel, un développement dans le long terme qui se base sur une autre relation entre les institutions et les citoyens. Il s'agit de valoriser les ressources et les savoirs des gens sur place, sans passer par quelque chose d'aussi spectaculaire et aussi médiatique que l'intervention humanitaire.

– *Gérard Jadoul*

Le développement durable est, selon moi, une des causes premières du malaise enseignant à l'heure actuelle. De plus en plus on nous demande d'avoir une rentabilité immédiate et des matières directement praticables. L'enseignant est confronté à une société qui demande de l'immédiat, alors qu'il doit préparer à du durable, du long terme. C'est une des causes pour lesquelles il est de plus en plus mésestimé.

– *Jean-Yves Saliez*

Pour abonder dans ce sens, le grand paradoxe c'est qu'il faut prendre en compte le long terme mais que les cycles se sont de plus en plus raccourcis, depuis 200 ou 300 ans.

Par exemple, les cycles de la mode ont connu une accélération tout à fait vertigineuse. Et, en fait, tout le monde est très content. Qui s'offusque d'avoir sans cesse de nouveaux produits dans les magasins ? On aime la diversité, le changement, on part en vacances. Je ne pense pas que l'on ait déjà atteint des cycles suffisamment courts pour que cela nous dérange dans la vie quotidienne. Néanmoins je crois ce raccourcissement des cycles toxique. Va-t-on pouvoir l'arrêter ?

Je crains que ce ne soit pas possible, parce que nous sommes dans un univers compétitif, que l'on doit aller de plus en plus vite et faire de mieux en mieux. Je ne vois pas comment on peut arrêter cela si ce n'est par des grands clashes, des révolutions, des effondrements de sociétés entières.

– *Stéphane Vanden Eede*

Oui, mais à un moment on ne pourra pas aller plus loin dans la compétition : au cent mètres, on ne battra pas indéfiniment le record !

– *Marie-Christine Lahaye*

Si, il suffit de passer au dix millième de seconde, puis au cent millième, puis au nano millième. Plus on recule les limites de finesse d'analyse, plus on peut aller loin dans les performances.

– *Éric Allaer*

On part de l'a priori selon lequel on vit dans un univers de compétition. Or, c'est une hypothèse qui est loin d'être neutre, même si elle provient de l'étude objective du vivant affirmant un lien entre évolution et compétition.

Mais l'espèce humaine est-elle absolument rivée à l'évolution du vivant ? N'est-ce pas une thèse contestable ? On peut combattre la compétition en économie ; est-elle nécessaire dans la nature ?

– *Bruno André*

On peut constater un paradoxe : c'est là où les cycles raccourcissent que la durée de vie augmente, comme dans nos pays !

Le problème, c'est qu'on ne se donne plus les moyens de se donner du temps. C'est le rôle de l'État, de la citoyenneté. Il faut débloquer des moyens pour la recherche fondamentale : si on continue, dans cent ans il n'y aura rien de nouveau sur la Terre. Les découvertes faites il y a 150 ans ont maintenant des applications.

C'est une question politique.

– *Jean-Yves Saliez*

Je vais me faire l'avocat du diable : la recherche fondamentale n'aurait plus les moyens ! Mais, hier, n'avait-on pas des moyens parce que l'économie était en pleine croissance ? Tout allait bien parce qu'on exploitait des ressources ailleurs ? C'était une situation anormale à laquelle on s'est habitué : un État qui a des sous peut les distribuer à la recherche fondamentale sans besoin de rentabiliser les choses. Aujourd'hui que l'économie va moins bien, je comprends qu'on ferme les robinets d'argent. À mon avis, la situation qu'on vit aujourd'hui est plus proche d'une réalité même physique, c'est-à-dire qu'on est sur une terre et il y a du soleil ; pour le reste, il faut boulotter afin d'en tirer quelque chose. L'argent, il faut le générer. Il y a 20 ans d'ici, ce n'était pas comme cela, mais c'était artificiel.

– *Stéphane Vanden Eede*

Qui prône le modèle de l'Univers du Vivant ?

– *Jean-Yves Saliez*

Pratiquement personne : ce sont des théories limitées à des petits groupes de gens qui réfléchissent dans des conférences. Et c'est un problème d'éducation.

– *Éric Allaer*

Le changement de mentalité passe par l'éducation. Le problème, encore une fois, vient de l'urgence imposée à l'éducation, qui s'inscrit par définition dans un cycle long. Comment sortir de la contrainte imposée ?

C'est pour moi une question quotidienne. Je crois qu'il faut refuser de se placer dans ce contexte là, et donc se marginaliser. Quand c'est un choix individuel, cela reste difficile ; quand c'est un choix collectif, ça l'est déjà moins. Et quand ce choix collectif a un relais en termes de visibilité extérieure et de prise de position politique, cela commence à changer.

– *Sarah Deutsch*

Il faudrait arriver à faire reconnaître qu'il y a un temps pour des activités citoyennes et sociales. Les syndicats ont fait reconnaître qu'un délégué syndical a besoin de temps pour faire son travail et qu'il doit être payé. Je crois qu'il faudrait transposer cela au « temps social » : les gens qui travaillent pourraient s'absenter pour aller à une réunion qui concerne la vie commune, des contrats de ville... Je pense aussi qu'il faudrait payer ces activités. Par exemple, dans les quartiers difficiles, il y a des essais de négociations et on paie les jeunes qui n'ont pas de travail et qui viennent témoigner à ces réunions. C'est leur reconnaître l'importance de participer. Cela me semble citoyen.

– *Patrick Dupriez*

On est dans un système de pensée très rigoureux. Les règles sont très claires, on sait ce qu'on a à faire. L'être humain se pose moins de questions par rapport au sens de la vie. On sait où on vit, qui on est et plus ou moins, où on va. On ne remet rien en cause. Exemple : on sait qu'il existe des problèmes de climat, mais va-t-on arrêter d'emprunter sa voiture pour autant ? Il y a des choses nouvelles à réinventer en termes de règles, de responsabilités.

Par rapport au travail dans l'urgence, j'accueille des classes vertes dans mon centre. Parfois je voudrais prendre le temps d'expliquer notre projet aux enseignants, mais je n'arrive pas à dégager du temps ; de plus, les enseignants me

diront qu'ils n'ont pas de temps à m'accorder en dehors de la classe verte pour la préparer!

– *Jean-Yves Saliez*

On vit, c'est vrai, dans une logique compétitive. Et il est vrai aussi que l'on se marginalise en sortant de l'urgence. On pourrait se poser la question autrement : pourquoi ne pas rester dans l'urgence et ainsi noyauter l'économique et utiliser ses outils pour le faire basculer? On serait beaucoup plus efficace.

– *Éric Allaer*

La marginalité est un danger s'il n'y a pas suffisamment de gens qui se marginalisent. Mais c'est tout autant un danger de rester dans le système, parce qu'il peut nous laminer. Il faut travailler sur des circuits courts, sur le tiers-secteur. L'économie sociale est une des solutions. On peut redéployer un autre type d'économie. Souvent, dans l'urgence, on décide de ne pas décider, on ne prend pas ses responsabilités.

– *Hugues Oehmichen*

Au départ, les gens qui se sont lancés dans l'économie sociale, étaient considérés comme des illuminés. Maintenant, on est plus de 200 entreprises. Je pense qu'il faut laisser du temps pour le changement de mentalité.

– *Hubert Bedoret*

Par rapport à la société de l'urgence, il faut parfois faire attention à l'excès inverse. Un ami est allé travailler au Danemark : il me racontait qu'à 16 heures les portes de l'université fermaient ; pas question de rester travailler le soir. L'institution considère qu'il faut consacrer du temps aux loisirs et à la famille. Vous avez aussi une année sabbatique payée qu'il faut prendre. Les gens qui veulent continuer à travailler ne peuvent pas. Cela pose problème d'imposer de prendre le temps aux gens!

– *Patrick Dupriez*

Est-on sûr que si on avait trois heures de moins à travailler, on les consacrerait à la famille ou à une activité «citoyenne»? C'est difficile de remettre en question le système économique dans lequel on vit et fonctionne, difficile aussi d'évacuer la notion de rentabilité. La rentabilité de mes activités, c'est une question qui me taraude malgré moi, alors que je travaille dans le secteur public.

– *Éric Allaer*

Une des perversités de la science appliquée, c'est qu'elle disqualifie la pratique de terrain. Par exemple, les psychopédagogues disqualifient souvent les enseignants. Je ne dis pas qu'il n'y a pas des choses intéressantes qui se font dans la recherche scientifique. Mais je crois que ce qu'il faut faire passer dans l'éducation, ce sont des valeurs, la conscience de sens de ce que l'on fait. Cela implique d'ailleurs une part de doute. L'éducation permanente est la confrontation entre ce que j'ai comme compétences professionnelles, comme rôle dans la société et le sens que cela a dans un projet global. Chacun est concerné : ingénieur, employé d'une administration, enseignant...

– *François Milis*

On observe ce problème de ne pas pouvoir douter dans les rapports de développement Nord-Sud. Il y a un gouffre entre ceux qui savent, ou sont censés, et ceux qui ne savent pas. Souvent, l'occidental donne une image sûre de lui, et n'est pas prêt à expliquer. Le Nord méprise ou ignore le savoir du Sud. Le bon savoir est celui que le Sud a appris à l'école du « blanc » et le mauvais savoir est celui qu'ils ont appris dans leur enfance.

Or, le terrain peut apporter des informations. C'est comme cela que le blanc est devenu un exportateur de « mal-développement » extraordinaire. Les perceptions différentes empêchent de communiquer et cela conduit certains projets à la catastrophe. Le temps du Sud, par exemple, n'a rien à voir avec la rentabilité ou l'immédiateté : c'est un temps relationnel. Si on ne se met pas sur ce pied là, on rate l'échange. On n'arrive pas à mettre en présence nos diversités et à en faire un enrichissement mutuel.

– *Marie-Christine Lahaye*

Cela se retrouve aussi dans le cadre de la gestion de notre patrimoine, par rapport à ce que nos grands-parents avaient comme expérience. Si on en avait tenu compte, on aurait évité pas mal de choses.

C'est un problème de communication que l'on retrouve dans bien des projets : architectes, médecins, biologistes, avocats, techniciens, chacun jargonne. Pour casser cette tendance, pour avoir une certaine transversalité dans le discours, il faut prendre du temps.

– *Patrick Dupriez*

On observe ces mêmes problèmes entre ingénieurs agronomes et vieux fermiers. Ils parlent des mêmes choses mais pas dans les mêmes termes, donc ne se comprennent pas.

– *Gérard Jadoul*

Malgré tout, je pense qu'il y a de l'espoir. Par exemple quand je vois que le Parlement mauritanien a rejeté un projet de développement touristique sur ses côtes, alors que ce projet aurait pu leur rapporter beaucoup d'argent dans l'immédiat. Ils ont vu les effets négatifs à long terme sur le paysage, la faune et la flore et ils ont eu le courage politique de s'y opposer.

Tout n'est pas perdu...

Bibliographie

- H. Arendt, *Conditions de l'homme moderne*, trad. par G. Fradier, Paris, Calmann-Lévy, 1988.
- Aristote, *Physique*, Paris, Les Belles Lettres, 1952.
- R. Aron, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1965.
- Bachelard, *La Dialectique de la durée*, Paris, PUF, 1963.
- H. Barreau, *Le Temps*, Paris, PUF, 1996.
- H. Bergson, *Durée et simultanéité*, Paris, PUF, 1992.
- J.-L. Borges, « Une nouvelle réfutation du temps », in *Labyrinthes*, Paris, Gallimard, 1953.
- C. Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- J. Chesneaux, *Habiter le temps*, Paris, Bayard Presse, 1996.
- L. Couloubartitsis, « Le temps hénologique », in *Les Figures du temps*, sous la dir. de L. Couloubartitsis et J.-J. Wunenburger, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1997.
- Ph. Delmas, *Le Maître des horloges*, Paris, Odile Jacob, 1991.
- Draï, *La politique de l'inconscient*, Paris, Payot, 1979.
- C. Derenne et L. Deutsch, *La fragmentation sociale*, Paris, Economica, 1995.
- J.-P. Dupuy, « L'encombrement du temps et celui de l'espace », in *Esprit*, octobre 1980.
- Durkheim, *Le Suicide*, Paris, PUF, 1976.
- N. Elias, *Du temps*, trad. par M. Hulin, Paris, Fayard, 1996.
- A. Etchegoyen, *Les entreprises ont-elles une âme*, Paris, François Bourin, 1990.
- J.-M. Ferry, *Les Puissances de l'expérience*, Paris, Cerf, 1994.
- H.-G. Gadamer, *Vérité et méthode*, trad. par E. Sacré, Paris, Seuil, 1976.

- G. Gurvitch, «La multiplicité des temps sociaux», in *La Vocation actuelle de la sociologie*, t. II; 2^e Id., Paris, PUF 1963.
- IRSA (Institut de Recherches Sociologiques et Anthropologiques, Montpellier), *Vitesses et lenteurs du temps*, Revue «Temporalistes?», Octobre 1998.
- H. Jonas, *Le Principe Responsabilité*, Paris, Cerf 1990.
- E. Klein et M. Spiro, *Le Temps et sa flèche*, Paris, Flammarion, 1995.
- R. Koselleck, *Le Futur Passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. par J. Hook, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1995.
- Cl. Lefort, *Essais sur le politique*, Paris, Payot, 1986.
- E. Lévinas, *Quelques réflexions sur la philosophie de l'hittérisme*, Paris, Rivages, 1997.
- Th. Mann, *La montagne magique*. Roman en Livre de poche.
- D. Mercure, *Les Temporalités sociales*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- E. Minkowski, *Le Temps vécu*, Paris, PUF, 1993.
- E. Morin, *La Méthode*, notamment le tome II: «La vie de la vie», Paris, Seuil, 1980.
- F. Nietzsche, *Considérations inactuelles*, trad. par P. Rusch, Paris, Gallimard, 1990.
- P. Nora, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.
- H. Nowotny, *Time. The modern and postmodern experience*, Cambridge, Polity Press, 1996.
- F. Ost, «Les multiples temps du droit», in *Le Droit et le futur*, J.-J. Austruy et al., Paris, PUF, 1985.
- F. Ost, «Le temps du Droit», Paris, Odile Jacob 1999.
- F. Pessoa, *Le Livre de l'intranquillité*, Paris, Christian Bourgois, 1988.
- Platon, *Timée*, Paris, Garnier-Flammarion, 1969.
- I. Prigogine et I. Stengers, *Entre le temps et l'éternité*, Paris, Fayard, 1988.
- M. Proust, *Le Temps retrouvé*, Paris, Gallimard, 1949.
- P. Ricœur, *Temps et récit*, Paris, Seuil, «Points-Essais», 1985.
- D. Rousseau, *La Démocratie continue*, Paris-Bruxelles, LGDJ-Bruylant, 1995.
- Saint Augustin, *Les Confessions*, trad. par J. Trabucco, Paris, Garnier, 1964.
- J. Santiso, «Les horloges et les nuages: temps et contretemps des démocratisations», in *Hermès*, n°19 Paris, CNRS Éditions.
- M. Serres: *Le Contrat Naturel*, Flammarion, Paris 1990.
- I. Stengers, *L'invention des sciences modernes*, Paris, Flammarion, 1993.
- I. Stengers, «Le développement durable: une nouvelle approche?» in *Alliage*, n°40, automne, 1999.
- B. Stiegler, *La Technique et le temps*, Paris, Galilée, 1997.
- R. Sue, *Temps et ordre social*, Paris, PUF, 1994.

A. Supiot, «Introduction», in *Le Travail en perspective*, sous la dir. d'A. Supiot, Paris, LGDJ, 1998.

I. Théry, «Les constellations familiales recomposées et le rapport au temps» in *Quels repères pour les familles recomposées?*, sous la dir. de M.-Th. Meulders et I. Théry, Paris, LGDJ, 1995.

D. Vinck, *Sociologie des sciences*, Armand Colin, 1995.

A. N. Whitehead, *Aventures d'idées, dynamique des concepts et évolution des sociétés*, Cerf, 1993.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Françoise Astier. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

«Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer» est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Cette association édite des dossiers et des documents de travail et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.

La collection des «Dossiers pour un débat»

déjà parus :

DD 1. **Pour des agricultures paysannes**, Bertrand Delpeuch, 1989 (existe également en portugais).

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 7. **The paths to peace**, même dossier que le précédent, en anglais (existe également en amharique).

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 16. **Les Cambodgiens face à eux-mêmes?** Contributions à la construction de la paix au Cambodge, coordonné par Christian Lechervy et Richard Pétris, 1993.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 19. **Penser l'avenir de la planète** : agir dans la complexité, Pierre Calame, 1993 (existe également en anglais).

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993 (existe également en anglais).

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993 (existe également en anglais).

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993 (existe également en anglais).

DD 24. **Marchés financiers** : une vocation trahie?, 1993 (existe également en anglais).

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années 50, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 33. **Financements de proximité** : 382 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel, 1996 (nouvelle édition revue, corrigée et enrichie).

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Édith Sizoo et Thierry Verhelst, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital** ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. **Citadelles de sucre**; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 39. **Le Gatt en pratique**; pour mieux comprendre les enjeux de l'Organisation mondiale du commerce, 1994.

DD 40. **Commercer quoi qu'il en coûte?**; politiques commerciales, politiques environnementales au cœur des négociations internationales, coordonné par Agnès Temple et Rémi Mongruel, 1994.

DD 42. **L'État inachevé**; les racines de la violence: le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

DD 43. **Savoirs populaires et développement rural**; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes: l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.

DD 44. **La conquête de l'eau**; du recueil à l'usage: comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.

DD 45. **Démocratie, passions et frontières**: réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995, (existe également en anglais).

DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.

DD 48. **Cigales**: des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.

DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996 (existe également en espagnol).

DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme**: leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.

DD 52. **Cultiver l'Europe**: éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes**; agriculture et sécurité alimentaire mondiale: quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.

DD 54. **Quand l'argent relie les hommes**: l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.

DD 55. **Pour entrer dans l'ère de la ville**; texte intégral et illustrations concrètes de la Déclaration de Salvador sur la participation des habitants et l'action publique pour une ville plus humaine, 1996.

DD 56. **Multimédia et communication à usage humain**; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.

DD 57. **Des machines pour les autres**; entre le Nord et le Sud: le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odeyé-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.

DD 59. **Non-violence: éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non-violente), 1996.

DD 60. **Burundi: la paysannerie dans la tourmente**: éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique, Hubert Cochet, 1996.

DD 61. **PAC: pour un changement de cap**; compétitivité, environnement, qualité: les enjeux d'une nouvelle politique agricole commune, Franck Sénéchal, 1996.

DD 62. **Habitat créatif: éloge des faiseurs de ville**; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. **Algérie: tisser la paix**: Huit défis pour demain; Mémoire de la rencontre «Algérie demain» à Montpellier, 1996.

DD 64. **Une banque des initiatives citoyennes au Liban**; l'Association d'entraide professionnelle AEP, François Azuelos, 1996.

DD 66. **Financements de proximité**: 458 structures locales et nationales pour le financement de la création de petites entreprises en France, coordonné par Erwan Bothorel et Cyril Rollinde, 4^e éd. 2000.

DD 67. **Quand l'Afrique posera ses conditions**; négocier la coopération internationale: le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. **À la recherche du citoyen perdu**: un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. **Le bonheur est dans le pré...**: plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. **Une pédagogie de l'eau**: quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 71. **Amérindiens: des traditions pour demain**; onze actions de peuples autochtones d'Amérique latine pour valoriser leur identité culturelle, sous la direction de Geneviève Hérold, 1996.

DD 72. **Le défi alimentaire mondial**: des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. **L'usufruit de la terre**: courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. **Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine**: mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 75. **États désengagés, paysans engagés**: perspectives et nouveaux rôles des organisations paysannes en Afrique et en Amérique latine, compte rendu de l'atelier international de Mèze (France, 20-25 mars 1995), 1997.

DD 76. **Les médias face à la drogue**: un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. **L'honneur des pauvres**: valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 78. **Contrat emploi solidarité**: les paradoxes d'un dispositif; expériences et propositions, Comité d'information et de mobilisation pour l'emploi - CIME, 1997.

DD 79. **Paroles d'urgence**; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement: l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. **Le temps choisi**: un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. **La faim cachée**: une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. **Quand les habitants gèrent vraiment leur ville**; le budget participatif: l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 83. **Aliments transgéniques: des craintes révélatrices**; des scientifiques aux consommateurs, un débat citoyen autour de l'initiative populaire suisse pour la protection génétique, Robert Ali Brac de la Perrière, Arnaud Trollé, 1998 (existe également en allemand).

DD 84. **Vers une écologie industrielle**: comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. **La plume partagée**; des ateliers d'écriture pour adultes: expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. **Désenclaver l'école**; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. **Campagnes en mouvement: un siècle d'organisations paysannes en France**, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. **Préserver les sols, source de vie**; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Écologie du temps », 1998.

- DD 90. **Après les feux de paille**; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998.
- DD 91. **Le piège transgénique**; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques?, Arnaud Trollé, 1998.
- DD 92. **Des sols et des hommes**; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.
- DD 93. **Des goûts et des valeurs**; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.
- DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique**; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique: des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.
- DD 95. **Pratiques de médiation**; écoles, quartiers, familles, justice: une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.
- DD 96. **Pour un commerce équitable**; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagrail, 1998.
- DD 97. **L'eau et la vie**; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Caïs, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.
- DD 98. **Banquiers du futur**; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.
- DD 99. **Insertion et droit à l'identité**; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.
- DD 100. **Une ville par tous**; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.
- DD 101. **Chine et Occident: une relation à réinventer**; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.
- DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage**; tisser des liens pour trouver un emploi: récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.
- DD 103. **Plantes transgéniques: une menace pour les paysans du Sud**, Robert Ali Brac de la Perrière, Franck Seuret et Arnaud Trollé, 1999.
- DD 104. **Ce que les mots ne disent pas**; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels: la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.
- DD 105. **Savoirs du Sud: connaissances scientifiques et pratiques sociales: ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.
- DD 106. **Oser créer: créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.
- DD 107. **Se former à l'interculturel**; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.
- DD 108. **Sciences et démocratie: le couple impossible?**; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale: réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.
- DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps**; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.
- DD 110. **Banques et cohésion sociale**; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine: la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.
- DD 111. **L'arbre et la forêt: du symbolisme culturel... à l'agonie programmée?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.
- DD 112. **Le dialogue des savoirs**; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.

DD 113. **Financer l'agriculture**; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures?, André Neveu, 2001.

DD 114. **Agricultures d'Europe : la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.

DD 115. **Le droit autrement**; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.

DD 116. **Sols et sociétés**; regards pluriculturels, rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001

DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques**; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.

DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants**; de Caracas à Dakar: dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.

DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle?**, Maison des citoyens du monde/Bernard Vrignon et Agnès Chek, 2001

DD 120. **De la galère à l'entreprise**; pour de nouvelles formes de financement solidaire: l'expérience de France Active, Claude Alphandéry, 2002.

DD 121. **Finances solidaires**; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.

DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre**; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alternatives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.

DD 123. **Commerce international et développement durable**; voix africaines et plurielles, CITSD, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax: 01 48064886

Sur place : du mardi au vendredi : 9h30-12h30 – 14h30-17h30

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

Économie, Solidarité, Emploi

Gouvernance

Relations sciences et société

Agricultures et organisations paysannes

Dialogue interculturel

Communication citoyenne

Construction de la paix

Écologie, environnement, avenir de la planète

Prospective, valeurs, mondialisation

Histoires de vie

Méthodologies pour l'action

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer.

Nom Prénom

Société

Adresse

.....

Code postal Ville

Pays

